

Recueil des Actes administratifs

2022 - 02

PUBLIÉ LE : 01 JUILLET 2022

INFORMATION AU PUBLIC

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le public est informé que, conformément aux articles L.5211-47 et R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

PROVENCE ALPES AGGLOMERATION

N°2022-02

Sera consultable sur simple demande, au siège de la communauté d'agglomération, situé 4 rue Klein, 04000 Digne-les-Bains, aux heures d'ouverture.

Sera consultable et téléchargeable sur le site internet de la communauté d'agglomération à l'adresse suivante : <https://www.provencealpesagglo.fr/recueil-des-actes-administratifs/>

Pour tout renseignement, veuillez-vous présenter à l'accueil ou au secrétariat général.



SOMMAIRE

DELIBERATIONS

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 AVRIL 2022

1	Théâtre Durance : scène convention d'intérêt national (art et création) Pôle régional de développement culturel Avenant n°1 à la convention entre Provence Alpes Agglomération, l'Etat, et la région Sud/PACA, le Département des Alpes de Haute Provence et l'association Théâtre Durance	283
2	Approbation des comtes de gestion 2021 – Budget principal et budgets annexes	285
3	Approbation des comptes administratifs et affectation des résultats 2021	287
4	Fiscalité 2022 – Vote des taux d'imposition locale 2022, de la TEOM et du produit GEMAPI 2022	294
5	Budgets primitifs 2022	297
6	Budget abattoir de Seyne – Admission de non-valeur	311
7	Syndicat mixte du Conservatoire à rayonnement départemental - Convention de financement	313
8	Création de postes 2022	315
9	Création de postes permanents eau assainissement	318
10	Nombre de représentants du personnel aux comités social territorial et maintien du paritarisme	322
11	Participation protection social complémentaire risque prévoyance	325
12	Subvention amicale du personnel A2P2A	328
13	Accord collectif eau et assainissement	330
14	Compétence GEMAPI – Convention de délégation de compétence entre PAA et le Syndicat Mixte Asse Bléone 2020-2025 – Avenant n° 2 – Programme des actions 2022	332
15	Convention de délégation de compétence « gestion des eaux pluviales urbaines »	336
16	Programme pluriannuel d'investissement 2022/2025 – Compétence « gestion des eaux pluviales urbaines »	339
17	Adoption du dossier et demande d'ouverture d'enquête publique pour la protection du captage des Pelots à BARRAS	343
18	Tarifs de l'eau potable et de l'assainissement à compter du 1 ^{er} juillet 2022	346
19	Intégration au CRTE des opérations Petite ville de demain des communes de Château-Arnoux-Saint-Auban et Seyne	350
20	Adhésion à LEADER France	353
21	Demande de financement LEADER – Expérimentation d'un dispositif de participation citoyenne partagé	355
22	Signature d'une convention de partenariat en vue de l'organisation de la Fête du vélo de Provence Alpes Agglomération	359

23	Dérogation exceptionnelle à la convention d'entente entre les communautés d'agglomération Durance Lubéron Verdon Agglomération DLVA et Provence Alpes Agglomération PAA	362
24	Constitution de la Conférence Intercommunale du Logement et procédure de consultation des instances appelées à y siéger	365
25	Chemin des Alpilles DIGNE LES BAINS – Projet de cession à SCI DE MARTINO	370
26	Parc d'Activités de la Cassine à Peyruis – Projet de cession à DUCLOS SA Lot n°1ter + portion de parcelles AA 90-91 – Annule et remplace la délibération n° 30 du 30/06/2021	372
27	Parc d'Activités de la Cassine à Peyruis – Projet de cession à la SAS ALTEA – Lot n° 31 d'environ 30 017m ² parcelle AA90	375
28	Adhésion de Provence Alpes Agglomération à la Fédération Nationale de Boutiques à l'Essai	378
29	Participation à l'action « Fabrique de Territoire »	380
30	Financement de l'évènement « de Ferme en Ferme » pour l'année 2022	382
31	Reconduction de l'adhésion à l'association des Communes Forestières pour l'année 2022	384
32	Subvention complémentaire à l'Office de Tourisme Provence Alpes Digne-les-Bains	386
33	Etude de faisabilité et de programmation architectural et scénographique et restructuration du Musée Promenade, réalisation des diagnostics techniques complémentaires – Demande de subvention au titre du Contrat Départemental de Solidarité Territoriale	388
34	Programme d'investissement 2022 de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence – Demande de subvention au titre du Contrat Départemental de Solidarité Territoriale	391
35	Programme pluriannuel d'aménagement d'un réseau de sites de l'UNESCO Géoparc de Haute-Provence, aménagement du site du Bois Noir à Turriers – Demande de subvention au titre du dispositif Espace Valléen 2021-2027	394
36	Etude d'une réserve Internationale de Ciel Etoilé – Demande de subvention au titre du dispositif Espace Valléen 2021-2027	397
37	Manifestation de la fête de la randonnée Provence Alpes Agglomération – Demande de financement auprès du Conseil Départemental des Alpes de Haute Provence	400
38	Site de pleine nature du Fanget	402
39	Appel à manifestation d'intérêt « Contrat stations 2030 » - Positionnement de Provence Alpes Agglomération et des stations de montagne de son territoire	404
40	Convention de mise à disposition de service entre PAA et le SYDEVOM 04 2022-2024	406
41	Agrandissement de la déchetterie de Seyne	408
42	Conventionnement avec les partenaires du « Marathon de la biodiversité »	412
43	Demandes de subventions complémentaires dans le cadre de rénovation de chaudières sur le patrimoine de PAA	415
44	Demande de subvention dans le cadre des appels à projet 2022 de la Caisse d'Allocations Familiales	418

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 JUIN 2022

1	Adhésion à l'Association des Maires 04 et à l'association des Maires de France	426
2	Convention d'occupation du site des Thermes avec la Régie des thermes de DIGNE LES BAINS – Avenant n°2	428
3	Equilibre social de l'habitat : Garantie d'emprunt Bailleur social Habitation Haute Provence Commune de Digne les Bains	431
4	Acquisition terrain + bâtiments entreprise SPHERE à Seyne	434
5	Contrat d'apprentissage eau et assainissement	437
6	Contrat d'apprentissage petite enfance	440
7	Convention de mise à disposition individuelle de personnel PAA – Digne les Bains	443
8	Nombre de représentants du personnel à la formation spécialisée au sein du comité social territorial et maintien du paritarisme	446
9	Action sociale : mise en œuvre des tickets restaurants	449
10	Demande d'aide financière auprès de l'Etat (DETR 2022) Archail – Reprise des branchements et réseaux (eaux usées et eau potable)	543
11	Approbation de la phase 2 du Contrat de Rivière « l'Asse et ses affluents »	456
12	Participation au financement de l'étude préalable à la mise en œuvre de solutions de mobilités solidaires dans le cadre du projet Solidarité des 4 Rives	459
13	Appel à manifestation d'intérêt pour le programme LEADER 2023 – 2027 positionnement de Provence Alpes Agglomération	463
14	Autorisation de la signature de la Convention d'Utilité Sociale « accession » 2021-2026 liant la SCIC Valdurance Habitat et Provence Alpes Agglomération	466
15	Mise en location de l'Atelier 7.7	471
16	Renouvellement du partenariat avec la chambre d'agriculture des Alpes de Haute Provence	474
17	Adhésion de Provence Alpes Agglomération au réseau « Villes anti-gaspi »	476
18	Approbation de la participation de Provence Alpes Agglomération au projet « Appui au développement économique de la Filière Bois sur le territoire de la Charte Forestière Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon Pays de Seyne » dans le cadre de l'appel à projet LEADER 16.7.2	478
19	Mise en conformité du barrage de Vaulouve : études	481
20	Projet d'aménagement écotouristique de la retenue de l'Escale – Convention de superposition d'affectation du domaine public avec l'Etat, les communes de Château Arnoux Saint Auban et Volonne pour l'exploitation de la passerelles suspendue	484
21	Modification de tarifs de la régie de recettes des entrées du Musée Promenade	486
22	Tarifs de la taxe de séjour	488
23	Développement de la mobilité durable pour l'accès à l'offre de découverte l'UNESCO Géoparc de Haute Provence – Demande de subvention AMI Avenir Montagne Mobilité	493
24	Rapports d'activités du service déchets pour l'année 2021	496
25	Vente de retourneur d'andain et de la pelle sur roues de la déchetterie de Digne les Bains La Colette	498

26	Convention de partenariat entre Provence Alpes Agglomération et la Communauté de Communes Alpes Provence Verdon pour la collecte des ordures ménagères	500
27	Modification du plan prévisionnel de financement de l'Appel à Projet « Généraliser le tri à la source et valoriser les biodéchets en Provence-Alpes-Côte-d'Azur relancé par la Région Sud et l'ADEME	502
28	Désignation de délégués au Syndicat mixte des Monges	505
29	Fédération des Centres Musicaux Ruraux – Avenant au protocole d'accord	507
30	Ecole de musique Château Arnoux Saint Auban – Demande de subvention au Conseil Départemental 04	509
31	Renouvellement du parc matériel du Théâtre Durance : modification du plan de financement	511
32	Solde de subvention pour les associations gestionnaires des crèches associatives	514
33	Demande de subvention dans le cadre des appels à projet 2022 de la Caisse d'Allocation Familiales	516
34	Contrat de ville de Digne les Bains 2015 – 2022 : crédits alloués au titre de la programmation 2022	519
35	Aire d'accueil des gens du voyage de Soleilhet : Convention de mutualisation avec la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch et élection des représentants au comité de gestion	523
Motion	Motion Vigilance et Défense pour le Train des pignes	526

ARRETE

118-20220407	Arrêté de délégation de fonctions à M. PAUL Gérard dans les domaines du SCOT, PLUi et de l'équilibre social de l'habitat
--------------	--

DECISIONS

2022-005	Convention de servitudes entre l'ASA de Château-Arnoux St Auban et PAA relatif à la parcelle AH 163
2022-006	Vente d'oliviers sur pieds – ZAE La Cassine
2022-007	Convention d'accès dématérialisée entre Provence Alpes Agglomération PAA et le Service Départemental d'Incendie et de secours pour les actes d'urbanisme
2022-008	Convention de formation professionnelle premiers secours
2022-009	Convention pour la pose d'équipement de vidéoprotection sur un équipement d'éclairage public – Peyruis
2022-010	Défense des intérêts de la communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération dans la requête en annulation présentée devant le Tribunal Administratif de Marseille par Monsieur Thierry BAGARRY
2022-011	Location travaux et terrain à l'entreprise SPHERE à SEYNE
2022-012	Convention de mise à disposition de locaux de la Ferme de Font Robert à Château Arnoux Saint Auban auprès du réseau Initiative Alpes Provence

DÉLIBÉRATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 01

Objet : Théâtre Durance : scène conventionnée d'intérêt national (art et création) Pôle régional de développement culturel Avenant N°1 à la Convention entre Provence Alpes Agglomération, l'Etat, et la Région Sud/PACA, le Département des Alpes de Haute Provence et l'association Théâtre Durance

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARD Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boularts, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURIAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-Logis.com

99_DE-004-201067437-20220407-01_07042022

Monsieur Claude FIAERT, rapporteur, expose ce qui suit :

Par délibération du 12 décembre 2018, le conseil a approuvé la Convention entre Provence Alpes Agglomération, l'Etat, et la Région Sud/PACA, le Département des Alpes de Haute Provence et l'association Théâtre Durance fixant le cadre contractuel nécessaire à la valorisation du programme des actions artistiques et culturelles correspondant à la mention « art et création ».

Cette procédure, permet de pérenniser et donc de sécuriser la contribution des partenaires passant d'un engagement annuel à un engagement quadriennal.

Pour rappel, l'engagement des partenaires publics, pour l'exercice 2018, première année de conventionnement, s'établissait ainsi qu'il suit :

- PAA : 528 000 TTC
- Région Sud/PACA : 200 000 TTC
- Département 04 : 150 000 TTC
- Etat : 144 530 TTC

En 2021, le financement s'est établi ainsi qu'il suit :

- PAA : 530 640 €
- Région Sud PACA : 200 000 €
- Département 04 : 150 000 €
- DRAC PACA : 179 000 €

Cette convention a été conclue pour une durée de 4 années soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2021.

Le Théâtre Durance a déposé en mars 2021 une demande de labellisation en tant que scène nationale. Dans le cadre de cette demande, suite à la visite conjointe des services de la Direction Générale de la Création Artistique (DGCA) et de la DRAC en novembre 2021, il a été convenu entre les partenaires de prolonger la convention initiale pour une durée d'une année afin de permettre de fixer précisément les contours d'une future scène nationale et les conditions à réunir notamment financières pour cette labellisation.

En 2022 les montants des participations des partenaires devraient augmenter.

Il vous est proposé :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention entre Provence Alpes Agglomération, l'Etat, et la Région Sud/PACA, le Département des Alpes de Haute Provence et l'association Théâtre Durance, tel que joint en annexe
- d'autoriser Madame la Présidente à signer cet avenant.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

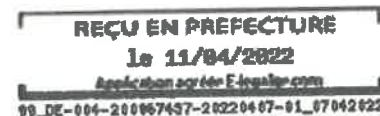
Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 02

Objet : Approbation des
Comptes de gestion 2021-
Budget principal et budgets
annexes

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELBOSTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boularea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascal a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childérie
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article 6 de la loi n° 2012-275

99_DE-004-20067437-20220407-02_07042022

Monsieur Marc BONDIL, rapporteur, expose ce qui suit :

En application des dispositions des articles L. 1612-12 et L. 2121-31 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante entend, débat et arrête le compte de gestion du comptable qui est transmis à l'exécutif local au plus tard le 1er juin de l'exercice suivant celui auquel il se rapporte. Le vote de l'arrêté des comptes de gestion du comptable public doit intervenir préalablement au vote du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Monsieur le Trésorier nous a présenté les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes.

Le montant des titres émis ainsi que des mandats ordonnancés sur l'exercice 2021, est en parfaite concordance avec nos écritures pour l'ensemble des budgets.

Vu le budget primitif 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent,

Vu les comptes de gestion du budget principal et annexes dressés par Monsieur le Trésorier municipal,

Il vous est proposé :

- de dire que les comptes établis pour l'exercice 2021 par Monsieur le Trésorier municipal n'appellent aucune observation ni réserve.
- d'adopter les comptes de gestion pour 2021, budget principal et budgets annexes :

Abattoir Digne-Les-Bains
Abattoir Seyne-Les-Alpes
Transports Urbains
Barrage Vaulouve
Zone la Cassine
Zone St Pierre
Zone des Blâches Gombert
Régie EAU
Régie Assainissement

dont une copie des résultats de clôture est jointe au présent document.

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

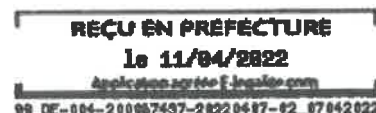
Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



99_DE-004-200067437-20220407-02_07042022

50000 - CA PROVENCE-ALPES-AGGLOMERATIO

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS	Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)	15 736 868,86	42 449 636,89	58 186 50	
Titres de recette émis (b)	7 939 329,71	42 654 919,24	50 594 24	
Réductions de titres (c)		2 371 151,19	2 371 15	
Recettes nettes (d = b - c)	7 939 329,71	40 283 768,05	48 223 09	
DEPENSES				
Autorisations budgétaires totales (e)	15 736 868,86	42 449 636,89	58 186 505,75	
Mandats émis (f)	7 745 841,60	40 631 720,53	48 377 562,13	
Annulations de mandats (g)		628 933,44	628 933,44	
Depenses nettes (h = f - g)	7 745 841,60	40 002 787,09	47 748 628,69	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE				
(d - h) Excédent	193 488,11	280 980,96	474 469,07	
(h - d) Déficit				

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E-liquide.com

99_DE-004-200067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50000 - CA PROVENCE-ALPES-AGGLOMERATION

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	472 876,10		193 488,11		666 364,21
Fonctionnement	2 933 334,17	544 419,53	280 980,96		2 669 895,60
TOTAL I	3 406 210,27	544 419,53	474 469,07		3 336 259,81
II - Budgets des services à caractère administratif					
50500-VALLOUVE - PAA					
Investissement	-135,72		-17 244,37		-17 380,09
Fonctionnement	32 244,11	18 410,88	10 229,72		24 062,95
Sous-Total	32 108,39	18 410,88	-7 014,65		6 682,86
50700-PARC INDUSTRIEL CASSINE					
Investissement	480 615,71		-151 732,57		328 883,14
Fonctionnement	178 178,41		205 488,50		383 666,91
Sous-Total	658 794,12		53 755,93		712 550,05
50800-ZONE ST PIERRE - PAA					
Investissement	225 810,08		24 611,81		250 421,89

RECU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Approuvé par le Maire

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50000 - CA PROVENCE-ALPES-AGGLOMERATION

		Exercice		Reçu en Préfecture	
	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
Fonctionnement	82 618,02		17 943,05		100 561,07
Sous-Total	308 428,10		42 554,86		350 982,96
50900-ZA BLANCHES GOMBERT - PAA					
Investissement	-1 241,47				-1 241,47
Fonctionnement	-1 241,47				-1 241,47
Sous-Total	-1 241,47				-1 241,47
TOTAL II	996 089,14	18 410,88	89 296,14		1 068 974,40
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
50100-ABATTOIRS DE SEYNE - PAA					
Investissement	-147 764,53		-3 465,71		-151 230,24
Fonctionnement	49 740,76	36 945,19	49 312,27		62 107,84
Sous-Total	-98 023,77	36 945,19	45 846,56		-89 122,40
51000-TRANSPORTS URBAINS DIGNO					
Investissement	227 460,61		-5 591,01		221 869,60

Exercice

TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE

RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021

Reçu en Préfecture

le 11/04/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-200067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50000 - CA PROVENCE-ALPES-AGGLOMERATIO

Exercice

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E.lespalto.com

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
Fonctionnement	292 990,95		320 936,26		613 9
Sous-Total	520 451,56		315 345,25		835 790,00
51100-ABATTOIRS DE DIGNE - PAA					
Investissement	-28 335,58		-201 381,64		-229 717,22
Fonctionnement	143 876,26	118 196,61	-54 583,11		-28 903,46
Sous-Total	115 540,68	118 196,61	-255 964,75		-258 620,68
51200-SERVICE EAU PAA					
Investissement	-785 283,99		377 188,84		-408 095,15
Fonctionnement	1 635 609,95	1 616 083,99	1 032 260,91		1 051 786,87
Sous-Total	850 325,96	1 616 083,99	1 409 449,75		643 691,72
51300-SERVICE ASSAINISSEMENT P					
Investissement	-938 923,39		-4 175,21		-943 098,60
Fonctionnement	769 539,05	617 423,39	518 117,35		670 233,01
Sous-Total	-169 384,34	617 423,39	513 942,14		-272 865,59
TOTAL III	1 218 910,09	2 388 649,18	2 028 618,95		858 879,86
TOTAL I + II + III	5 623 209,50	2 951 479,59	2 592 384,16		5 264 114,07

51100 - ABATTOIRS DE DIGNE - PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS		Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)		424 696,61		980 379,65		1 405 0		
Titres de recette émis (b)		152 016,14		862 594,97		1 014 6		
Réductions de titres (c)								
Recettes nettes (d = b - c)		152 016,14		862 594,97		1 014 6		
DEPENSES								
Autorisations budgétaires totales (e)		424 696,61		980 379,65		1 405 0		
Mandats émis (f)		353 397,78		949 184,23		1 302 582,01		
Annulations de mandats (g)				32 006,15		32 006,15		
Depenses nettes (h = f - g)		353 397,78		917 178,08		1 270 575,86		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE								
(d - h) Excédent								
(h - d) Déficit		201 381,64		54 583,11		255 964,75		

 REÇU EN PREFECTURE
 le 11/04/2022

Application agréée E-lesquies.com

99_DE-004-200067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

51100 - ABATTOIRS DE DIGNE - PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à Caractère industriel et commercial					
ABATTOIRS DE DIGNE - PAA					
Investissement	-28 335,58		-201 381,64		-229 717,22
Fonctionnement	143 876,26	118 196,61	-54 583,11		-28 903,46
Sous-Total	115 540,68	118 196,61	-255 964,75		-258 620,68
TOTAL III	115 540,68	118 196,61	-255 964,75		-258 620,68
TOTAL I + II + III	115 540,68	118 196,61	-255 964,75		-258 620,68

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application approuvée et légalisée

50100 - ABATTOIRS DE SEYNE - PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS	Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)	215 910,76	230 235,57	446 146,33	
Titres de recette émis (b)	54 134,99	201 486,98	255 621,97	
Réductions de titres (c)		370,91	370,91	
Recettes nettes (d = b - c)	54 134,99	201 116,07	255 251,06	
DEPENSES				
Autorisations budgétaires totales (e)	215 910,76	230 235,57	446 146,33	
Mandats émis (f)	57 600,70	161 190,41	218 791,11	
Annulations de mandats (g)		9 386,61	9 386,61	
Depenses nettes (h = f - g)	57 600,70	151 803,80	209 404,50	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE				
(d - h) Excédent		49 312,27	45 846,56	
(h - d) Déficit	3 465,71			

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E.Leclerc.com

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non
personnalisés

50100 - ABATTOIRS DE SEYNE - PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial ABATTOIRS DE SEYNE - PAA Investissement Fonctionnement	-147 764,53 49 740,76 -98 023,77	36 945,19 36 945,19 36 945,19	-3 465,71 49 312,27 45 846,56		-151 230,24 62 107,84 -89 122,40
Sous-Total					
TOTAL III	-98 023,77	36 945,19	45 846,56		-89 122,40
TOTAL I + II + III	-98 023,77	36 945,19	45 846,56		-89 122,40

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Appréciation : F. Lequato com

51000 - TRANSPORTS URBAINS DIGNOIS-PA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS	Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)	301 993,56	1 526 573,95	1 828 567,51	
Titres de recette émis (b)	21 541,52	1 491 312,45	1 512 853,97	
Réductions de titres (c)		200,00	200,00	
Recettes nettes (d = b - c)	21 541,52	1 491 112,45	1 512 653,97	
DEPENSES				
Autorisations budgétaires totales (e)	301 993,56	1 526 573,95	1 828 567,51	
Mandats émis (f)	27 132,53	1 174 050,40	1 201 182,93	
Annulations de mandats (g)		3 874,21	3 874,21	
Depenses nettes (h = f - g)	27 132,53	1 170 176,19	1 197 308,72	
RESULTAT DE L'EXERCICE				
(d - h) Excédent		320 936,26	315 345,25	
(h - d) Déficit	5 591,01			

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E-Inquète.com

99_DE-004-200 067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

51000 - TRANSPORTS URBAINS DIGNOIS-PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial TRANSPORTS URBAINS DIGNOIS- PAA					
Investissement	227 460,61		-5 591,01		221 869,60
Fonctionnement	292 990,95		320 936,26		613 927,21
Sous-Total	520 451,56		315 345,25		835 796,81
TOTAL III	520 451,56		315 345,25		835 796,81
TOTAL I + II + III	520 451,56		315 345,25		835 796,81

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application sur le site E.legitime.com

50500 - VAULOUE - PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS	
Prévisions budgétaires totales (a)		200 174,11		41 833,23		242 007,34	
Titres de recette émis (b)		19 143,23		34 124,57		53 267,80	
Réductions de titres (c)							
Recettes nettes (d = b - c)		19 143,23		34 124,57		53 267,80	
DEPENSES							
Autorisations budgétaires totales (e)		200 174,11		41 833,23		242 007,34	
Mandats émis (f)		36 387,60		26 142,27		62 529,87	
Annulations de mandats (g)				2 247,42		2 247,42	
Depenses nettes (h = f - g)		36 387,60		23 894,85		60 282,45	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE							
(d - h) Excédent				10 229,72			
(h - d) Déficit		17 244,37					7 014,65

Reçu en préfecture
le 11/04/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-200 067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50500 - VAULOUVE - PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif VAULOUVE - PAA Investissement Fonctionnement	-135,72 32 244,11 32 108,39	18 410,88 18 410,88 18 410,88	-17 244,37 10 229,72 -7 014,65		-17 380,09 24 062,95 6 682,86
Sous-Total					
TOTAL II	32 108,39	18 410,88	-7 014,65		6 682,86
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III		18 410,88	-7 014,65		6 682,86
TOTAL I + II + III	32 108,39	18 410,88	-7 014,65		6 682,86

REÇU EN PREFECTURE

16/04/2022

Application approuvée F. Legault.com

50700 - PARC INDUSTRIEL CASSINE - PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS		Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)		1 094 315,71		896 678,41		1 990 994,12		
Titres de recette émis (b)		74 669,00		326 348,70		401 017,70		
Réductions de titres (c)								
Recettes nettes (d = b - c)		74 669,00		326 348,70		401 017,70		
DEPENSES								
Autorisations budgétaires totales (e)		1 094 315,71		896 678,41		1 990 994,12		
Mandats émis (f)		226 401,57		153 231,43		379 633,00		
Annulations de mandats (g)				32 371,23		32 371,23		
Depenses nettes (h = f - g)		226 401,57		120 860,20		347 261,77		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE								
(d - h) Excédent								
(h - d) Déficit		151 732,57		205 488,50		53 755,93		

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F. Legrand.com

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50700 - PARC INDUSTRIEL CASSINE - PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PARC AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif PARC INDUSTRIEL CASSINE - PAA					
Investissement	480 615,71		-151 732,57		328 883,14
Fonctionnement	178 178,41		205 488,50		383 666,91
Sous-Total	658 794,12		53 755,93		712 550,05
TOTAL II	658 794,12		53 755,93		712 550,05
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III			53 755,93		
TOTAL I + II + III	658 794,12		53 755,93		712 550,05

Reçu en préfecture le 11/04/2022

Application approuvée E. Lepetit.com

50800 - ZONE ST PIERRE - PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS	Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)		376 428,10	216 118,02	592 546,12	
Titres de recette émis (b)		36 778,29	73 297,44	110 075,73	
Réductions de titres (c)					
Recettes nettes (d = b - c)		36 778,29	73 297,44	110 075,73	
DEPENSES					
Autorisations budgétaires totales (e)		376 428,10	216 118,02	592 546,12	
Mandats émis (f)		12 166,48	55 357,36	67 523,84	
Annulations de mandats (g)			2,97	2,97	
Depenses nettes (h = f - g)		12 166,48	55 354,39	67 520,87	
RESULTAT DE L'EXERCICE					
(d - h) Excédent		24 611,81	17 943,05	42 554,86	
(h - d) Déficit					

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F. Legakis.com

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50800 - ZONE ST PIERRE - PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif ZONE ST PIERRE - PAA					
Investissement	225 810,08		24 611,81		250 421,89
Fonctionnement	82 618,02		17 943,05		100 561,07
Sous-Total	308 428,10		42 554,86		350 982,96
TOTAL II	308 428,10		42 554,86		350 982,96
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	308 428,10		42 554,86		350 982,96

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Approuvé par le Maire

50900 - ZA BLACHES GOMBERT - PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS	Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)							
Titres de recette émis (b)		601 242,00		601 242,00		1 202 484,00	
Réductions de titres (c)							
Recettes nettes (d = b - c)							
DEPENSES							
Autorisations budgétaires totales (e)							
Mandats émis (f)		601 242,00		601 242,00		1 202 484,00	
Annulations de mandats (g)							
Depenses nettes (h = f - g)							
RESULTAT DE L'EXERCICE							
(d - h) Excédent							
(h - d) Déficit							

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F. Legrand.com

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

50900 - ZA BLACHES GOMBERT - PAA

Exercice

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif ZA BLACHES GOMBERT - PAA Investissement Fonctionnement					
Sous-Total	-1 241,47				-1 241,47
TOTAL II	-1 241,47				-1 241,47
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	-1 241,47				-1 241,47

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application approuvée E lepart.com

51200 - SERVICE EAU PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS	
Prévisions budgétaires totales (a)		5 919 283,99		7 142 025,96		13 061 312,95	
Titres de recette émis (b)		2 647 846,72		7 099 312,51		9 747 159,23	
Réductions de titres (c)				985 781,66		985 781,66	
Recettes nettes (d = b - c)		2 647 846,72		6 113 530,85		8 761 377,57	
DEPENSES							
Autorisations budgétaires totales (e)		5 919 283,99		7 142 025,96		13 061 309,95	
Mandats émis (f)		2 270 659,88		5 114 067,18		7 384 727,06	
Annulations de mandats (g)		2 270 659,88		32 797,24		32 797,24	
Depenses nettes (h = f - g)		2 270 659,88		5 081 269,94		7 351 929,82	
RÉSULTAT DE L'EXERCICE							
(d - h) Excédent							
(h - d) Déficit		377 188,84		1 032 260,91		1 409 449,75	

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E-liquite.com

99_DE-004-200 067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

51200 - SERVICE EAU PAA

		Exercice	REÇU EN PREFECTURE		
			le 11/04/2022		
			Approuvé par le Maire		
			99_DE-004-200067437-20220407-02_07042022		
	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 202
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SERVICE EAU PAA Investissement Fonctionnement	-785 283,99 1 635 609,95 850 325,96	1 616 083,99 1 616 083,99 1 616 083,99	377 188,84 1 032 260,91 1 409 449,75		-408 095,15 1 051 786,87 643 691,72
Sous-Total	850 325,96	1 616 083,99	1 409 449,75		643 691,72
TOTAL III	850 325,96	1 616 083,99	1 409 449,75		643 691,72
TOTAL I + II + III	850 325,96	1 616 083,99	1 409 449,75		643 691,72

51300 - SERVICE ASSAINISSEMENT PAA

Résultats budgétaires de l'exercice

RECETTES		SECTION D'INVESTISSEMENT		SECTION DE FONCTIONNEMENT		TOTAL DES SECTIONS		Exercice
Prévisions budgétaires totales (a)		4 563 723,39		4 289 115,66		8 852 839,05		
Titres de recette émis (b)		1 170 692,55		3 991 646,11		5 162 338,66		
Réductions de titres (c)				606 835,88		606 835,88		
Recettes nettes (d = b - c)		1 170 692,55		3 384 810,23		4 555 502,78		
DEPENSES								
Autorisations budgétaires totales (e)		4 563 723,39		4 289 115,66		8 852 839,05		
Mandats émis (f)		1 174 867,76		3 273 061,21		4 447 928,97		
Annulations de mandats (g)				406 368,33		406 368,33		
Depenses nettes (h = f - g)		1 174 867,76		2 866 692,88		4 041 560,64		
RESULTAT DE L'EXERCICE								
(d - h) Excédent				518 117,35		513 942,14		
(h - d) Déficit		4 175,21						

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F. Legat & Co

99_DE-004-200067437-20220407-02_07042022

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

51300 - SERVICE ASSAINISSEMENT PAA

		Exercice			
	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SERVICE ASSAINISSEMENT PAA Investissement Fonctionnement	-938 923,39 769 539,05 -169 384,34	617 423,39 617 423,39 617 423,39	-4 175,21 518 117,35 513 942,14		-943 098,60 670 233,01 -272 865,59
Sous-TOTAL	-169 384,34	617 423,39	513 942,14		-272 865,59
TOTAL III	-169 384,34	617 423,39	513 942,14		-272 865,59
TOTAL I + II + III		617 423,39	513 942,14		-272 865,59

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 03

Objet : Approbation des
Comptes administratifs et
affectation des résultats 2021

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à Digne les Bains, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAHRT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Chloé
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Inpact.com

09_04-604-201067437-20220407-03_07042022

Monsieur Marc BONDIL, rapporteur, expose ce qui suit :

Les excédents de fonctionnement constatés doivent être affectés en priorité à la couverture des besoins de financement de la section d'investissement.

1 - Budget Principal de la Communauté d'Agglomération :

Budget Principal	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	40 002 787,09 €	42 672 682,69 €	2 669 895,60 €
Investissement	7 745 841,60 €	8 412 205,81 €	666 364,21 €
Report investissement	7 875 940 €	6 366 860 €	-1 509 080 €
Besoin section investissement			- 842 715,79 €

Il vous est proposé d'affecter "en réserves" de la section d'investissement la somme de 842 715,79 € et de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 1 827 179,81 € et 666 364,21 € en excédent d'investissement.

2- Budget Annexe de l'abattoir de Digne les Bains

Abattoir de Digne	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	917 178,08 €	888 274,62 €	-28 903,46 €
Investissement	381 733,36 €	152 016,14 €	- 229 717,22 €
Report investissement	42 729,00 €	246 000,00 €	203 271,00 €
Besoin section investissement			-26 446,22 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe de l'abattoir de Digne-Les-Bains, et de reprendre en déficit de fonctionnement la somme de 28 903,46 € et en déficit d'investissement celle de 229 717,22 €

3 - Budget Annexe de l'abattoir de Seyne :

Abattoir de Seyne	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	151 803,80 €	213 911,64 €	62 107,84 €
Investissement	205 365,23 €	54 134,99 €	- 151 230,24 €
Report investissement	0,00 €	125 000,00€	125 000,00€
Besoin section investissement			-26 230,24 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe de l'abattoir de Seyne, d'affecter "en réserves" de la section d'investissement la somme de 26 230,24 € et

de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 35 877,60 € et 151 230,24 € en déficit d'investissement.

4 - Budget Annexe des Transports Urbains Dignois :

Transports Urbains Dignois	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	1 170 176,19 €	1 784 103,40 €	613 927,21 €
Investissement	27 132,53 €	249 002,13 €	221 869,60 €
Report investissement	221 000,00 €	0,00 €	- 221 000,00 €
Besoin section investissement			0,00 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe « transports urbains », et de reprendre en excédent d'investissement la somme de 221 869,60 € et en excédent de fonctionnement 613 927,21€.

5- Budget Annexe du barrage de Vaulouve :

Budget Annexe Vaulouve	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	23 894,85€	47 957,80 €	24 062,95€
Investissement	36 523,32 €	19 143,23 €	- 17 380,09 €
Report investissement	163 650,79 €	170 680 €	7 029,21€
Besoin section investissement			- 10 350,88€

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe "Vaulouve", d'affecter "en réserves" de la section d'investissement la somme de 10 350,88 € et de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 13 712,07 € et 17 380,09 € en déficit d'investissement.

6- Budget Annexe du Parc Industriel de la « Cassine »

Budget Annexe Parc Cassine	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	120 860,20 €	504 527,11 €	383 666,91 €
Investissement	226 401,57 €	555 284,71€	328 883,14 €
Report investissement	327 925,20€	0,00 €	-327 925,20€
Besoin section investissement			0 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe du Parc Industriel de la "Cassine", de reprendre en excédent d'investissement la somme de 328 883,14 € et de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 383 666,91 €.

7 - Budget Annexe de la Zone d'Activités « Saint-Pierre »:

Budget Annexe ZA St-Pierre	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	55 354,39 €	155 915,46 €	100 561,07 €
Investissement	12 166,48 €	262 588,37 €	250 421,89 €
Report investissement	0,00€	0,00 €	0,00 €
Besoin section investissement			0 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe de la Zone d'Activités "Saint-Pierre", de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 100 561,07 € et en excédent d'investissement celle de 250 421,89 €.

8 - Budget Annexe « Blâches Gombert » :

Budget Annexe BLACHES GOMBERT	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Investissement	1 241,47 €	0,00 €	-1 241,47 €
Report investissement		0,00 €	0,00 €
Besoin section investissement			1 241,47 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe "ZA Blâches Gombert", et de reprendre en investissement le déficit de 1 241,47 €.

9 – Budget Annexe « Eau régie » :

Budget Annexe EAU REGIE	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	5 081 269,94 €	6 133 056,81 €	1 051 786,87 €
Investissement	3 055 943,87 €	2 647 848,72 €	- 408 095,15 €
Report investissement	856 500,00 €	1 040 300,00 €	183 800,00 €
Besoin section investissement			224 295,15 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau régie », d'affecter en réserves de la section d'investissement la somme 224 295,15 € et de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 827 491,72 € et 408 095,15 € en déficit d'investissement.

REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée E-Inplace.com

99_DE-004-200867457-20220407-03_07042022

10 – Budget Annexe « Assainissement régie » :

2022-291

Budget Annexe ASSAINISSEMENT REGIE	Dépenses	Recettes	Résultat
Fonctionnement	2 866 692,88 €	3 536 925,89 €	670 233,01 €
Investissement	1 113 791,15 €	1 170 692,55 €	- 943 098,60 €
Report investissement	608 100,00 €	1 050 200,00 €	442 100,00 €
Besoin section investissement			- 500 998,60 €

Il vous est demandé d'adopter le Compte Administratif du Budget Annexe « Assainissement régie », d'affecter en réserves de la section d'investissement la somme 500 998,60 € et de reprendre en excédent de fonctionnement la somme de 169 234,41 € et 943 098,60 € en déficit d'investissement.

Le conseil d'exploitation des régies Eau et Assainissement a donné un avis favorable sur ce rapport pour les budgets « eau régie » et « assainissement régie » lors de sa séance du 18 mars 2022.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède,
Sous la Présidence de Monsieur Marc BONDIL,
Après que Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente de Provence Alpes Agglomération se soit retirée de la séance pour le vote,

1 - Budget Principal de la Communauté d'Agglomération :**> A l'Unanimité**

ADOpte le Compte Administratif du Budget principal et
AFFECTE en réserve de la section d'investissement la somme de 842 715,79 € et reprend en excédent de fonctionnement 1 827 179,81 €.

2- Budget Annexe de l'abattoir de Digne :**> A l'Unanimité**

ADOpte le Compte Administratif du Budget Annexe de l'abattoir de Digne-Les-Bains et reprend en déficit de fonctionnement la somme de 28 903,46 €.

3 - Budget Annexe de l'abattoir de Seyne :**> A l'Unanimité**

ADOpte le Compte Administratif du Budget Annexe de l'abattoir de Seyne, affecte "en réserves" de la section d'investissement la somme de 26 230,24 € et reprend en excédent de fonctionnement la somme de 35 877,60 €.

REÇU EN PRÉFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée E-Regulation

99_DE-904-201067497-20220407-03_07062622

4 - Budget Annexe des Transports Urbains Dignois :

2022-292

➤ ***A l'Unanimité***

ADOPTÉ le Compte Administratif du Budget Annexe « transports urbains », reprend en excédent de fonctionnement la somme de 613 927,21€ et en excédent d'investissement la somme de 221 869,60 €.

5- Budget Annexe "barrage de Vaulouve" :

➤ ***A l'Unanimité***

ADOPTÉ le Compte Administratif du Budget Annexe "Vaulouve", affecte « en réserves » de la section d'investissement la somme de 10 350,88 € et reprend en excédent de fonctionnement la somme de 13 712,07 €.

6 - Budget Annexe du Parc Industriel de la "Cassine":

➤ ***A l'Unanimité***

ADOPTÉ le Compte Administratif du Budget Annexe du Parc Industriel de la "Cassine", reprend en excédent de la section d'investissement la somme de 328 883,14 € et reprend en excédent de fonctionnement la somme de 383 666,91€.

7 - Budget Annexe de la Zone d'Activités "Saint-Pierre":

➤ ***A l'Unanimité***

ADOPTÉ le Compte Administratif du Budget Annexe de la Zone d'Activités "Saint-Pierre", reprend en excédent de la section d'investissement la somme de 250 421,89 € et reprend en excédent de fonctionnement la somme de 100 561,07 €.

8 - Budget Annexe "Blâche Gombert" :

➤ ***A l'Unanimité***

ADOPTÉ le compte administratif du budget annexe Blâche Gombert et reprend le déficit d'investissement de 1 241,47 €.

9 - Budget Annexe "Eau régie" :

➤ ***A l'Unanimité***

ADOPTÉ le Compte Administratif du Budget Annexe « Eau régie », affecte "en réserves" de la section d'investissement la somme de 224 295,15 € et reprend en excédent de fonctionnement la somme de 827 491,72 €.

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-Ingalis.com

99_DE-004-200067437-20220407-03_07042022

10- Budget Annexe "Assainissement régie" :**➤ A l'Unanimité**

ADOpte le Compte Administratif du Budget Annexe « assainissement régie », affecte "en réserves" de la section d'investissement la somme de 500 998,60 € et reprend en excédent de fonctionnement la somme de 169 234, 41 €.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article 17 de la loi n° 2015-912

99_DE-004-200067437-20220407-00_07012022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 04

Objet : Fiscalité 2022 – Vote des
taux d'imposition locale 2022, de
la TEOM et du produit
GEMAPI 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITHERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEBORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laure a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Chlidéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application par voie F-Jeudi.fr.com

99_DE-004-200067437-2022 04 07-04_07042022

Monsieur Marc BONDIL, rapporteur, expose ce qui suit :

Par délibération en date du 12 avril 2017, notre assemblée a adopté une intégration fiscale progressive sur une durée de 12 ans pour chacun des taux de taxe d'habitation, foncier bâti, foncier non bâti et cotisation foncière des entreprises (CFE) sur le territoire de Provence Alpes Agglomération issu de la fusion des ex Communauté de Communes Asse-Bléone-Verdon, Moyenne Durance, Duyes-Bléone, Haute-Bléone et Pays de Seyne et fixé les taux suivants :

✓ Taxe d'habitation	7,86 %
✓ Taxe foncier bâti	2,68 %
✓ Taxe foncier non bâti	6,72 %
✓ Cotisation foncière des entreprises	30,25 %

Ces taux ont été reconduits chaque année.

Avec la réforme de la taxe d'habitation, les EPCI n'ont plus de pouvoir de taux sur cette taxe.

Le montant de la compensation de la perte de THP (taxe d'habitation sur les résidences principales) sera versé sous la forme d'une fraction du produit net de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Par ailleurs, il convient également de voter le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères fixé depuis 2017 à 12%.

Par délibération^o 7 du 26 septembre 2018, la communauté d'agglomération a instauré la taxe GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations) et voté un produit de 500 000 € pour l'année 2019 et reconduit les années suivantes.

Compte tenu de la situation financière de notre collectivité ainsi que des projets d'investissement envisagés, et après un audit mené par un consultant indépendant, il apparaît que des hausses de fiscalité sont nécessaires pour assurer l'équilibre du budget. Le budget primitif 2022 est proposé en tenant compte de ces hausses de fiscalité.

Les raisons de ces hausses et leur caractère indispensable ont été mis en évidence et soumis au débat lors de la présentation des orientations budgétaires en conseil du 9 février 2022.

Il est rappelé par ailleurs que les raisons de cette situation sont structurelles et résultent des conditions financières dans lesquelles l'agglomération a été créée. Un travail approfondi a été mené pour rechercher des économies tout en permettant à la collectivité de remplir ses obligations et d'améliorer progressivement le niveau des services rendus aux communes et à la population.

Il faut noter en outre, que nous sommes confrontés à une hausse considérable des charges de fonctionnement liée aux conséquences de la pandémie et au conflit ukrainien dont on commence seulement à mesurer les incidences qui devraient malheureusement s'aggraver dans les semaines et les mois à venir.

REÇU EN PRÉFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée E-journal.com

99_DE-814-210167437-2022 04 07-04_07 042132

En conséquence, il est proposé de voter pour 2022 les taux suivants :

-	Taxe foncière (bâti) :	4,68
-	Taxe foncière (non bâti) :	6,72
-	Cotisation foncière des entreprises	30,25
-	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	14,00 %

Ainsi qu'un produit de taxe GEMAPI de 800 000 €.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 9 votes contre et 2 abstentions

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application gérée par F-Inspire.com

99_DE-004-200067457-202204 07-04_07 042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 05

Objet : Budgets primitifs 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application système F-legal-cvsn

99_DE-004-200067497-2 02204 07-16_07 042022

Monsieur Marc BONDIL, rapporteur, expose ce qui suit :

Le budget primitif 2022 qui vous est présenté ce jour est basé sur des hypothèses qui devront être vérifiées tout au long de l'année 2022. Le contexte dans lequel il a été élaboré se caractérise par une très grande instabilité et de nombreuses incertitudes : reprise forte de l'inflation depuis 2021 et surtout depuis le début de l'année en cours, faisant suite à deux années de crise sanitaire, hausse exponentielle du prix des carburants, de l'électricité, du gaz, de certaines matières premières, due au contexte international très tendu, négociation à venir sur la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique données... Cette instabilité généralisée pourra conduire à des modifications du BP au cours de l'année 2022.

Ce budget reprend les résultats arrêtés au 31 décembre 2021, tels qu'ils viennent de vous être présentés.

Il a été retenu une estimation raisonnable des dépenses et des recettes avec les importantes réserves exposées ci-dessus.

Concernant les recettes, ce budget vous est présenté en retenant une hausse de la fiscalité détaillée ci-après.

Cette hausse de la fiscalité -comme cela avait été indiqué lors du débat d'orientations budgétaires- est rendue d'autant plus nécessaire compte tenu des hausses de coût actuelles afin d'équilibrer le budget.

Le projet de budget s'équilibre en mouvement réel comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	15 496 181€	12 513 525€
FONCTIONNEMENT	41 821 288€	44 803 944€
TOTAL	57 317 469€	57 317 469€

LE FONCTIONNEMENT

L'année 2022 ne devrait pas voir de changement dans le périmètre des compétences de l'agglomération hormis la prise en compte du transfert au 1^{er} janvier 2020 de la compétence : réseaux pluviaux, qui sera retranscrite pour la première année dans les attributions de compensation.

Recettes :

Ce budget intègre une hausse de certaines taxes :

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 12% à 14%

Produit de la GEMAPI : de 500 000 € à 800 000 €

Taxe foncière sur les propriétés bâties : de 2,68% à 4,68%

Conformément à la réglementation, le produit de la TEOM est intégralement affecté à l'exercice de la compétence « déchets ».

La CFE (cotisation foncière des entreprises) reste à son taux plafond (30,25%) et le taux de taxe foncière non bâtie demeure identique à celui voté depuis 2017.

Quant au taux de la taxe d'habitation, la communauté d'agglomération n'a plus la compétence pour le voter (la taxe d'habitation sur les résidences principales n'est plus perçue

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application préfet@pref.gouv.fr

99_DE-004-201067437-20220407-05_07042122

par les intercommunalités, et celle sur les résidences secondaires a un taux bloqué jusqu'en 2023). La TASCOT (taxe sur les surfaces commerciales), les IFR (imposition sur les entreprises de réseaux) et la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée) ne dépendent pas d'un taux voté par la communauté d'agglomération.

Les recettes fiscales sont issues des bases communiquées par l'administration fiscale. Elles tiennent compte d'une revalorisation des bases « ménage » de 3% (actualisation basée sur l'inflation) ainsi que de l'application des nouveaux taux indiqués ci-dessus.

Cette hausse de fiscalité engendre une recette supplémentaire de 1,2 millions au titre de la taxe foncière, de 300 000 € au titre de la GEMAPI et de 1,5 millions au titre de la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères).

A cette hausse s'ajoute un produit supplémentaire de 140 000€ environ, issu de la revalorisation de la fraction de TVA reversée par l'Etat en compensation de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Le montant de la cotisation foncière des entreprises 2021 est reconduit ; il avait connu une baisse importante due à la division par deux de la valeur locative des locaux industriels, baisse compensée par l'Etat (recette au chapitre 74 et non en fiscalité chapitre 73).

Par contre la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises qui dépend de l'activité de ces dernières et qui est perçue avec un décalage, est en baisse de 155 000 € (baisse de l'activité due à la crise sanitaire).

Les recettes « tarifaires » (chapitres 70 produits des services et du domaine et 75 autres produits de gestion courante) ont été estimées sur la base d'une année normale, c'est à dire sans fermeture sanitaire des activités mais de manière prudente. Néanmoins les recettes des produits et services (entrées au musée promenade, crèches et accueils collectifs de mineurs, médiathèques et école des beaux-arts... ainsi que les loyers perçus) ne représentent que 5% des recettes réelles de fonctionnement du budget de l'agglomération. Une réflexion peut ainsi être menée sur la politique tarifaire de la collectivité mais elle ne permettra pas de trouver des recettes complémentaires significatives.

Les dotations et participations comprennent l'ensemble des dotations versées par l'Etat (dotation d'intercommunalité, dotation de compensation des groupements de communes, la compensation de la diminution de la valeur locative des locaux industriels voulue par l'Etat pour accompagner les entreprises) ainsi que les participations de divers financeurs au fonctionnement des services et des projets (Maison des services au public- crèches- transports scolaire et interurbain...)

Enfin le chapitre 77 : recettes exceptionnelles est crédité de 420 000 € :

-300 000 € correspondent à des fonds ALCOTRA qui sont à reverser aux autres participants à ces projets européens. Ils ont leur corollaire au chapitre 67 : dépenses exceptionnelles pour le même montant.

-120 000 € correspondent à des opérations croisées avec les budgets annexes (refacturation à ces budgets des tickets restaurants payés sur le budget général pour leur quote-part).

Les recettes réelles : 42 976 764 euros

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
• Atténuations de charges	0,33	0,33	0,33	0,23	0,25	0,36
• Produits des services	2,01	1,62	1,56	1,53	1,99	1,99
• Impôts et taxes	24,54	24,97	26,08	26,28	26,80	29,42
• Dotation et participations	7,33	8,93	8,91	9,33	10,00	10,50
• Autres produits de gestion (dont loyers)	0,18	0,18	0,18	0,23	0,21	0,29
• Produits exceptionnels	0	0	0	0,30	0,30	0,42
TOTAL	34,39	36,03	37,06	37,90	39,55	42,98

En millions d'euros

Les dépenses réelles : 41 821 288 €

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
• Charges de personnel	12,67	12,53	12,17	12,17	11,90	12,57
• Charges à caractère général	7,58	10,47	9,95	11,05	12,63	14,72
• Atténuation de produits (dont Attribution de compensation)	7,22	7,26	8,50	8,47	8,54	8,06
• Autre charges (dont subventions)	5,43	4,56	5,40	4,96	5,20	5,18
• Frais financiers	0,49	0,45	0,35	0,33	0,25	0,23
• Autres charges	0,36	0,52	0,54	0,70	0,75	0,96
• Dépenses imprévues	0,40	0,40	0,40	0	0	0,10
TOTAL	34,15	36,19	37,31	37,68	39,27	41,82

En millions d'euros

Le chapitre 012 : Charges de personnel

Quel que soit le budget, les dépenses de personnel comprennent l'ensemble des traitements et charges sociales des agents employés par la collectivité, ainsi que les frais de personnels liés à la médecine du travail et aux honoraires médicaux, à la cotisation de l'assurance statutaire, à la contribution obligatoire auprès du FIPHFP, aux frais de formation ainsi qu'aux autres frais relatifs au personnel.

L'estimation budgétaire pour l'année 2022 en matière de dépenses de personnel +5,63% par rapport aux prévisions 2021) comprend plusieurs facteurs :

L'objectif constant est la stabilisation des dépenses de personnel à périmètre et réglementation constants. Les éventuelles variations de la masse salariale résultent donc pour l'essentiel de facteurs exogènes.

L'évolution de la masse salariale va être impactée par des évolutions réglementaires :

- La loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a instauré une indemnité de fin de contrat afin de compenser la précarité de la situation de certains agents contractuels de droit public à compter du 1^{er} janvier 2021. Cette indemnité concerne uniquement les contrats conclus pour une durée inférieure ou égale à un an et lorsque la rémunération brute globale est inférieure à un plafond fixé par décret. Cette indemnité va s'appliquer aux contrats de remplacement, de vacance d'emploi par un fonctionnaire. Cette indemnité de 10% devrait être versée aux contractuels mentionnés ci-dessus. Cette

REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application gratuite f-inqale.com
99_DE-004-200067437-20220417-08_07 042022

modification a eu peu d'impact sur l'année 2021 mais aura des impacts plus conséquents sur l'année 2022 et est estimée pour un montant de 30 000 euros.

- Les décrets du 24 décembre 201 n°2021-1818 et 2021-1819 modifient l'organisation des carrières et les échelles de rémunération des fonctionnaires de catégorie C au 1^{er} janvier 2022. Ces décrets modifient les échelles de rémunération C1, C2 et C3, et le cadre d'emplois des agents de maîtrise. Ces décrets prévoient la réduction du nombre d'échelons, la modification de la durée de carrière à l'intérieur de certains échelons et le relèvement de l'indice brut de tous les échelons (C1) et de certains échelons (C2 et C3). Les décrets du 29 décembre 2021 n°2021-1881 et n°2021-1882 prévoient le reclassement du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture actuellement en catégorie C en catégorie B dans le cadre du Ségur de la santé. Ces deux évolutions sont estimées à une augmentation de 80 730 euros.
- Le décret n°2021-1623 du 11 décembre 2021 prévoit le versement d'une aide exceptionnelle de l'Etat pour les agents publics qui ont perçu une rémunération inférieure à 26 000 euros bruts sur la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 octobre 2021. Le versement de cette aide qui doit intervenir au plus tard en février 2022. Le versement de cette aide est estimé à 36 400 € pour la collectivité. Elle fera l'objet d'un remboursement intégral par l'Etat sous formes de déductions de cotisations.
- Provence Alpes Agglomération a fait l'objet d'un contrôle URSSAF pour les années 2017, 2018, 2020 et 2021. La collectivité doit reverser 64699 € au titre de ce contrôle. Par ailleurs, l'URSSAF redresse le service de l'abattoir au titre des abattements Fillon pour un montant de 124 989 €.
- La création d'une cotisation patronale spécifique au financement de l'apprentissage par le CNFPT, ce qui représente un montant annuel de 4800 euros.
- A ce stade la revalorisation du point d'indice pour la rémunération des agents publics n'a pas été prise en compte dans ce budget, les éléments n'étant pas connus à ce jour.

L'évolution de la masse salariale est également liée à l'évolution des carrières et à la structuration des services :

- L'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) lié aux déroulements de carrières des agents. Il contribue à l'augmentation mécanique des dépenses de personnel à hauteur de + 1 % de la masse salariale actuelle.
- La consolidation des services et des compétences, l'harmonisation des fonctionnements et l'évolution des missions de la collectivité amène à des dépenses de personnel supplémentaire,
 - o Pour le budget principal : la création d'un poste de catégorie A (soit la création d'un 0,5 ETP supplémentaire au budget faisant suite à la fin d'un mise à disposition, permettant d'affecter un emploi à temps complet pour assurer la responsabilité du service aménagement de l'espace) et la création d'un 0, 5 équivalent temps plein afin d'affecter un emploi à temps complet pour assurer la responsabilité du service finances-commande publique et patrimoine, la création d'un poste d'adjoint technique pour renforcer le service informatique (à ce jour composé d'un poste de technicien), la création d'un poste d'adjoint technique afin de renforcer les effectifs de la déchèterie de Digne les Bains et la création d'un poste d'économe de flux, la création d'un poste de volontaire territorial d'administration pour le Géoparc ainsi que la création d'un 0,6 ETP pour assurer des missions administratives au sein des crèches de Digne les Bains et de Mallemoisson,
 - o Pour le budget eau et assainissement la création de 2 postes à temps complet à durée indéterminée, pour assurer les missions de responsable adjoint et de technicien travaux, la création de 2 postes à temps complet à durée indéterminée pour assurer les missions d'agent d'exploitation eau et assainissement, la création d'un poste à temps complet à durée indéterminée pour assurer les missions d'agent administration en charge de la relation usagers ainsi que le recrutement d'un apprenti,

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-Jural certum

99_DE-004-200867457-2 022 04 07-48_07 042 022

- La demande croissante au sein du service de l'abattoir de Digne les Bains requiert également une augmentation des effectifs afin de répondre à un tonnage supplémentaire qui se traduit par la création d'un poste polyvalent abattage et découpe

Par ailleurs, la collectivité devrait s'engager au cours du dernier trimestre de l'année 2022 dans les domaines suivants :

- La mise en place d'une mutuelle prévoyance avec une participation employeur estimée, à ce jour, à 70 000 euros annuel. Ce montant est susceptible de varier en fonction du périmètre de la protection proposée aux agents.
- L'harmonisation et la revalorisation des rémunérations de chargés de mission de la collectivité pour un montant de 30 000 euros.
- La fin de l'abattement du régime indemnitaire pour les agents bénéficiant d'un maintien à titre personnel de leur régime indemnitaire et bénéficiant des tickets restaurant. Cette mesure représente un montant de 9 540 euros

Le chapitre 011 : Les charges à caractère général

Ce poste reprend les crédits affectés aux services pour leurs activités courantes et leurs prestations diverses qui concourent à assurer le service public.

Ce chapitre enregistre une hausse très importante (+16,55%) qui a plusieurs causes :

- Hausse du prix des carburants (prévision 2022 + 47 % par rapport à la prévision 2021)
- Hausse du prix de l'énergie (prévision 2022 + 40% par rapport à 2021 pour l'électricité, les combustibles...)
- Hausse des prestations de transport
- Hausse des prestations de services réalisées par le Sydevom, en liaison avec la hausse du prix de la TGAP (de 40,7 € la tonne en 2021 à 49,5 € la tonne en 2022)
- Enveloppe augmentée pour l'entretien du matériel roulant (+100%), en adéquation avec le montant payé en 2021 et compte tenu de l'ancienneté de ce dernier notamment pour la collecte des ordures ménagères.
- En 2021 les nouveaux marchés conclus pour la collecte et le traitement de divers matériaux des déchetteries avait déjà subi une hausse très conséquente, par rapport à 2020.
- Hausse du prix des primes d'assurance, suite au renouvellement des contrats échus au 31 décembre 2021 (+134%) ; une assurance supplémentaire (pour cyber risques) a été conclue mais son montant n'est que de 5 300 €.

Les autres postes de fonctionnement

- Le montant des attributions de compensation :

Ce montant est en diminution par rapport à 2021 suite à l'adoption du rapport CLECT qui a fixé le montant des charges transférées au titre de la compétence gestion des eaux pluviales urbaines à 430 399 €.

- La ligne « autres dégrèvements » diminue puisqu'il n'y a plus la comptabilisation faite en 2021 du dégrèvement des 2/3 de CFE accordé à certaines entreprises de secteur particulièrement touchés par la crise (134 000)
- Par contre, la ligne « autres reversements de fiscalité » est abondée pour tenir compte du reversement de la part additionnelle de taxe de séjour au département.
- Les cotisations :

L'augmentation de ce poste de dépense est notamment liée à la revalorisation de la contribution au SDIS ainsi qu'aux syndicats sur lesquels l'agglomération s'appuie pour exercer ses missions GEMAPI (SMAB essentiellement, SMAVD et PNRV plus ponctuellement), et à celle du SYDEVOM.

REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée e-justice.com
99_DE-004-200057437-20220407-05_07042022

- Le compte 6574 subventions est en légère diminution, compte tenu des subventions versées en 2021. Il intègre les subventions à l'office de tourisme, aux crèches associatives ainsi qu'aux subventions versées dans le cadre de la politique de la ville.
- Le compte 67441 subventions budgets annexes :

Afin d'équilibrer le fonctionnement de certains budgets annexes, une contribution du budget principal est nécessaire. Il s'agit de :

Budgets annexes	Montant
La Cassine	200 000 €
Abattoir Digne les Bains	300 000 €
Abattoir Seyne	120 000 €

Pour un total de 620 000 €. Ce montant a fortement augmenté par rapport à 2020 et même 2021 : en effet, l'abattoir de Seyne du fait de sa faible activité mais de ses charges constantes a nécessité pour son équilibre l'augmentation dès 2021 d'une subvention accrue (130 000€ en 2021) ; celui de Digne les Bains a connu une période de fermeture en 2021(COVID) qui a entraîné un déficit d'exploitation important et une dette fiscale suite au contrôle Urssaf en 2021 à payer en 2022 : la subvention d'équilibre passe de fait de 57 000€) à 300 000 € en 2022

Le compte 6748 autres subventions exceptionnelles :

Ce compte retrace les subventions liées aux projets ALCOTRA pour lesquels Provence Alpes Agglomération est chef de file (PROSOL SENIORS) et qu'elle reverse aux partenaires du projet.

Ce compte est à rapprocher du compte 774 en recette de fonctionnement qui retrace les subventions reçues du FEDER à reverser.

La dette

Notre agglomération a une dette qui ne présente pas de risque et a également un faible taux d'endettement par habitant (si l'on n'inclut pas les emprunts souscrits par les communes et transférés à PAA au 1 janvier 2020, liés à la compétence gestion de l'eau potable et des réseaux d'assainissement).

Néanmoins, avec une épargne brute proche de 0, la capacité de désendettement est en zone d'alerte ; c'est à dire que même si l'endettement est faible, l'agglomération n'a pas les capacités pour faire face au remboursement de ceux-ci sauf à augmenter son épargne brute, ce qui est l'objectif recherché à travers la hausse de la fiscalité et qui doit se poursuivre par la recherche d'économies en fonctionnement malgré la hausse des dépenses « contraintes ».

Les ratios du budget général ci-dessous confortent cette analyse :

	Agglomération	moyenne nationale
Encours de dette /habitants	242 €	369 €
Encours de dette/recettes réelles de fct	26,82%	79%

Néanmoins, sur plusieurs budget annexes (abattoirs de Seyne et de Digne les Bains, barrage de Vaulouve) qui dégagent peu de recettes « tarifaires », des emprunts sont inscrits en recette afin de financer les travaux. Il existe un risque certain que le budget général soit amené - sous forme de subvention- à participer au remboursement de cette dette supplémentaire.

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-liquides

99_DE-004-20067457-20220407-05_07042022

Le budget d'investissement 2022 est équilibré par un recours à l'emprunt de 3 000 000 €.

L'INVESTISSEMENT 2022

Le budget primitif 2022 inscrit les crédits nouveaux (6 085 000 €) et reprend les restes à réaliser (7 875 000 € en dépenses et 6 866 360 € en recettes) de l'exercice 2021

Les dépenses nouvelles d'équipement inscrites au budget s'élèvent à 6 085 000 € financées par :

- 817 000 € de subventions
- 3 000 000 € d'emprunt
- 2 268 000 € de fonds propres (autofinancement, FCTVA)

Il s'agit :

- Des enveloppes annuelles nécessaires au fonctionnement des services, au renouvellement du matériel et à l'entretien des voies

- Acquisition de matériels pour les services (Véhicules, licences informatiques...)	125 000 €
- Travaux de voirie des zones pour	100 000 €
- Travaux d'éclairage public	100 000 €
- Travaux bâtiments	100 000 €
- Travaux pluvial	372 000 €*
- Travaux ouvrages d'art	100 000 €
- Travaux sentiers	100 000 €

*310 000€ HT attribution de compensation investissement

- Des opérations engagées et financées
 - Des crédits pour le remplacement des chaudières 150 000 €
 - Une enveloppe pour les travaux sur les digues... 800 000 €
 - Des crédits complémentaires pour le fonds de concours à la commune de Château Arnoux pour l'opération de réhabilitation des vestiaires du stade (+46 000 €)
 - Des crédits complémentaires pour la retenue de l'Escale (tour du lac et passerelle suspendue) au vu de l'actualisation des prix des marchés. Ces derniers en effet ont été suspendus le temps de l'instruction et des études complémentaires réalisées à la demande différents prescripteurs (+300 000 €)
 - Des crédits complémentaires pour la requalification du plateau des Lauzières, les marchés de travaux n'ont à ce jour pas encore été mis en ligne et un surcoût important est à prévoir par rapport à l'enveloppe initiale. Ces crédits seront à ajuster en fonction des offres reçues.
 - Des crédits complémentaires pour l'extension de l'établissement thermal et le SPA (+ 200 000€)
 - Une enveloppe de crédits de 400 000 € pour la crèche de Moustiers, les crédits complémentaires seront votés au budget 2023.
 - Une enveloppe de 48 000€ pour le programme « aménagement de sites du Géoparc »
 - Une enveloppe de 48 000€ pour le programme « Géoparc 2022-remplacement véhicules »

Concernant les déchets

- Acquisition matériel OM : poursuite de la modification de la collecte des OM par des colonnes de tri : 1 194 000 € (dont 800 000 € sur Digne les Bains), modernisation du parc des véhicules de collecte des OM : 250 000 €
- Acquisition matériels déchetteries : bennes et matériels roulants : 439 000 €
- Déchetterie de Seyne : acquisition d'un terrain et travaux pour 300 000€
- Aménagement quai de la Colette : 160 000 €
- Amélioration des déchetteries : 150 000 €

Les budgets annexes

- Abattoirs de Digne les Bains et de Seyne

Ces deux budgets retracent les activités des deux abattoirs. Ils sont équilibrés par une subvention du budget principal respectivement de 300 000 € et 120 000 €.

Les dépenses relatives aux rémunérations du personnel sont de 830 000 euros sur Digne les Bains et 83 000 euros sur Seyne les Alpes.

Les dépenses de personnel comprennent l'ensemble des traitements et charges sociales des agents employés par la collectivité, ainsi que les frais de personnels liés à la médecine du travail et aux honoraires médicaux, à la cotisation de l'assurance statutaires, à la participation employeur à la mutuelle santé, aux frais de formation ainsi qu'aux autres frais relatifs au personnel.

L'estimation budgétaire pour l'année 2021 en matière de dépenses de personnel comprend l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) lié aux déroulements de carrière des agents. Il contribue à l'augmentation mécanique des dépenses de personnel à hauteur de +1.5% de la masse salariale actuelle.

➤ Digne les Bains :

En mouvements réels	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	695 246 €	670 243 €
FONCTIONNEMENT	1 197 497 €	1 222 500 €
TOTAUX	1 892 743 €	1 892 743 €

Cet abattoir a été en difficulté en 2021 du fait de fermetures temporaires qui ont fortement impacté son chiffre d'affaires. De fait, le résultat d'exploitation cumulé au 31/12/2021 est déficitaire de 28 900 €.

Pour 2022, ce budget doit s'acquitter d'une dette de 125 000 euros auprès de l'Urssaf, ce qui explique une hausse de 48% des charges de personnel en 2022 par rapport à 2021 ; néanmoins, l'an dernier, ce chapitre de dépenses avait été sous doté ce qui a entraîné le décalage de certains paiements (remboursement au budget général) sur 2022.

Des travaux de modernisation de l'abattoir, rendus nécessaires pour un accroissement de l'activité (l'abattoir peine à répondre à la demande en raison de contraintes techniques) sont inscrits au budget, financés là encore par des subventions et le recours à l'emprunt, l'abattoir ne dégageant aucun autofinancement à ce jour.

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 6-bis de la loi

99_DE-004-200067437-20220407-05_07142022

- **La Cassine et St Pierre**

➤ **La Cassine :**

En mouvements réels	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	2 432 925 €	1 506 258 €
FONCTIONNEMENT	229 000 €	1 155 667 €
TOTAUX	2 661 925 €	2 661 925 €

Afin de poursuivre la commercialisation de la zone et suite au diagnostic archéologique qui a été réalisé, une nouvelle phase de viabilisation doit être entreprise. Les crédits sont inscrits au budget et sont financés pour partie par les ressources propres de ce budget (ventes notamment) et pour partie par l'emprunt.

➤ **Saint Pierre :**

En mouvements réels	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	421 983 €	250 422 €
FONCTIONNEMENT	62 000 €	233 561 €
TOTAUX	483 983 €	483 983 €

Ce budget n'appelle pas de remarque particulière.

- **Les Blâches Gombert**

Il s'agit d'un budget annexe, créé en 2018. Il correspond à l'achat à la commune de Chateau Arnoux Saint Auban de parcelles de terrain situées dans cette ZA et à leur revente, PAA ayant la compétence exclusive ZA.

Quatre parcelles étaient concernées. Au 1^{er} janvier, il restait à finaliser la vente de 2 parcelles, une vente a été signée depuis, la dernière est à venir (compromis signé)

En mouvements réels	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	301 241 €	300 000 €
FONCTIONNEMENT	300 000 €	301 241 €
TOTAUX	601 241 €	601 241 €

- **Les budgets EAU et ASSAINISSEMENT**

La communauté d'agglomération a pris la compétence distribution eau potable et gestion des réseaux d'assainissement au 01/01/2020.

Après 2 ans de gestion intercommunale de l'eau et de l'assainissement, le service a pu établir un budget d'exploitation intégrant au plus juste les contraintes de gestion du service (notamment électricité, traitement de l'eau, des boues, réparations des casses). Les charges de personnel ont été bâties avec les effectifs présents et les ouvertures de postes prévues en 2022 (5 agents supplémentaires, portant l'effectif à 58 agents / pour un effectif cible prévu

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application service E-logistique

99_DE-004-201067437-20220407-05_07042022

à 60 agents). Le budget d'investissement a été construit en tenant compte des travaux prévus en 2022, sur la base du programme de travaux voté en décembre 2020.

Les recettes issues des factures ont donc été bâties sur une année normale, le service ayant presque résorbé en ce début 2022 le retard de facturation lié au transfert de compétences et au Covid. Les subventions ont été budgétées prudemment, au regard des contrats (signés ou en cours) avec l'Agence de l'Eau et le Département, et la DETR. Des emprunts sont prévus pour l'autofinancement des ouvrages structurants (donc les stations d'épuration).

Pour mémoire, le budget de l'eau paye en totalité les charges mutualisées, et refacture un prorata au budget de l'assainissement (par exemple charges relatives au personnel, aux locaux et aux véhicules).

BUDGET EAU

En mouvements réels	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	5 365 095 €	3 131 695 €
FONCTIONNEMENT	5 856 092 €	8 089 492 €
TOTAUX	11 221 187 €	11 221 187 €

BUDGET ASSAINISSEMENT

En mouvements réels	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	4 749 199 €	3 854 999 €
FONCTIONNEMENT	3 317 034 €	4 211 234 €
TOTAUX	8 066 233 €	8 066 233 €

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-200067437-20220407-05_07042022

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après délibération

Budget Principal de la Communauté d'Agglomération :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	44 813 943,81	44 813 943,81
Investissement	15 677 137,91	15 677 137,91
TOTAL	60 491 081,72	60 491 081,72

➤ Adopté à la majorité pour 8 votes contre et 2 abstentions

Budget annexe de l'abattoir de Digne :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	1 231 496,80	1 231 496,80
Investissement	704 243,02	704 243,02
TOTAL	1 935 739,82	1 935 739,82

➤ Adopté à la majorité pour 1 vote contre

Budget annexe de l'abattoir de Seyne :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	224 155,00	224 155,00
Investissement	213 400,24	213 400,24
TOTAL	437 555,24	437 555,24

➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe des Transports Urbains Dignois :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	1 852 320,93	1 852 320,93
Investissement	712 005,53	712 005,53
TOTAL	2 564 326,46	2 564 326,46

➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe « barrage de Vaulouve » :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	40 712,07	40 712,07
Investissement	196 142,95	196 142,95
TOTAL	236 855,02	236 855,02

➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe du Parc industriel de la « Cassine » :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	1 197 466,91	1 197 466,91
Investissement	2 474 725,20	2 474 725,20
TOTAL	3 672 192,11	3 672 192,11

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application py/lee F-agglo-2022

99_DE-004-20067497-20220407-05_07042022

➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe de la zone d'activité « Saint Pierre » :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	239 061.07	239 061.07
Investissement	427 482.96	427 482.96
TOTAL	666 544.03	666 544.03

➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe « Blâche Gombert » :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	601 241.47	601 241.47
Investissement	601 241.47	601 241.47
TOTAL	1 202 482.94	1 202 482.94

➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe « Eau régie » :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	8 289 491.72	8 289 491.72
Investissement	5 565 095.15	5 565 095.15
TOTAL	13 854 586.87	13 854 586.87

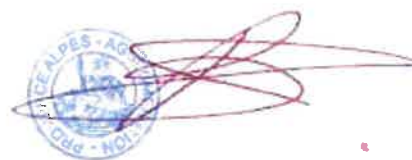
➤ Adopté à l'unanimité

Budget annexe « Assainissement régie » :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	4 411 234.41	4 411 234.41
Investissement	4 949 198.60	4 949 198.60
TOTAL	9 360 433.01	9 360 433.01

➤ Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée E-juraparc.com

99_DE-004-200067407-20220407-05_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 86

Objet : Budget Abattoir de
Seyne
Admissions en non-valeur

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 8 de la loi n° 2015-1718

99_DE-004-201067437-20220407-08_07062022

Monsieur Marc BONDIL, rapporteur, expose ce qui suit :

Suite à un état établit par Mr BLAISON Francis, trésorier de Digne les Bains, portant sur des produits, qui malgré les relances et poursuites, sont devenus irrécouvrables (insuffisante d'actif suite à liquidation).

De ce fait, il convient d'accepter en non-valeur les produits irrécouvrables pour un montant de 283.58 € H.T soit 297.76 € T.T.C.

Il vous est demandé

D'ACCEPTER en non-valeur les produits irrécouvrables pour un montant de 283.58 € H.T soit 297.76 € T.T.C sur le budget de l'Abattoir de SEYNE.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F.biquette.com

99_CX-004-201967437-212204 07-06_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 07

Objet : Syndicat mixte du
Conservatoire à rayonnement
départemental
Convention de financement

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POIRCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETIE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application pcr4do F-Incubator.com
99_DE-004-20067497-20220407-07_07042022

Monsieur Marc BONDIL, rapporteur, expose ce qui suit :

Lors de notre assemblée du 21 septembre 2017, nous avons approuvé une convention relative au montant de la contribution annuelle des collectivités qui constituent le syndicat (Conseil départemental, Communauté d'agglomération Durance Lubéron Verdon et Communauté d'agglomération Provence Alpes agglomération) et aux modalités de versement au cours de l'année afin d'assurer au syndicat un rythme régulier de trésorerie.

Une nouvelle convention doit être signée pour fixer les montants et modalités de versement des contributions statutaires pour 2022.

Notre participation passe de 530 663 € à 519 777 €. Cette diminution s'explique par le résultat du Syndicat mixte qui est en progression, et par une participation plus importante de la part du Conseil départemental 04 (participation forfaitaire et non liée aux nombres d'élèves hors agglomérations de PAA et DLVA)

Il vous est proposé :

- D'approuver la convention
- D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant légal à signer tout document s'y rapportant.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

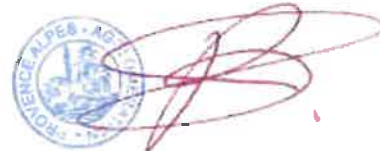
Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (Mme THIEBLEMONT Martine et M. FIAERT Claude ne prennent pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 08

Objet : Création de postes 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francois, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléts :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application stylo de F. Joubert.com

99_DE-004-200867497-20220407-00_07042022

Monsieur Gilbert REINAUDO, rapporteur, expose ce qui suit :

Dans le cadre de l'exercice budgétaire 2022, il est proposé des créations de postes afin de consolider les missions des services et contribuer à l'amélioration de la qualité des services publics rendus par Provence Alpes Agglomération

- Création d'un poste de responsable d'aménagement de l'espace à temps complet
Afin d'assurer les missions relatives à l'élaboration du SCOT, du PLH et l'animation de la conférence intercommunale du logement, il est proposé de créer un poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux à temps complet. La rémunération maximale versée sera calculée sur l'indice 673 pour un montant annuel chargé de 65 000 euros. Cette création de poste permet de remplacer une mise à disposition d'une quotité de 50% qui s'est achevée à la fin du mois de février 2022.

- Création d'un poste d'agent de déchèterie
Afin d'assurer des missions relatives à l'accueil des usagers en déchèteries ainsi que la gestion des différents flux, il est proposé de créer un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques à temps complet. Ce poste sera affecté à la déchèterie de Digne les Bains. Cette création permet d'assurer l'accueil du public de façon sécurisée pour les agents et les usagers. Cette création est liée à la fréquentation importante sur ce site et permettra de porter à quatre le nombre d'agents affectés à cette déchèterie. La rémunération maximale versée sera calculée sur l'indice 473 pour un montant annuel chargé de 39 900 euros.

-Création d'un poste d'agent au service informatique
Afin d'assurer des missions relatives à la maintenance du matériel informatique et à l'assistance informatique, il est proposé de créer un poste relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques à temps complet. La rémunération maximale versée sera calculée sur l'indice 473 pour un montant annuel chargé de 39 900 euros.

-Création d'un poste d'agent administratif mutualisé au sein des établissements d'accueil de jeunes enfants les Premiers Pas à Digne les Bains et les Garnements à Mallemoisson. Afin d'assurer des missions de secrétariat au sein de ces deux crèches, il est proposé de créer un poste d'adjoint administratif à temps non complet (quotité hebdomadaire de 20 heures). La rémunération maximale versée sera calculée sur l'indice 473 pour un montant annuel chargé de 22 800 euros.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant qu'il est nécessaire de créer un emploi de responsable du service aménagement de l'espace, un emploi d'agent de déchèterie, un emploi d'agent informatique, d'un emploi d'agent administratif petite enfance,

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Inplace.com

99_DE-004-200067457-20220407-00_07 042022

Il est proposé au conseil communautaire :

- De décider la création d'un poste à temps complet relevant du cadre d'emplois des attachés, de deux emplois à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques, d'un emploi à temps non complet (20 heures hebdomadaires) relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs
- De décider de fixer les rémunérations en référence aux montants mentionnés ci-dessus,
- D'autoriser Madame la Présidente à mettre en œuvre les procédures de recrutement et signer les documents s'y afférents.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

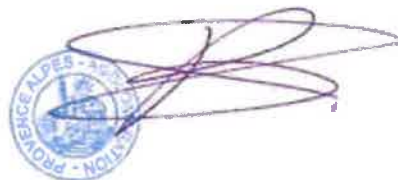
A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

<http://atton.agr.nic.fr/agglomeration>

99_DE-004-200067457-20220407-03_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 09

Objet : Création postes
permanents eau assainissement

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boukara, TEYSSIER Bernard, TBYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEBORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 6 de la loi n° 2011-105

99_DE-004-20067437-20220407-99_07042022

Monsieur Gilbert REINAUDO, rapporteur, expose ce qui suit :

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la compétence eau et assainissement a été transférée à Provence Alpes Agglomération.

Dans le cadre du transfert, l'ensemble des emplois consacrés à la gestion de la compétence eau et assainissement n'a pas été transféré au Provence Alpes Agglomération. Il convient de consolider les équipes existantes afin de rendre un service public de qualité aux usagers du territoire.

Il convient de renforcer les équipes existantes en créant :

- un poste de responsable adjoint d'exploitation : Ce poste permettra de seconder le responsable d'exploitation du secteur de la Haute-Provence en assurant les missions suivantes :
 - o programmer des opérations de création et maintenance (curative ou préventive) sur les ouvrages, réseau et branchements d'eau potable et assainissement collectif
 - o coordonner les équipes et les suivis de chantiers, pour la maintenance préventive et curative et branchements eau et assainissement en lien avec le responsable d'exploitation
 - o assurer la suppléance du responsable d'exploitation

Afin de répondre aux besoins, il convient de créer 1 emploi à temps complet sur une durée indéterminée. La rémunération versée ne pourra excéder un montant annuel chargé de 60 000 euros.

- un poste de technicien travaux neufs. Ce poste permettra d'assurer les missions suivantes :
 - o Conception des projets sur les réseau et ouvrages hydrauliques d'eau potable et d'assainissement collectif selon la programmation annuelle,
 - o Suivi renforcé de la réalisation des travaux, et de l'exécution et du solde des marchés, en application des cahiers des clauses administratives générales et techniques et des chartes de l'Agence de l'Eau
 - o Conservation du patrimoine : en lien avec le service SIG (Système d'Information Géographique) tenue à jour de l'inventaire des réseaux d'eau potable et d'assainissement, suivi des DICT

Afin de répondre aux besoins, il convient de créer 1 emploi à temps complet sur une durée indéterminée. La rémunération versée ne pourra excéder un montant annuel chargé de 49 500 euros.

- 2 postes d'agent d'exploitation à temps complet sur le secteur Haute-Provence. Ces postes intégrés dans une unité d'exploitation et sous la responsabilité de son responsable permettront d'assurer les missions suivantes :
 - o Maintenance préventive et curative, hydraulique et électromécanique, des ouvrages eau et assainissement (exploitation, surveillance, entretien courant, réparation et remplacement des équipements électromécaniques et hydrauliques)
 - o Maintenance préventive et curative sur réseaux et branchements, eau et assainissement : terrassements, réparation canalisations, appareillages

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F. Joubert.com

99_DE-104-2010067437-20220407-09_07042022

réseaux et comptage usagers, traitement des réclamations et anomalies (manque eau, manque pression, etc...).

- o Participations aux astreintes ouvrages et réseaux

Afin de répondre aux besoins, il convient de créer 2 emplois à temps complet sur une durée indéterminée. La rémunération versée ne pourra excéder un montant annuel chargé de 36 000 euros par emploi d'agent d'exploitation.

- 1 poste d'agent administratif relations usagers sur le secteur Haute-Provence intégré dans l'unité gestion de la relation usagers, et en lien avec les agents de cette unité (répartie sur trois pôles), sous l'autorité du responsable de pôle, le conseiller participera à la gestion quotidienne administrative de la régie pour assurer la qualité du service et la satisfaction des usagers. Ses missions seront les suivantes :
 - o Accueil physique et téléphonique pour la réception des demandes des usagers : ouverture et résiliation de contrat, encaissement des factures (espèces, chèques, carte bleue), traitement des réclamations, renseignements ;
 - o Suivi de la demande : mise à jour permanente de la base de données dans le logiciel de gestion des usagers de l'eau (Oméga), interface avec les agents d'exploitation pour les interventions terrains,
 - o Participation à la facturation des contrats : contrôle de la qualité et de la cohérence des données avant chaque cycle de facturation, avant production de factures (fin de contrat, semestrielles, annuelles).

Afin de répondre aux besoins, il convient de créer 1 emploi à temps complet sur une durée indéterminée. La rémunération versée ne pourra excéder un montant annuel chargé de 36 000 euros par emploi d'agent administratif relation usagers.

Le service de l'eau et l'assainissement étant un service public industriel et commercial, les agents sont liés à la collectivité par un contrat de droit privé à durée indéterminée, et par dérogation, le recrutement peut être ouvert aux fonctionnaires au sein de la collectivité.

Il est proposé au conseil communautaire :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le Code du Travail,

Vu l'avis du conseil d'exploitation en date du 18 mars 2022,

Considérant qu'il est nécessaire de créer les emplois mentionnés ci-dessus,

- De décider la création de 2 postes à temps complet à durée indéterminée, par dérogation au cadre d'emplois des techniciens territoriaux pour assurer les missions de responsable adjoint et de technicien travaux et de fixer la rémunération annuelle maximale respectivement pour chaque poste à 60 000 euros et à 49 500 euros,
- De décider de la création de 2 postes à temps complet à durée indéterminée et par dérogation au cadre d'emplois des adjoints techniques pour assurer les missions

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Appréciation accordée par le préfet

93_DE-004-200007457-20220407-09_07042022

d'agent d'exploitation eau et assainissement, et de fixer la rémunération annuelle maximale à 36 000 € par poste,

- De décider de la création d'un poste à temps complet à durée indéterminée, par dérogation au cadre d'emplois d'adjoint administratif pour assurer les missions d'agent administration en charge de la relation usagers et de fixer de la rémunération annuelle maximale à 36 000 euros,
- D'autoriser Madame la Présidente à mettre en œuvre la procédure de recrutement et signer les documents s'y afférents.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Agglomération agnyer E. leguen.com

99_DE-004-200067437-20220407-09_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 10

Objet : Nombre de
représentants du personnel au
comité social territorial et
maintien du paritarisme

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient absents :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 14 de la loi n° 2012-275 du 13/01/2012

99_DE-004-201007457-20220407-10_07042022

Monsieur Gilbert REINAUDO, rapporteur, expose ce qui suit :

Des élections professionnelles seront organisées en décembre 2022 afin d'élire des représentants du personnel au sein des instances de dialogue social.

Provence Alpes Agglomération compte un effectif d'agents supérieurs à 50 agents, ainsi il est obligatoire de créer un comité social territorial (CST). Cette instance issue de la loi de transformation de la fonction publique en date du 6 août 2019 exercera les missions antérieurement dévolues au comité technique et au comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.

Le nombre de représentants du personnel est fixé par l'organe délibération dans une fourchette qui dépend de l'effectif des agents (au 1^{er} janvier 2022) relevant du CST, après consultation des organisations syndicales représentées au comité technique.

Le recensement des effectifs pour déterminer le nombre de membres au CST doit être effectué au 1^{er} janvier de 2022. Dans le décompte de cet effectif, il est nécessaire de prendre en compte les fonctionnaires titulaires et stagiaires (en activité, en congé parental, accueillis en détachement et mis à disposition), les agents contractuels de droit public et de droit privé occupant un emploi permanent à durée indéterminée ou à durée déterminée (contrats d'une durée minimale de 6 mois ou reconduits depuis au moins 6 mois).

Au 1^{er} janvier 2022, les effectifs à prendre en compte s'élève à 382 agents, dont 167 femmes et 215 hommes. Au vu de ses effectifs, le nombre de représentants du personnel au CST à déterminer doivent être au minimum de 4 et au maximum de 6.

A ce jour, le comité technique (instance qui va être remplacé par le CST) compte 5 représentants du personnel et le paritarisme a été instauré entre le nombre de représentants du personnel et le nombre de représentants de la collectivité (collège employeur).

Il est proposé de maintenir d'une part le paritarisme au sein du CST et d'autre part de fixer à 5 le nombre de représentants du personnel.

Il est proposé au conseil communautaire :

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 31 mars 2022 soit 6 mois au moins avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2022 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 382 agents,

Vu l'avis du comité technique en date du 5 avril 2022,

REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée e-fonction.com

99_DE-004-201067497-20220407-10_07 042022

De décider :

- De fixer à 5, le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants,
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,
- De recueillir par le comité social territorial l'avis des représentants de la collectivité,

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Registre.com

99_DE-604-200067497-20220407-10_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 11

Objet : Participation protection
sociale complémentaire risque
prévoyance

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascals a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application article 8-1 de la loi n° 2012-275 du 13 mars 2012

99_DE-004-200467457-2022 04 07-11_07 04 2022

Monsieur Gilbert REINAUDO, rapporteur, expose ce qui suit :

Une ordonnance de février 2021 rend obligatoire la participation financière de l'employeur aux garanties de la protection sociale complémentaire (PSC) de leurs agents quel que soit leur statut à compter du 1^{er} janvier 2025 pour le risque prévoyance et à compter du 1^{er} janvier 2026 pour le risque santé.

Un débat a été organisé quant aux enjeux de la participation à la protection sociale complémentaire lors du conseil d'agglomération du 9 février 2022.

Le dialogue social relatif à la participation à la protection sociale complémentaire a eu lieu dans le cadre du comité technique.

Il ressort de ce dialogue social, la proposition de mettre en œuvre la participation à la protection sociale complémentaire sur le risque prévoyance pour les agents de droit public (contractuels, fonctionnaires, fonctionnaires stagiaires) et les agents de droit privé (apprentis, contrats aidés) à compter du 1^{er} juillet 2022 pour un montant forfaitaire mensuel net de 15 euros par agent. Cette participation s'inscrit dans le cadre de la labellisation. Ainsi les agents qui bénéficient d'un contrat prévoyance labellisé pourront ouvrir droit au versement de cette participation.

Cette participation ne concerne pas les agents de droit privé des services abattoirs et eau-assainissement qui bénéficient dans le cadre de leur statut de droit privé, d'une participation employeur obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2016.

Le montant annuel calculé sur la base des effectifs actuels correspond à 62 768 euros. Ce montant a été estimé en prenant comme hypothèse de calcul une adhésion de l'ensemble des agents à contrat labellisé sur le risque prévoyance. Il s'agit donc d'un montant maximum.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et notamment son article 25 alinéa 6,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la circulaire n° RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique

Vu l'avis du Comité technique en date du 5 avril 2022,

Il est proposé au conseil communautaire,

- * De décider que sont éligibles au versement de la participation à la protection sociale complémentaire :
 - les agents de droit public contractuels sur des emplois permanents en activité,
 - les agents contractuels bénéficiaires d'un contrat d'une durée supérieure ou

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-legal.com

99_DE-104-219067497-20220417-11_07042022

- égale à 6 mois en activité, les agents bénéficiant d'un contrat au sein de la collectivité depuis 6 mois sans discontinuité en activité
- les agents fonctionnaires, les agents stagiaires fonctionnaires en activité,
 - les agents de droit privé (à l'exclusion des agents bénéficiant d'une participation employeur dans le cadre de contrats proposés par la collectivité dans les services abattoirs, eau-assainissement sur le risque prévoyance) en activité,
- De décider d'accorder une participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé (à l'exclusion des agents de droit privé des services abattoirs et eau-assainissement qui bénéficient d'une participation employeur dans le cadre d'un contrat proposé par la collectivité) pour le risque prévoyance c'est-à-dire les risques d'incapacité de travail et, le cas échéant tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès,
 - De fixer le niveau de participation, dans la limite de la cotisation versée par l'agent, pour le risque prévoyance à 15 euros net par agent et par mois à compter du 1er juillet 2022.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

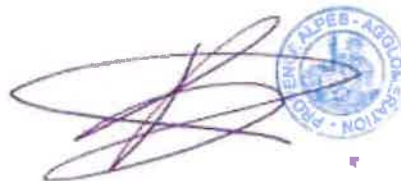
Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 5 votes contre

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 12

Objet : Subvention amicale du
personnel A2P2A

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 6-1 règlement

99_DE-014-201057497-2022 04 07 - 12_07 042 022

Monsieur Gilbert REINAUDO, rapporteur, expose ce qui suit :

L'association Amicale du personnel A2P2A créée en mars 2018 a pour but de créer des liens entre ses adhérents, de promouvoir toutes activités de loisirs culturels et sportifs, de permettre aux adhérents de bénéficier de divers avantages et diverses actions sociale (bons d'achats pour Noël, mariage-PACS, naissance, adoption, retraite).

Peuvent adhérer à l'amicale A2P2A, tout agent de Provence Alpes Agglomération stagiaire, titulaire ou retraité ou contractuel bénéficiant d'un contrat d'une durée supérieure à six mois pour l'année en cours, travaillant à temps complet, partiel ou en congé parental figurant sur la liste des effectifs de la collectivité.

L'association Amicale du personnel A2P2A sollicite une subvention auprès de Provence Alpes Agglomération au titre de l'année 2022 à hauteur de 60 000 €. En 2021, l'amicale du personnel a sollicité une subvention de 33 500 euros. Le montant souhaité par l'amicale pour l'année 2022 est liée d'une part à la mise en place de la gratuité lors de l'adhésion faisant suite à un contrôle URSSAF et d'autre part à un redressement de l'URSSAF.

Il est proposé de reconduire le montant de la subvention versée en 2021 soit 33 500 euros pour l'année 2022 et de verser un complément à cette subvention de 8911 euros pour l'année 2022, soit d'attribuer pour l'année 2022 une subvention d'un montant 42 411 euros. En effet, le contexte budgétaire ne permet pas de répondre favorablement à la revalorisation souhaitée.

Conformément à l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations aux usagers modifié par l'article 18 de la loi 2019-1321 du 7 octobre 2016, lorsque le montant annuel en numéraire dépasse la somme de 23 000 euros, une convention d'objectifs et de moyens entre Provence Alpes Agglomération et l'association A2P2A doit être établie, précisant les objectifs, durée et conditions d'utilisation de la subvention.

Il est proposé

D'autoriser Madame la Présidente à verser une 42 411 euros, au titre de la subvention de l'année 2022, à l'amicale A2P2A.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application service E-Journal.com

99_DE-094-200067437-20220407-12_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 13

Objet : Accord collectif eau et
assainissement

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNÉ LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simons, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application écrite à la suite des

99_DE-004-200007407-20220407-13_07042022

Monsieur Gilbert REINAUDO, rapporteur, expose ce qui suit :

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la compétence eau et assainissement a été transférée à Provence Alpes Agglomération.

Le service de l'eau et l'assainissement est un service public industriel et commercial. A ce titre, les agents dédiés à cette compétence ont le statut de salarié de droit privé à l'exception des fonctionnaires qui concourent à cette activité.

L'instance de dialogue social soit le comité social économique a été installé en avril 2021 suite aux élections professionnelles de mars 2021. Dans le cadre de cette instance, il convient d'établir un accord collectif pour une durée de cinq ans qui définit le régime relatif au temps de travail, aux absences, à la rémunération et à l'action sociale.

Des réunions avec les représentants du personnel depuis le mois d'avril 2021 ont permis d'établir l'accord collectif ci-joint.

Il est proposé au conseil communautaire

- D'adopter l'accord collectif 2022-2026 applicables aux salariés de droit privé du service eau et assainissement

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Appréciation agréée F. Boulesteix

99_DE-004-200 067437-2022 04 07-13_07 04 2022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 14

Objet : Compétence GEMAPI –
Convention de délégation de
compétence entre PAA et le
Syndicat Mixte Asse Bléone
2020-2025 - Avenant n°2 –
Programme des actions 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DBORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application e-Info E-Inform.com

95_DE-004-201067497-2 02204 07-14_07 042 022

Monsieur Benoît CAZERES, rapporteur, expose ce qui suit :

Vu la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (dite Loi « MAPTAM ») ;

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi « NOTRe ») ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L213-12 du Code de l'Environnement ;

Vu les missions définies au 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du Code de l'Environnement;

Vu la délibération n°14 de Provence Alpes Agglomération en date du 14 février 2018 relative à l'exercice de la compétence GEMAPI par Provence Alpes Agglomération ;

Vu la délibération n°13 de Provence Alpes Agglomération en date du 13 février 2019 déléguant au Syndicat Mixte Asse Bléone les missions relatives aux items 1, 2, 5 et 8 de la compétence GEMAPI sur les bassins versants de l'Asse, de la Blanche, de la Bléone, du Rancure et des ravins les ravins situés entre le Vançon et la Bléone sur les communes de Volonne et de l'Escale;

Vu la délibération n°21 de Provence Alpes Agglomération en date du 4 décembre 2019 fixant la durée, les objectifs à atteindre et les modalités de la délégation de la compétence GEMAPI au Syndicat Mixte Asse Bléone pour la période 2020-2025.

Vu la délibération n°12 de Provence Alpes Agglomération en date du 17/02/2021 relative à l'avenant n°1 de la convention de délégation de compétence entre PAA et le Syndicat Mixte Asse Bléone 2020-2025 pour la période 2021.

Il est rappelé que Provence Alpes Agglomération est compétente en matière de GEMAPI depuis le 1er janvier 2018 et qu'elle a décidé d'exercer cette compétence via les missions confiées aux structures de gestion existantes à l'échelle des bassins versants de l'Asse, la Bléone, la Durance et le Verdon.

Il est rappelé que par délibération n°13 du 13 février 2019, PAA a décidé de déléguer au Syndicat Mixte Asse Bléone des missions suivantes de la GEMAPI :

- (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- (2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- (5°) La défense contre les inondations et contre la mer
- (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application accordée F. Joubert.com

99_DE-004-20067497-20220407-14_07042022

Il est rappelé que la convention de délégation de compétence GEMAPI pour la période 2020-2025, signée le 5 mars 2020 entre PAA et le Syndicat Mixte Asse Bléone, prévoit que le programme annuel des actions devra être approuvé par PAA sous forme d'un avenant à ladite convention.

Les annexes 2 à 6 de ladite convention présentent les programmes prévisionnels des actions à conduire par le cadre de la délégation de compétence respectivement sur 2020-2025 sur les bassins versants de :

- l'Asse
- la Blanche
- la Bléone
- le Rancure
- Les ravins situés entre le Vançon et la Bléone sur les communes de Volonne et de l'Escale

L'ensemble des actions, détaillées par bassin versant, est présenté en pièce jointe.

De manière globale, et dans la continuité des opérations de 2021, le programme d'actions prévoit les montants suivants pour 2022 :

Bassin versant	Fonctionnement (€ TTC)	Investissement (€ TTC)	Total (€ TTC)
Asse	24.490	37.000	61.490
Blanche	50.950	0	50.950
Bléone	194.050	431.800	625.850
Rancure	3.400	0	3.400
Ravins Volonne / L'Escale	7.500	0	7.500

Considérant qu'il convient de poursuivre en 2022 le programme d'actions GEMAPI engagé sur ces bassins versants,

Il vous est proposé :

- de valider le programme de travaux GEMAPI pour 2022 sur les bassins versants de l'Asse, de la Blanche, de la Bléone, du Rancure et des ravins situés entre Volonne et l'Escale,
- de modifier en conséquence les annexes 2 à 6 de la convention du 5 mars 2020,
- de conserver les autres articles et annexes de la convention,
- d'autoriser Madame la Présidente à signer l'avenant n°2 à la convention du 5 mars 2020 joint en annexe à la présente délibération, ainsi que tous documents s'y référant.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (M. PAUL Gilles ne prend pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F-lesales.com

00_DE-004-200067437-20220407-14_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 15

Objet : Convention de
délégation de compétence
« gestion des eaux pluviales
urbaines »

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : FEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

AntLyon.org.fr-E-broder.com

09_DE-004-201067437-20220407-15_07042022

Monsieur Benoît CAZERES, rapporteur, expose ce qui suit :

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2226-1 et suivants et R 2226-1, L 5216-7 et L 5215-27 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 en date du 21 octobre 2016 portant création et statuts de la communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération ;

Vu la délibération du conseil communautaire de 13 septembre 2021, approuvant le rapport de la CLECT pour l'exercice de la compétence « eaux pluviales urbaines » ;

Il est rappelé que dans une logique de solidarité territoriale face aux objectifs réglementaires environnementaux visant à améliorer la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (loi NOTRe) a attribué à titre obligatoire la compétence gestion des eaux pluviales urbaine (GEPU) aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

A ce titre, Provence Alpes Agglomération exerce de plein droit cette compétence depuis le 1er janvier 2020. Si elle est techniquement liée à la compétence assainissement, il est rappelé qu'elle demeure distincte et indépendante.

De manière à donner davantage de souplesse à l'exercice de la compétence et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dispose que la communauté d'agglomération peut déléguer, par convention, une partie de la compétence « Gestion des eaux pluviales urbaines », à l'une de ses communes membres.

Cette convention a pour objectif de définir le périmètre et les modalités d'organisation de la délégation par l'agglomération aux communes qui le souhaitent, de la gestion des eaux pluviales urbaines conformément aux dispositions prévues à l'article L. 5216-5 du Code général des collectivités territoriales.

Cette convention rappelle notamment que l'agglomération est responsable de la compétence GEPU (gestion des eaux pluviales urbaines) et de l'atteinte des objectifs par le délégataire. Elle demeure responsable du fonctionnement du service.

Cette compétence s'exerce à l'intérieur du périmètre de zonage GEPU des communes tel que défini dans le rapport de la CLECT adopté le 13 septembre 2021 par délibération du conseil d'agglomération. En dehors de ce périmètre, les eaux pluviales ne sont pas considérées comme urbaines et relèvent par conséquent de la compétence de la commune qui en assure la gestion.

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application portail E-justice.com

99_DE-004-201067407-20220407-15_07042022

Cette convention prévoit que l'agglomération assure notamment :

- L'instruction des DICT
- L'instruction des avis au titre de l'urbanisme
- La mise en œuvre du programme de renouvellement du patrimoine
- Les travaux de renforcement ou d'extension, les nouveaux branchements, les travaux liés aux projets d'aménagements et de mise en séparatif des réseaux en lien avec le service assainissement
- La passation des marchés publics d'étude, de travaux d'entretien et d'investissement,
- Le suivi des études, des schémas directeurs et des travaux d'investissement
- La gestion et l'encaissement des subventions

Quant aux communes, la convention précise qu'elles assurent les missions d'entretien inhérentes à la gestion de ce service public, et notamment :

- L'exploitation, l'entretien et la surveillance des réseaux de collecte et de transport ainsi que des ouvrages de stockage, incluant les espaces de rétention des eaux, ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics.

Sur la plan financier, les missions déléguées aux communes signataires représentant environ 80% des charges d'entretien transférées, la convention prévoit que l'agglomération indemniserait les communes signataires pour les missions réalisées, à concurrence de 80% des charges d'entretien transférées telles qu'évaluées par le rapport de la CLECT adopté par délibération du conseil d'agglomération le 13 septembre 2021.

De manière à déléguer aux communes qui le souhaitent les missions d'entretien inhérentes à la gestion du service de gestion des eaux pluviales urbaines,

Il vous est demandé :

- D'approuver la délégation d'une partie de la compétence GEPU aux communes membres,
- D'approuver les termes de la convention de délégation type telle que jointe en annexe,
- D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention et tout document lié à l'application de cette dernière.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-journal-mmg

93_DE-004-201067497-2 022 04 07-15_07 042022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 16

Objet : Programme pluriannuel
d'investissement 2022/2025
Compétence « gestion des eaux
pluviales urbaines »

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FLAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléants :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-bonite.com

99_DE-004-200667437-20220407-16_07042022

Monsieur Benoît CAZERES, rapporteur, expose ce qui suit :

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, dite loi MAPTAM ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2226-1 et suivants et R 2226-1, L 5216-7 et L 5215-27 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-294-002 en date du 21 octobre 2016 portant création et statuts de la communauté d'Agglomération Provence Alpes Agglomération ;

Vu la délibération du conseil communautaire de 13 septembre 2021, approuvant le rapport de la CLECT pour l'exercice de la compétence « eaux pluviales urbaines » ;

Il est rappelé que dans une logique de solidarité territoriale face aux objectifs réglementaires environnementaux visant à améliorer la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (loi NOTRe) a attribué à titre obligatoire la compétence gestion des eaux pluviales urbaine (GEPU) aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

A ce titre, Provence Alpes Agglomération exerce de plein droit cette compétence depuis le 1er janvier 2020.

Pour maîtriser les coûts et éviter la multiplicité des interventions sur la voie publique, il est nécessaire de coordonner les actions des gestionnaires et les travaux d'investissements en matière de réseau (AEP / Assainissement / EPU / Télécom / électrique / voirie / etc.).

De plus, les délais d'étude de faisabilité, de maîtrise d'œuvre puis de travaux s'étalent souvent sur plusieurs années.

Dès lors, de manière à rationaliser et optimiser les investissements en matière de gestion des eaux pluviales urbaines sur son territoire, Provence Apes Agglomération se doit de se doter d'une programmation pluriannuelle d'investissement (PPI).

Capacité financière

Le rapport de la CLECT adopté par délibération du conseil d'agglomération le 13 septembre 2021 a évalué à 310.320 € HT le montant annuel des charges d'investissement transférées à l'agglomération.

Le programme pluriannuel d'investissements de l'agglomération est bâti sur la base de ce montant annuel.

Elaboration du PPI

Pour élaborer ce programme, chacune des 46 communes de l'agglomération a été sollicitée par courrier en octobre 2021, pour transmettre ses besoins et perspectives de

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application ecarte E-justice.com

99_DE-004-201067407-20220407-16_07042022

travaux sur la période 2022/2025 en matière de voirie et pluvial. De même, un travail de coordination a été réalisé avec le service des eaux de l'agglomération.

Le présent programme liste l'ensemble des demandes exprimées par les communes et le service des eaux de Provence Alpes Agglomération.

Par la suite, chaque année en fin d'exercice budgétaire, les communes seront à nouveau sollicitées par l'agglomération pour communiquer leurs projets ou besoins de manière à actualiser la PPI de l'agglomération.

Par ailleurs, le PPI intègre une provision de 50.000 €/an pour réaliser les travaux d'urgence non prévisibles.

Dans le cas où ce montant ne serait pas consommé, ou si une opération devait être reportée, les crédits non utilisés seront prioritairement utilisés pour engager de manière anticipée une autre opération inscrite à la PPI.

Evaluation des priorités

Compte tenu des contraintes budgétaires, pour opérer un arbitrage entre les différentes demandes il est proposé de prendre en compte les critères de priorités suivants :

Nature des travaux	Demandeur	Priorité
Contentieux / travaux d'urgence	Assurance, sinistré, etc.	1
Suppression de points noirs	PAA-Service GEPU	2
Travaux coordonnés avec le service des eaux de l'agglomération	PAA-Service AEP/Ass	2
Travaux coordonnés avec les autres gestionnaires de réseau	CD04, Enedis, SDE04, Orange, etc.	3
Schéma directeur GEPU	PAA	4
Travaux coordonnés avec la voirie communale	Commune	5
Travaux d'aménagement communaux	Commune	5
Extension / renouvellement de réseau GEPU	PAA, commune	6

Fonds de concours

Il est rappelé qu'une commune a la possibilité de proposer un fond de concours à l'agglomération pour l'aider à financer un équipement, conformément à l'article L. 5216-5 VI du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Ce mécanisme de financement croisé entre l'EPCI et ses communes nécessite l'expression d'un accord concordant des organes délibérants. De plus, le montant total de l'aide allouée

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-beside.com

99_DE-004-210067497-20220407-16_07042022

par la commune ne doit pas excéder la part du financement assurée, hors subventions, par l'agglomération.

Il vous est proposé :

- d'approuver les critères de priorité proposés,
- d'approuver le programme pluriannuel d'investissement 2022/2025 joint en annexe,
- de solliciter le concours financier de la Région PACA, du Conseil général des Alpes de Hautes Provence, de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et de l'Etat pour la réalisation du programme pluriannuel d'investissement 2022/2025,
- d'autoriser Madame la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre des opérations inscrites dans le PPI 2022/2025.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-legal.com

99_DE-004-200067497-2022 04 07 - 16_07 04 2022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 17

Objet : Adoption du dossier et
demande d'ouverture d'enquête
publique pour la protection du
captage des Pelots à BARRAS

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEBORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURIJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F-Signature.com

99_DE-004-200667457-20220407-17_07042932

Monsieur Denis BAILLE, rapporteur, expose ce qui suit :

La Commune de Barras est alimentée en eau potable par le captage des Pelots. La Commune avait engagé la procédure de régularisation du périmètre de protection de ce captage.

Le dossier technique nécessaire pour assurer la régularisation de cette déclaration d'utilité publique a été rendu en novembre 2017 par le bureau d'études GINGER et son sous-traitant SCOP CLAIE.

La commune compte 130 habitants à l'année et 12 lits touristiques. L'évolution démographique prévoit une population permanente de 162 habitants et 15 lits touristiques. Les consommations domestiques actuelles sont d'en moyennes 150 l/j/hab. Les exploitations agricoles, au nombre de 4, utilisent également l'eau du réseau AEP. Les besoins de la commune sont décrits dans le tableau ci-dessous :

	TOTAL Commune	Lits	EH/Lit	EH	Consommation domestique g (m3/j)	Consommation Bovins du cheptel (m3/j)	Pertes et rendement de 70 % (m3/j)	Volume total distribué (m3/j)
Actuel Creux	Permanents	130	1	130				
	Secondaires	0	0.7	0				
	TOTAL	130		130	19.5	11	10.9	41.4
Actuel Points	Permanents	145	1	145				
	Secondaires	12	0.7	8.4				
	TOTAL	157		153.4	23.0	11	12.1	46.2
Futur Creux	Permanents	162	1	162				
	Secondaires	0	0.7	0				
	TOTAL	162		162	24.3	11	12.6	47.9
Futur points	Permanents	177	1	177				
	Secondaires	15	0.7	10.5				
	TOTAL	192		187.5	28.1	11	14.0	53.1

L'autorisation est demandée pour :

Débit d'exploitation journalier	60 m ³ /j
Consommation annuelle au terme du programme d'urbanisme	22 000 m ³ /an

Le dossier d'enquête publique a été approuvé favorablement par la DDT et la Chambre d'Agriculture lors de la consultation interservices.

La déclaration d'utilité publique des travaux doit intervenir pour autoriser la dérivation des eaux et instituer les périmètres de protection nécessaires à la préservation de la qualité de l'eau autour du captage des Pelots.

Le conseil d'exploitation des régies Eau et Assainissement a donné un avis favorable à l'unanimité des membres présents et représentés sur ce rapport lors de sa séance du 18 mars 2022.

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application approuvée le 10/04/2022

99_DE-004-200067437-20220407-17_07042022

Il vous est demandé :

- **D'APPROUVER** projet présenté dont le montant des dépenses à prévoir pour sa réalisation est évalué à environ 60 500 €
- **D'AUTORISER** la Présidente à
 - Soumettre le dossier à l'enquête publique en vue de la Déclaration d'Utilité Publique des travaux portant sur la création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et la dérivation des eaux du captage des Pelots
 - Demander l'enquête parcellaire en vue d'acquérir les terrains compris dans le périmètre de protection immédiate et de grever de servitudes les terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée soit menée simultanément à l'enquête de D.U.P.
 - A saisir le juge des expropriations le cas échéant.
 - A entreprendre toutes les démarches et travaux, et signer tous les documents nécessaires pour rendre opérationnelle la mise en place des périmètres de protection (bornage des terrains, conventions, actes, réalisation des travaux, etc ...).
- **DE VOUS ENGAGER :**
 - A mener à terme la procédure administrative ;
 - A faire réaliser les travaux d'aménagements du point d'eau nécessaire à sa protection ;
 - A inscrire au budget annuel des crédits nécessaires pour couvrir les frais d'entretien, d'exploitation ou de surveillance des installations, ainsi que ceux destinés à faire face aux dépenses de travaux de grosses réparations et autres dépenses extraordinaires.
 - A utiliser le point d'eau des Pelots dans les limites de débit explicité ci-dessus.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

<http://canton.agglo-les-agglo.com>

98_DE-004-200067497-20220407-17_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 18

Objet : Tarifs de l'eau potable et
de l'assainissement à compter
du 1er juillet 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvia, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERRE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERRE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Chldéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application article L.304-1 du Code de l'urbanisme

99_DE-004-201067497-20220407-10_07042022

Monsieur Denis BAILLE, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération exerçant les compétences Eau Potable et Assainissement sur l'ensemble de son territoire, il convient de fixer les tarifs de l'eau potable et de l'assainissement qui seront appliqués aux usagers à compter du 1^{er} juillet 2022.

Lors de sa séance du 9 décembre 2020, le conseil communautaire a enclenché le processus d'harmonisation tarifaire qui, selon une note (DGCL) du 18 septembre 2017, doit être réalisé dans un délai raisonnable. Au-delà de cet aspect purement réglementaire, il s'agit surtout de permettre au service de l'eau d'avoir des recettes lui permettant de répondre à ses enjeux :

- la qualité de service aux usagers, tant administratif (accueil, facturation) que technique (gestion des compteurs, astreinte) ;
- la modernisation des ouvrages d'eau et d'assainissement (dont la télésurveillance de leur fonctionnement pour améliorer la réactivité en cas de panne) ;
- la gestion patrimoniale des ouvrages et réseaux (notamment pour la réduction des fuites d'eau ou des intrusions d'eaux claires parasites) ;
- ou encore la conformité réglementaire de l'eau potable distribuée (au besoin par un traitement de l'eau) et de l'eau épurée rejetée (en station d'épuration).

Dans le cadre des études préalables à ce transfert de compétences, une étude financière (rétrospective et prospective) a été menée. Ses résultats, présentés et débattus en conseil d'exploitation, ont permis de s'accorder sur une première « cible 2021 » fixée au tarif de 3,62 €/m³ (normalisé 120 m³). Pour mémoire, le tarif moyen payé par tous les habitants de Provence Alpes Agglomération en 2019 était de 3,46 €/m³, avec de fortes disparités (les tarifs s'échelonnaient de 0,83 €/m³ à 4,16 €/m³).

Ce tarif reste toutefois éloigné du tarif « cible 2030 » calculé par le bureau d'études à 4,57 €/m³, pour permettre au service de fonctionner normalement et de renouveler son patrimoine à un rythme ajusté à ses durées de vie nominales. Ce tarif est également très en-deçà du tarif moyen en France des services de taille comparable (4,48 €/m³ en 2020).

Mais la fixation d'un tarif doit répondre aux spécificités et enjeux du service, et non pas à l'atteinte de cibles issues de moyennes nationales. Une ressource en eau abondante et plutôt de bonne qualité est notre atout pour maintenir un tarif inférieur. Cependant, la faible densité d'usagers (et donc le nombre d'ouvrages et de linéaire de canalisations nécessaires pour assurer leur desserte) et le retard structurel d'investissements sont des handicaps. En particulier, le budget Assainissement affiche un taux d'endettement élevé : la durée d'extinction de la dette est de 10,2 ans, alors qu'il devient préoccupant au-delà de 7 ans (ce n'est pas le cas du budget Eau, qui a un endettement plus de 2 fois inférieur - durée d'extinction de la dette de 2 ans et 3 mois - au 1^{er} janvier 2022).

Aussi, si le tarif « cible 2021 » est suffisant pour équilibrer le budget Eau, un tarif « cible 2024 » présentant 20 centimes supplémentaires en assainissement est nécessaire pour abaisser la durée d'extinction de la dette à 7 ans. Ce tarif (à 3,84 €/m³) sera réévalué en fin 2023 au regard des besoins effectifs du service pour son fonctionnement, et des investissements (réalisés dans le programme voté en décembre 2020, et à réaliser dans le programme pluriannuel 2024-2026 - dont l'objectif principal sera la gestion patrimoniale des ouvrages (fuites d'eau et eaux claires parasites) afin d'optimiser le fonctionnement et les coûts d'exploitation de ces ouvrages).

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application écrite E-Journal.com

99_DE-004-201067497-20220407-10_07042022

Surtout, Provence Alpes Agglomération disposera à ce moment des résultats de l'étude tarifaire en cours, qui porte sur :

- l'instauration, lorsque possible et souhaitée, de tarifs autres que domestiques : industriels, agricoles, jardins, fontaines, etc...
- les réflexions et les impacts, au regard de la typologie des usagers de l'eau, d'une tarification progressive et/ou dégressive, ainsi que d'une tarification sociale de l'eau afin de veiller à maintenir un prix de l'eau acceptable et supportable pour tous les usagers, et surtout les plus vulnérables (pour mémoire, le service permet de lisser les dépenses en eau par l'édition de deux factures annuelles et la possibilité du paiement par mensualisation).

Sans attendre les résultats de cette étude, il est proposé d'instaurer une catégorie d'usagers « agricole » : est éligible à ce tarif toute personne inscrite à la MSA pour son activité principale, et dont le branchement d'eau et l'usage respectent les dispositions fixées à l'article « contrat jardin » du règlement de service (en résumé, branchement séparé de l'habitation, sans rejet à l'assainissement, utilisation de l'eau uniquement pour l'arrosage et l'abreuvement des bêtes). Aussi, un tarif agricole, aujourd'hui applicable uniquement sur 11 communes du territoire, est généralisé, à un niveau moyen de ces tarifs, soit un mètre cube égal à la moitié du tarif « cible 2021 » (soit 1,02 €/m³ pour 120 m³). Ce tarif est prioritairement axé sur l'abreuvement des bêtes, l'arrosage étant soumis aux possibilités du réseau (la capacité d'un réseau d'eau potable est très inférieure aux besoins d'un réseau d'irrigation), et limité aux faibles surfaces sans autre ressource.

En résumé, dans cet objectif de disposer d'un tarif reflet du service unique mis en place pour tous les usagers de Provence Alpes Agglomération, les débats au cours de plusieurs séances du conseil d'exploitation aboutissent ainsi à proposer un grille tarifaire mi-2022 / 2023 construite sur les choix suivants :

- atteinte du tarif objectif 2021 (3,62 €/m³ pour 120 m³) pour toutes les communes inférieures à ce tarif ;
- atteinte du tarif objectif 2024 (3,84 €/m³ pour 120 m³) pour toutes les communes supérieures à ce tarif ;
- respect des structures de tarif progressif ou dégressif des communes dans l'attente des résultats de l'étude tarifaire en cours ;
- suppression progressive des tarifs atypiques et/ou hors cadre ;
- mise en place d'un tarif agricole unique sur le territoire de Provence Alpes Agglomération (1,02 €/m³ pour 120 m³).

Pour les communes au forfait, la pose des compteurs a débuté. Afin de permettre aux usages d'adapter leurs habitudes de consommation, la tarification forfaitaire sera maintenue jusqu'à la fin du semestre en cours à la date de pose du compteur. Le service informera individuellement chaque usager de la mise en place du tarif au mètre cube (sur le tarif « cible 2024 »), en précisant sa consommation depuis la pose du compteur et le coût de la facture qui aurait été établie par le service si la facturation avait été au mètre cube.

Le tableau annexé présente la grille tarifaire applicable à compter du 1^{er} juillet 2022. L'impact des modifications tarifaires sont résumées ci-après pour une consommation de 80 m³ (qui correspond à la consommation moyenne sur le territoire de Provence Alpes Agglomération), sur la base d'une facture semestrielle de 160 Euro. En résumé :

- 3 communes (150 usagers) : Draix, Ganagobie, Les Hautes Duyes auront une hausse de 18 %, soit 24 € par facture semestrielle ;

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article 6-1 Insee.com

99_DE-004-201067437-20220417-10_07012022

- 9 communes (5.250 usagers) : Aiglun, La Javie, Le Brusquet, L'Escale, Majastres, Mallemoison, Mézel, Mirabeau, Peyruis auront une hausse de 13 %, soit 18 € par facture semestrielle ;
- 13 communes (9.200 usagers) : Archail, Auzet, Barles, Bras d'Asse, Château-Arnoux-Saint-Auban, Chateaufort, Les Mées, Malijai, Marcoux, Montclar, Prads-Haute-Bléone, Saint-Jeannet, Selonnet auront une hausse de 8,5 %, soit 11 € par facture semestrielle ;
- 9 communes (4.500 usagers) : Barras, Champsercier, Moustiers-Sainte-Marie, Seyne-les-Alpes, Saint-Julien-d'Asse, Saint-Jurs, Sainte-Croix-du-Verdon, Verdaches et Volonne auront une hausse de 4 %, soit 7 € par facture semestrielle ;
- 8 communes (1.850 usagers) : Beaujeu, Beynes, Entrages, Estoublon, Le Chaffaut-Saint-Jurson, La-Robine-Sur-Galabre, Mallefougasse-Augès, Thoard voient leur tarif globalement inchangé, mais la modification de la répartition Eau et Assainissement, abonnement et consommation, peut avoir des impacts à la hausse comme à la baisse selon la consommation ;
- 1 commune (Digne-les-Bains – 10.800 usagers) voit son tarif inchangé (maintien de la répartition Eau et Assainissement pour ne pas déstabiliser le budget Assainissement) ;
- 2 communes (300 usagers) : Le Castellard-Mélan, Le Vernet voient leur tarif baisser.

Cette augmentation, en milieu d'année, permet ainsi un lissage sur les années 2022 (seulement la moitié de l'abonnement et de la consommation impactée) et 2023.

Le conseil d'exploitation des régies Eau et Assainissement a donné un avis favorable à la majorité des membres présents et représentés (une abstention et une voix contre) sur ces principes et la grille tarifaire lors de sa séance du 18 mars 2022.

Il vous est demandé :

- De FIXER les prix des redevances d'eau potable et d'assainissement collectif dues par les usagers des régies Eau et Assainissement de Provence Alpes Agglomération aux montants exposés dans le tableau annexé à la présente délibération ;
- De DEFINIR une catégorie d'usagers « agricole », ouverte aux personnes inscrites à la MSA pour leur activité principale pour leur branchement respectant les prescriptions du « contrat jardin » du règlement de service, et d'y appliquer le tarif suivant : abonnement à 43 € et mètre cube à 0,55 € ;
- De dire que ces tarifs seront applicables au 1^{er} juillet 2022.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

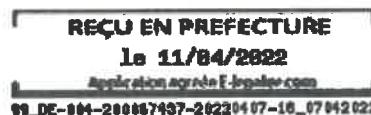
Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 5 votes contre et 2 abstentions

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



[illegible]

99 DE-004-200067437-20220407-18 07042022

LES HAUTES DUYES											
EAU POTABLE											
Compteur individuel	36,00 €/an	0,33 €/m³								36,00 €/an	0,33 €/m³
Tout abonnement	36,00 €/an	0,91 €/m³	81 m³	1,14 €/m³						43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
LA JAVIE											
EAU POTABLE											
Compteur individuel	36,00 €/an	0,33 €/m³								36,00 €/an	0,33 €/m³
Tout abonnement	43,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
LA ROBINIE SUR GALABRE											
EAU POTABLE											
Compteur individuel	36,52 €/an	0,42 €/m³								36,52 €/an	0,42 €/m³
Jardins sans compteur	108,80 €/an	0,00 €/m³								131,00 €/an	
Lamier, Alnac	108,80 €/an	0,00 €/m³								131,00 €/an	
Tout autre abonnement	36,12 €/an	1,13 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	62,35 €/an	0,73 €/m³								41,00 €/an	1,30 €/m³
LE BRUSQUET											
EAU POTABLE											
Compteur individuel	36,00 €/an	0,33 €/m³								36,00 €/an	0,33 €/m³
Jardins	36,00 €/an	0,58 €/m³								43,00 €/an	0,58 €/m³
Tout autre abonnement	39,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	41,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
LE CASTELLARD MELAN											
EAU POTABLE											
Compteur DN 15 et DN20 (domestique)	56,87 €/an	1,09 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
Compteur DN15 et plus	85,11 €/an	1,09 €/m³								85,31 €/an	1,10 €/m³
LE CHAFFAUT SAINT JURSON											
EAU POTABLE											
Compteur DN 15 à 60	56,87 €/an	1,18 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
Compteur DN80 et plus	112,17 €/an	1,18 €/m³								112,17 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	37,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
L'ESCALE											
EAU POTABLE											
Tout autre abonnement	25,00 €/an	1,02 €/m³	71 m³	1,06 €/m³	151 m³	1,16 €/m³				43,00 €/an	1,10 €/m³
Jardins	100,00 €/an	1,02 €/m³	71 m³	1,06 €/m³	151 m³	1,16 €/m³				100,00 €/an	1,02 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	25,00 €/an	1,13 €/m³	71 m³	1,23 €/m³	151 m³	1,33 €/m³				41,00 €/an	1,13 €/m³
LE VERNET											
EAU POTABLE											
Gîte et Camping Passavois	100,00 €/an	1,10 €/m³								400,00 €/an	1,10 €/m³
Camping Passavois	270,00 €/an	0,50 €/m³								270,00 €/an	0,50 €/m³
Compteur individuel	60,00 €/an	0,80 €/m³								60,00 €/an	0,80 €/m³
Tout autre abonnement	60,00 €/an	1,10 €/m³								60,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Gîte et camping Passavois	0,00 €/an	1,10 €/m³								400,00 €/an	1,10 €/m³
Tout autre abonnement	80,00 €/an	1,10 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
LES MEES											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	39,00 €/an	1,03 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	37,00 €/an	1,02 €/m³	71 m³	1,50 €/m³						41,00 €/an	1,10 €/m³
MAJASTRES											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	39,00 €/an	1,02 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MALJAI											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	39,00 €/an	1,06 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,95 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MALLEFOU ASSAUGUES											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	56,87 €/an	1,24 €/m³	81 m³	1,47 €/m³	161 m³	1,90 €/m³	241 m³	2,02 €/m³		43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MALLEMOISSON											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	36,00 €/an	1,08 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MARCOUX											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	36,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	1,18 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MEZEL											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	43,00 €/an	1,02 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MIRABEAU											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	39,00 €/an	1,09 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
MONTCLAR											
EAU POTABLE											
Jardins	0,00 €/an	0,38 €/m³								0,00 €/an	0,38 €/m³
Etablissements	189,57 €/an	0,95 €/m³								189,57 €/an	1,10 €/m³
Compteur individuel	44,00 €/an	0,60 €/m³								44,00 €/an	0,60 €/m³
Tout autre abonnement	45,72 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Etablissements	189,57 €/an	0,91 €/m³								189,57 €/an	1,10 €/m³
Tout autre abonnement	45,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
MOUSTIERS SAINTE MARIE											
EAU POTABLE											
Tout abonnement	43,00 €/an	1,02 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³
ASSAINISSEMENT											
Tout autre abonnement	41,00 €/an	1,02 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³
Communes	40,00 €/an	1,02 €/m³								40,00 €/an	0,60 €/m³
Restauration	400,00 €/an	1,45 €/m³								300,00 €/an	1,45 €/m³

REÇU EN PREFECTURE

1e 11/04/2022

Agglo. de la Vallée de la Garonne

99_DE-004-200067437-20220407-18_07042022

Restoration 45 ouvrages	300,00 €/an	3,45 €/m³								300,00 €/an	3,45 €/m³								
Restoration 50 ouvrages	300,00 €/an	3,45 €/m³								300,00 €/an	3,45 €/m³								
PEYRUIS																			
EAU POTABLE																			
Tout abonnement	36,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	33,00 €/an	1,10 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
PRADS HAUTE BLEONE																			
EAU POTABLE																			
Forfait	120,00 €/an	0,00 €/m³								131,00 €/an	0,00 €/m³								
Tout autre abonnement										43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Forfait	120,00 €/an	0,00 €/m³								129,00 €/an	0,00 €/m³								
Tout autre abonnement										41,00 €/an	1,10 €/m³								
SAINT JEANNET																			
EAU POTABLE																			
Reseau Mairie	106,80 €/an	0,00 €/m³								131,00 €/an	0,00 €/m³								
Tout autre abonnement	39,00 €/an	1,02 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	37,00 €/an	1,02 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
SELONNET																			
EAU POTABLE																			
Capacité des aggrégats	30,00 €/an	0,30 €/m³								36,00 €/an	0,36 €/m³								
Tout abonnement	48,00 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	41,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
SEYNE LES ALPES																			
EAU POTABLE																			
Capacité des aggrégats	30,00 €/an	0,30 €/m³								36,00 €/an	0,36 €/m³								
Tout abonnement	41,87 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	38,84 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
SAINT JULIEN D'ASSE																			
EAU POTABLE																			
Tout abonnement	57,81 €/an	0,91 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	41,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
SAINT JURS																			
EAU POTABLE																			
Tout abonnement	60,00 €/an	1,11 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	33,00 €/an	0,91 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
SAINTE CROIX DU VERDON																			
EAU POTABLE																			
Tout abonnement	45,60 €/an	1,45 €/m³	501 m³	3,65 €/m³	1001 m³	2,40 €/m³				43,00 €/an	1,10 €/m³	501 m³	3,65 €/m³	1001 m³	2,40 €/m³				
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	18,00 €/an	1,10 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								
THOARD																			
EAU POTABLE																			
Capacité des aggrégats	45,60 €/an	1,45 €/m³								45,60 €/an	1,45 €/m³								
Tout abonnement	41,50 €/an	1,75 €/m³								43,00 €/an	1,71 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	16,16 €/an	1,09 €/m³								41,00 €/an	1,30 €/m³								
VERDACHES																			
EAU POTABLE																			
Forfait	111,74 €/an	0,00 €/m³								131,00 €/an	0,00 €/m³								
Tout autre abonnement										43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Forfait	132,73 €/an	0,00 €/m³								129,00 €/an	0,00 €/m³								
Tout autre abonnement										41,00 €/an	1,10 €/m³								
VOLONNE																			
EAU POTABLE																			
Tout abonnement	39,00 €/an	1,10 €/m³								43,00 €/an	1,10 €/m³								
ASSAINISSEMENT																			
Tout abonnement	24,55 €/an	1,16 €/m³								41,00 €/an	1,10 €/m³								

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée e-logature.com

99_DE-004-200067437-20220407-16_07042022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 19

Objet : Intégration au CRTE
des opérations Petite ville de
demain des communes de
Château-Arnoux-Saint-Auban
et Seyne

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application encre F-impulse.com

99_DE-004-200067497-2 022 04 07-19_07 042 022

Madame Carole TOUSSAINT, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération s'est engagée par délibération de son conseil en date du 30 juin 2021 dans un contrat de ruralité, de relance et de transition écologique (CRTE). Signé le 7 juillet 2021 pour une durée de six ans (2021-2026), il a pour objet d'organiser l'intervention financière de l'État sur le territoire que ce soit au titre des dispositifs classiques (DETR, DSIL, FNADT) tout comme à celui des crédits exceptionnels liés au Plan de relance pour les années 2021 et 2022. De façon générale le CRTE a vocation à regrouper les démarches contractuelles existantes entre l'État et le territoire comme par exemple : Territoire d'industrie, Action Cœur de ville ou Petite ville de demain... Pour ce dernier dispositif, notre agglomération compte deux communes labélisées depuis le 14 novembre 2020 : Château-Arnoux-Saint-Auban et Seyne.

Ces deux communes ont signé une convention d'adhésion « Petites villes de demain » le 9 avril 2021 prévoyant la formalisation de leur projet de territoire dans un délai de 18 mois maximum. Le travail engagé par les deux communes permet aujourd'hui d'identifier un certain nombre de projets qu'il convient d'intégrer au plan d'action du CRTE comme le prévoit le dernier article du contrat relatif aux modifications du contrat.

Pour rappel, le CRTE de Provence Alpes Agglomération est construit autour d'une stratégie et un plan d'actions en quatre axes :

Axe 1 : Transition énergétique et écologique

- Énergies renouvelables
- Mobilités douces et intermodalité
- Biodiversité et protection des milieux

Axe 2 : Solidarités territoriales

- Accessibilité aux équipements structurants
- Eau/Assainissement, gestion des risques
- Stratégie Pleine Santé

Axe 3 : Tourisme durable

- Diversification et modernisation des équipements
- Cohérence et structuration des offres et acteurs
- Stratégie Montagne et équilibre territorial

Axe 4 : Attractivité économique

- Agriculture, alimentation et circuits courts
- Revitalisation des centres villes/bourges
- Développement et requalification des ZAE

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-201967437-20220407-19_07042022

Il vous est proposé :

- d'approuver l'ajout au plan d'actions du CRTE de Provence Alpes Agglomération des opérations issues des deux conventions Petite ville de demain des communes de Château-Arnoux-Saint-Auban et Seyne telles qu'annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer l'avenant au CRTE actant l'ajout de ces opérations.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application écrite E-lep@paa.fr

99_DE-004-200007457-2022 04 07-10_07 04 2 022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 20

Objet : Adhésion à LEADER
France

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPRZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Etienne, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURIAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée E-boutique.com
99_DE-004-20067437-2022 04 07-20_07 042 022

Monsieur Bernard TEYSSIER, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération est engagée depuis sa création dans le programme européen LEADER. La particularité de ce programme de développement rural est que sa gestion est confiée aux territoires via la constitution de Groupes d'action locale réunissant élus et acteurs économiques et associatifs des territoires. Provence Alpes Agglomération porte deux GAL : le GAL Dignois et le GAL Durance Provence.

La majeure partie des structures porteuses de GAL est regroupée au niveau national depuis 1997 dans l'association LEADER France qui se fixe comme priorités de :

- Consolider le réseau des GAL et les partenariats des acteurs régionaux et nationaux de la démarche Leader ;
- Représenter les GAL dans les instances nationales et européennes pour relayer leurs attentes et leurs difficultés ;
- Accompagner les GAL dans la mise en œuvre du programme et valoriser leurs réussites et les bonnes pratiques ;
- Défendre la place du développement rural dans les politiques européennes post 2020.

L'année 2022 est une année charnière pour le programme LEADER puisqu'elle devrait être l'année de programmation des dernières opérations de la génération 2014-2020 prolongée suite à la crise du Covid et l'année de préparation de la prochaine génération LEADER 2023-2027.

L'adhésion de la communauté d'agglomération à l'association LEADER France permettrait de participer au bilan du programme à l'échelle nationale et à la défense des intérêts des territoires ruraux dans les futurs programmes européens. En outre, l'association LEADER France est pour ses adhérents une source importante d'informations permettant de se positionner vis-à-vis du programme à venir et d'en tirer le maximum de bénéfice. Pour mémoire, le programme 2014-2020 a permis de mobiliser plus de 5,6 millions d'euros de fonds européens sur les deux GAL de PAA et de soutenir 76 projets au 31 décembre 2021.

Pour 2022, la cotisation à l'association LEADER France est fixée à 650 €.

Il vous est proposé :

- que Provence Alpes Agglomération adhère à l'association LEADER France pour l'année 2022 et les suivantes, tant qu'elle sera impliquée dans le portage d'un programme LEADER ;
- d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à engager la somme correspondant aux frais de cotisation.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE
Le 11/04/2022
Application agréée E-legaloc.com
99_DE-004-240067497-2022 04 07-20_07 04 2022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 21

Objet : Demande de
financement LEADER
Expérimentation d'un dispositif
de participation citoyenne
partagé

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvia, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulearea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-journal.com

99_DE-004-200807437-2 022 04 07-21_07 042 022

Madame Sandrine COSSERAT, rapporteur, expose ce qui suit :

La démocratie participative vise à faire participer les citoyens, les corps intermédiaires, la société civile, aux décisions politiques locales qui les concernent, à favoriser et recueillir les expressions citoyennes, sur toute une diversité de thématiques territoriales, aussi bien celles de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de la mobilité, de la jeunesse, de l'alimentation mais aussi de l'environnement et désormais de l'énergie et du climat.

Ce type de démarche permet d'informer les habitants du territoire d'un projet, de faire remonter des expertises d'usagers sur un service déjà existant, de faire exprimer des attentes de nouveaux services, de nouveaux besoins.

Au travers du dialogue qui constitue la base de son processus, la démocratie participative contribue à prévenir des déséquilibres territoriaux, des tensions, à impliquer davantage les citoyens dans la vie locale et à renforcer le lien social entre habitants, professionnels, techniciens et élus, à optimiser une relation de confiance entre habitants et administration locale.

La loi ATR (Administration Territoriale de la République) de 1992, inscrite à l'article L2141-1 du CGCT, énonce « Les droits des habitants de la commune à être informés des affaires de celle-ci et à être consultés sur les décisions qui les concernent, indissociable de la libre administration des collectivités territoriales, est un principe essentiel de la démocratie locale ».

Bien que Provence Alpes Agglomération ne soit pas dans l'obligation de se doter d'outils de participation citoyenne (EPCI de moins de 50 000 habitants), elle souhaite tout de même et de façon volontaire amener les habitants à participer davantage aux débats et décisions locales.

L'idée du projet est de partir de l'expérience passée des conseils de développement et autres instances citoyennes, et de les enrichir des retours d'autres initiatives françaises en matière de démocratie participative, pour permettre de construire une démarche d'expérimentation d'un dispositif de concertation citoyenne partagé. Ce nouveau dispositif de concertation comprendra notamment :

- des programmes de formation adaptés pour les élus / techniciens / citoyens ;
- des rencontres grand public permettant d'inviter des personnes ressources et des témoins d'initiatives existantes, de débattre et d'échanger avec les habitants des territoires concernés ;
- un espace de ressources numériques (documents clés, vidéos explicatives, ressources existantes et pertinentes sur le sujet) ;
- la mise en place d'une plateforme numérique de participation citoyenne avec une communication dédiée.

Pour ce dernier point il est proposé que Provence Alpes Agglomération coopère avec la Communauté de Communes du Sisteronais Buëch elle aussi en recherche de ce type d'outil.

Ce projet est éligible à la sous-mesure « Coopération » des programmes LEADER des GAL dignois, Durance Provence et Sisteronais-Buech.

REÇU EN PREFECTURE
Le 11/04/2022

Application service E-trapèze.com
99_0E-004-200 007437-2022 04 07-21_07 042622

Les budgets et plans de financement du projet s'établiraient de la façon suivante :

Budget prévisionnel global pour l'ensemble du projet de coopération (PAA et CCSB)

Dépenses prévisionnelles	Montant en € TTC
Plateforme numérique de participation citoyenne	39 000,00 €
Communication (charte graphique projet et impression des supports)	9 420,00 €
Frais de réception	2 016,00 €
Accompagnement formation/animation X2	21 840,00 €
Théâtre forum	2 710,00 €
Conférence/Prestation de sensibilisation	5 480,00 €
Location espaces réunions	8 000,00 €
Formation aux méthodes de concertation	3 000,00 €
Salaires Chargé de mission et VTA sur 24 mois	117 890,15 €
Coûts indirects	17 683,52 €
TOTAL	227 039,67 €

Plan de financement prévisionnel :

Plan de Financement prévisionnel - GAL Dignois		
Financiers	Montant en € TTC	en %
FEADER	69 824,03 €	54%
Co-financement public	46 549,36 €	36%
Autofinancement PAA	12 930,38 €	10%
TOTAL	129 303,77 €	100%

Plan de Financement prévisionnel - GAL Durance Provence		
Financiers	Montant en € TTC	en %
FEADER	41 562,57 €	54%
Co-financement public	27 708,38 €	36%
Autofinancement PAA	7 696,77 €	10%
TOTAL	76 967,72 €	100%

Plan de Financement prévisionnel - hors opération LEADER*		
Financiers	Montant en € TTC	en %
Autofinancement PAA	4 252,12 €	100%
TOTAL	4 252,12 €	100%

*NB. Moustiers-Sainte-Marie, St Jurs, Sainte-Croix-du-Verdon

Plan de financement prévisionnel global (projet sur les 46 communes de PAA)

Financiers	Montant en € TTC	en %
FEADER	111 386,60 €	52,91%
Co-financement public	74 257,74 €	35,27%
Autofinancement PAA	24 879,27 €	11,82%
TOTAL	210 523,61 €	100%

Il est précisé que :

- pour les communes de Moustiers-Sainte-Marie, St Jurs, Sainte-Croix-du-Verdon, le montant issu de la clé de répartition calculée sur la population étant inférieur au montant éligible au programme LEADER - GAL Grand Verdon ; Provence Alpes Agglomération financera l'opération sans subvention.
- La Communauté de communes du Sisteronais Buëch, en tant que partenaire du projet de coopération LEADER, prendra à sa charge les dépenses relatives au territoire du GAL Sisteronais Buëch (plateforme numérique et communication) au prorata de sa population soit 16 516,06 €.

Il vous est demandé :

- D'approuver le projet d'expérimentation du dispositif de participation citoyenne partagé,
- D'approuver les budgets et plans de financement prévisionnels ci-dessus,
- D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à solliciter les subventions auprès de l'Union Européenne, de la Région PACA ou de tout autre financeur, via les programmes LEADER Dignois et Durance-Provence,
- D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tout document afférent à ces demandes de financement.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 4 votes contre et 1 abstention

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application n°1000 E-impacts.com

99_DE-004-201007407-20220407-21_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 22

Objet : Signature d'une
convention de partenariat en
vue de l'organisation de la Fête
du vélo de Provence Alpes
Agglomération

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, HELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boularea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 6-1 du décret

99_DE-004-20067437-20220407-22_07042022

Monsieur Georges PEREIRA, rapporteur, expose ce qui suit :

Depuis les *Assises Nationales de la Mobilité* organisées à l'automne 2018, la promulgation de la *Loi d'Orientations des Mobilités* en 2019, puis le déconfinement de mai 2020, l'État a souhaité fortement encourager des mobilités actives au quotidien et notamment le développement de la pratique cyclable. Le *plan Vélo* établi en 2018, vise à atteindre une part modale vélo de 9% d'ici 2025 et possède notamment un axe 4 portant sur le développement de la culture vélo.

Pour atteindre les objectifs fixés par le plan vélo, il est primordial de développer les infrastructures cyclables sur le territoire ainsi que d'encourager et d'accompagner au changement des pratiques afin de démocratiser la pratique du vélo au quotidien.

C'est pourquoi Provence Alpes Agglomération en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité et signataire de la convention Action cœur de ville, réalise actuellement un schéma directeur cyclable sur la commune de Digne-les-Bains, afin de développer un réseau cyclable cohérent et lisible.

C'est aussi dans cette optique, qu'un groupe de travail « vélo » à vue le jour réunissant élus et techniciens de Provence Alpes Agglomération et de la ville de Digne-les-Bains ainsi que des représentants d'associations cyclistes. C'est au cours de cette instance de travail que l'idée est apparue d'organiser un événement de promotion de la pratique du vélo. Aussi, Provence Alpes Agglomération, en partenariat avec l'association Digne à Vélo et la Mairie de Digne-les-Bains, souhaite mettre en place une « fête du vélo ».

Réaliser cette première édition sur la commune de Digne-les-Bains présente des opportunités par la présence d'une dynamique locale enclenchée par la réalisation du schéma directeur cyclable, néanmoins, l'objectif à terme serait de déployer cet événement sur l'ensemble de l'agglomération.

L'événement s'organiserait de la façon suivante :

- Réalisation de la « fête du vélo » le samedi 4 juin 2022 après-midi ;
- Intégration de la fête du vélo à l'événement ESS « cité solidaire » qui a lieu place de la Barlette avec l'organisation d'un village vélo réunissant les stands des associations et magasins spécialisés ;
- Organisation d'un espace ludique et de pratique au Parc Louis Juvet, avec animation, démonstration et apprentissage du vélo ;
- Organisation d'un parcours reliant le site des stands et le parc Louis Juvet (exemple : privatisation et sécurisation d'un trottoir)

Dans ce cadre, une convention de partenariat tripartite entre Provence Alpes Agglomération, la Mairie de Digne-les-Bains et l'Association Digne à vélo, jointe au présent rapport, vous est proposée afin de définir l'engagement et le rôle de chaque partie :

- **PAA :**
 - Finance les interventions des prestataires
 - Participe à l'organisation de l'événement et à sa communication
 - Inclut l'image des partenaires dans les différents éléments de communication
- **L'association Digne à vélo :**
 - Participe à l'organisation de l'événement et notamment aux différents comités et points d'avancements prévus
 - Assure le lien avec le tissu associatif local

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application n°740 F-journal.com

99_DE-104-201067497-20220407-22_07642022

- Assure un soutien bénévole le jour de l'événement
- **Mairie de Digne-les-Bains (service des sports) :**
 - Participe à l'organisation de l'événement et notamment aux différents comités et points d'avancements prévus sur la logistique
 - Met à disposition le domaine public et en organise de la sécurité. (Parc Louis Juvet et parcours).
 - Fournit le matériel nécessaire à l'évènement (barrière, tentes, chaise etc.)

Le budget prévisionnel de l'évènement en charge de Provence Alpes Agglomération est estimé à 6 000 € TTC.

Il vous est proposé :

- D'approuver la convention de partenariat, jointe au présent rapport,
- D'autoriser Madame La Présidente ou son représentant à la signer.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Procédure

99_DE-004-200067407-20220407-22_070402022

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 23

Objet : Dérogation
exceptionnelle à la convention
d'entente entre les
communautés d'agglomération
Durance Lubéron Verdon
Agglomération DLVA et
Provence Alpes Agglomération
PAA

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMBL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article 1-1 de la loi n° 2015-912

99_NE-004-20067437-2022 04 07 -23_07 04 022

Monsieur Patrick VIVOS, rapporteur, expose ce qui suit :

Il vous est rappelé le travail partenarial réalisé entre la DLVA et PAA depuis de nombreuses années sur le SIG et son extension cette année à la Communauté de Communes Pays de Forcalquier - Montagne de Lure (CCPFML).

En séance du 9 décembre 2020, Provence Alpes Agglomération a approuvé une nouvelle convention d'entente dont un des axes est l'article 13 qui stipule : « Pour l'investissement, la DLVA engage et règle les dépenses dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du projet pour sa partie mutualisée. Elle sollicite et encaisse les subventions auprès des différents partenaires (Conseil Régional, Conseil Général, Europe et autres) ».

Dans le cadre de l'évolution logicielle liée à la Saisie par Voie Electronique et à la Dématérialisation des Actes d'Urbanisme, la DLVA a donc signé un bon de commande auprès du prestataire informatique pour un montant de 22 476 €, et sollicité une subvention de l'état sur le guichet France Relance dédié le 25 août 2021 sous le numéro 5026836 au titre de l'Entente conformément à l'article 13 signalé.

Au mois de décembre de la même année, l'Etat, par l'entremise de la Direction Départementale des Territoires, a précisé son analyse pour l'instruction du dossier de subvention, estimant qu'il devait être réalisé un dossier par EPCI (dans la documentation un dossier par centre instructeur). Il a aussi précisé les montants maximums qu'il a défini pour chaque EPCI : 12 800 € pour la DLVA et 14 000 € pour PAA en regard de factures acquittées par les EPCI. Les montants d'aides sont forfaitisés en fonction du nombre de centre instructeur, de commune rattachée et de commune instructrice. Les communes au RNU sont déduites du nombre global.

Dans ces conditions, PAA est dans l'impossibilité de présenter à l'Etat une facture du fournisseur de l'évolution logicielle dans les délais imposés, soit avant le 31 mars 2022. Afin de pouvoir bénéficier de l'ensemble des subventions de l'Etat, il est proposé ce qui suit :

- A titre exceptionnel et par dérogation à la convention pour l'investissement 2021 de l'entente SIG, la répartition des financements entre les deux EPCI est modifiée afin de pouvoir subventionner l'opération d'acquisition au maximum,
- La DLVA va produire, dans le cadre du dossier de subvention, les factures pour pouvoir bénéficier des 12 800 euros pour son territoire,
- La DLVA va rédiger un titre de recette du reste à charge à hauteur de 9 676 euros destinée à PAA pour que cette dernière puisse bénéficier des 9 676 euros correspondant à son territoire,
- PAA reversera l'intégralité de la somme perçue à la DLVA qui a fait l'avance de l'investissement au titre de l'Entente.

VU les articles L1611-4, L.5211-10 et R. 1613-7 du Code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme,

REÇU EN PRÉFECTURE
le 11/04/2022

Application agréée F-legal.com

99_DE-104-201067437-20220407-23_17042022

VU le règlement de l'appel à projet France Relance FITN 7 intitulé « Soutenir la dématérialisation des demandes d'autorisation d'urbanisme - Démat.ADS, axe 3b »,

Considérant qu'afin de mettre en œuvre la dématérialisation de l'urbanisme obligatoire au 01/01/2022, la DLVA, porteuse de l'Entente SIG, a engagé le programme d'acquisition et de mise en œuvre des logiciels pour un montant de 22 476 €.

Considérant que la DLVA a engagé toutes les demandes de subventions nécessaires à la réalisation de ce projet,

Considérant que les 22 476 euros ont été engagés et payés par la DLVA comme le prévoyait l'article 13 de la convention de l'Entente SIG et que la clef de répartition des coûts dans l'Entente est de 57% pour la DLVA et de 43% pour PAA,

Considérant la décision du bureau délibératif de la DLVA en date du 28 février 2022 relative à la dérogation exceptionnelle à la convention d'entente entre la DLVA et PAA sur l'investissement de l'année 2021 pour le SIG,

Considérant le courriel de la DDT 04 en date du 1^{er} mars 2022 indiquant que compte tenu de la décision exceptionnelle de la DLVA « l'instruction de votre dossier se fera donc sur la base de cette décision exceptionnelle prise par la DLVA ».

Il est demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- Autoriser cette dérogation exceptionnelle à la convention d'entente uniquement sur les motifs invoqués,
- Autoriser Madame la Présidente à signer l'ensemble des documents y afférents,
- Approuver le paiement du restant à charge d'un montant de 9 676 € à destination de la DLVA.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Agglomération de la Vallée de la Seine

95_02-004-200007457-20220407-20_07042022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 24

Objet : Constitution de la
Conférence Intercommunale du
Logement et procédure de
consultation des instances
appelées à y siéger

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à Digne les Bains, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient appelés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 13 de la loi n° 2015-912 du 22 juillet 2015

99_DE-004-210067497-20220407-24_07042022

Monsieur Gérard PAUL, rapporteur, expose ce qui suit :

Rappel du contexte juridique

Les trois dernières lois sur le logement ont positionné l'intercommunalité comme chef de file en matière d'attribution de logements sociaux.

La loi ALUR de 2014 (loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour un accès au logement et un urbanisme rénové) crée un **droit à l'information du demandeur** et réforme le régime des attributions au niveau local en posant le cadre d'une **politique intercommunale des attributions** grâce aux :

- **Conférence Intercommunale du Logement (CIL)**
- **Convention Intercommunale d'Attribution (CIA)**
- **Plan Partenarial de Gestion de la Demande de logement social et d'Information des Demandeurs (PPGDID)**

Ces 3 éléments complètent la politique de l'habitat inscrite dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) en faisant le lien entre la programmation de l'offre, l'intervention sur le bâti et la demande de logement social.

La loi Egalité et Citoyenneté de 2017 (loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté) améliore le **droit au logement**, l'accès des personnes en difficulté au logement social et pose des obligations en matière de mixité sociale.

Enfin, elle conforte le rôle des intercommunalités en tant que chefs de file de la réforme, en rendant obligatoires les **Conférences Intercommunales du Logement** et les **Conventions Intercommunales d'Attribution** dans les territoires de la réforme des attributions.

Fondement juridique (article L. 441-1 Code de la Construction et de l'Habitation)

Sont tenus d'élaborer une CIL :

- Les intercommunalités tenues de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) en application du dernier alinéa du IV de l'article L 302- 1 du CCH
- Les intercommunalités ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV)

Provence Alpes Agglomération est concernée par cette obligation car en tant que communauté d'agglomération elle exerce de droit la compétence habitat (article L.5216-5-II du Code Général des Collectivités Territoriales), sera bientôt dotée d'un PLH exécutoire et compte un QPV (Centre Ville – Pigeonnier, à Digne-les-Bains).

Gouvernance de la CIL (article L. 441-1-5 CCH)

La CIL est coprésidée par le préfet et par le président de l'intercommunalité.

Ses autres membres sont répartis en 3 collèges :

- **Collège 1 : Les collectivités territoriales** (maires, PAA et Département)
- **Collège 2 : Les professionnels du secteur locatif social** (bailleurs sociaux, réservataires de logements sociaux et les organismes agréés pour la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion)

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Appréhension agréée à la préfecture

99_DE-904-200067437-20220407-24_07042022

99 DE-004-200067437-20220407-24 07042022

CONSIDERANT que Provence Alpes Agglomération exerce de droit la compétence habitat en tant que Communauté d'Agglomération, sera bientôt dotée d'un PLH exécutoire et compte un Quartier Politique de la Ville sur son territoire (Centre Ville – Pigeonnier, à Digne-les-Bains) ;

CONSIDERANT que Provence Alpes Agglomération est donc concernée par l'obligation de mettre en place la politique intercommunale d'attribution des logements sociaux ;

CONSIDERANT que à ce titre Provence Alpes Agglomération doit dans un premier temps mettre en place une Conférence Intercommunale du Logement puis un signer une Convention Intercommunale d'Attribution ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2016 portant création de Provence Alpes Agglomération par fusion des cinq communautés de communes suivantes : « Asse-Bléone-Verdon », « Duyes et Bléone », « Haute-Bléone », « Moyenne Durance » et « Pays de Seyne » ;

VU l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2017, après avis favorable du Conseil Départemental des Alpes de Haute-Provence en date du 14 octobre 2016 portant délimitation du périmètre du SCoT de PAA ;

VU la loi n°90-449 du 31 mai 1990, visant à la mise en œuvre du droit au logement ;

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

VU la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

VU la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

VU la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 8-1 de la loi n°2018-1021

98_DE-004-20067437-20220407-24_07042022

VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Il vous est proposé :

- **DE DECIDER** de la constitution d'une Conférence Intercommunale du Logement sur le territoire de Provence Alpes Agglomération et de consultation des instances appelées à siéger ;
- **DE DECIDER** de lancer les consultations des instances appelées à siéger ;
- **D'AUTORISER** Mme la Présidente de l'agglomération à engager toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application service F-legalite.com

99_02-104-201067457-20220407-24_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 25

Objet : Chemin des Alpielles
DIGNE LES BAINS
Projet de cession à SCI DE
MARTINO

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMBL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Reçu صادر من طرف E-digital.com

93_DE-004-20067497-20220407-25_07042022

Monsieur Patrick VIVOS, rapporteur, expose ce qui suit :

La SCI DE MARTINO, société civile immobilière de biens dont le gérant Thomas de MARTINO, souhaite acquérir la parcelle de terrain cadastrée BE 550 d'une superficie de 3.112 m², située Lotissement des Sièyes - Chemin des Alpilles – Digne les Bains, pour le compte de la Société La Boutique du Menuisier intervenant dans la fourniture et pose de menuiseries et huisseries PVC, aluminium, et bois.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment de 360 m² de surface de plancher environ de stockage de produits commercialisés par la SAS De MARTINO « boutique du menuisier » installée à Digne-les-Bains. Ce bâtiment est destiné à accompagner le développement commercial de l'entreprise et permettrait la création de 2 emplois à terme.

Le service France Domaines saisi en date du 13/09/2021, a proposé une valeur vénale de 23,08 € le m².

En cohérence avec les ventes précédentes dans ce lotissement par l'ancienne Communauté de Communes Asse Bléone Verdon, les prix de vente étaient fixés à 28,00 € le m², ce qui porte la vente à 87 136 € TTC pour la parcelle BE 550.

La proposition de cession est la suivante :

- Parcelle BE 550 (LOT 8) : 87 136 € TTC

Il vous est demandé :

- D'autoriser le futur acquéreur à :
 - Pénétrer sur le terrain afin d'y effectuer les études et sondages de sols nécessaires à la construction du bâti ;
 - Déposer une demande de permis de construire,
- D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant Mr Marc BONDIL Vice-Président en charge du foncier, finances, commande publique, assurance et contrôle de gestion, ou tout autre vice-président qui se serait substitué à eux :
 - A signer le compromis et l'acte de vente rédigé par Me DEFRAIN à Digne les Bains, avec la SCI DE MARTINO représentée par Thomas DE MARTINO gérant, ou toute autre personne morale qui se sera substituée à elle, pour la cession de la parcelle BE 550 au prix de 87 136 € TTC,
 - A signer tous documents et tous actes relatifs à ce dossier.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

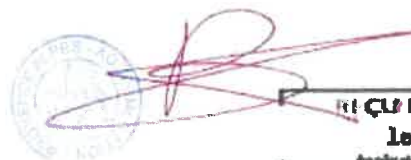
Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 26

Objet : Parc d'Activités de la
Cassine à Peyrui
Projet de cession à DUCLOS SA
Lot n° 1 ter + portion de
parcelles AA 90-91- Annule et
remplace la délibération n° 30
du 30/06/2021

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvia, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, BYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boularea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliaue, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 6 de la loi n° 2012-267

99_DE-004-200067437-20220407-26_07042022

Monsieur Bruno ACCIAI, rapporteur, expose ce qui suit :

Par délibérations n° 26 en date du 9 décembre 2020 et n° 32 en date du 30 juin 2021, le conseil communautaire de Provence Alpes Agglomération a délibéré favorablement pour le projet de cession à la société DUCLOS SA (activité de location de terrains et biens immobiliers) représentée par Monsieur Jacques MARGNAT son président pour le compte des laboratoires SOPHIM implantés à Peyruis - Parc d'Activités la Cassine depuis 1995 (lot n° 1 sur les parcelles jouxtant celles proposées à la vente du présent rapport dans le but d'agrandir le laboratoire de chimie), dont la production est destinée aux produits cosmétiques (expertise en oléo chimie intégrant les procédés de distillation moléculaire, de fractionnement, d'estérification et d'hydrogénation).

Ces délibérations prévoyaient la cession d'un terrain de 7.796 m² sur les parcelles AA90 et AA 91, ainsi que la cession du lot n° 1 ter formé par les parcelles AA 93 et AA 94 pour une superficie d'environ 15.231 m² (en attente du document modificatif parcellaire cadastral).

Par délibération du 9 Février 2022, Provence Alpes Agglomération a validé le projet de réalisation d'une tranche de viabilisation (voiries/réseaux) également positionné sur les parcelles AA90 et AA91.

L'alignement de la voirie à créer avec les voiries déjà existantes et la création d'un giratoire obligent à modifier la superficie de terrain sur les parcelles AA 90 et AA 91 à céder à la société DUCLOS SA.

Après accord avec ses représentants, il est convenu de céder une portion de terrain d'environ 6 636 m² au lieu des 7 796 m² prévus initialement.

L'estimation ayant été initialement fixée à 23,00 euros HT par le service France Domaine, il est proposé de céder une superficie d'environ 6 636 m² de terrain découpée des parcelles AA 90 et AA 91 également au prix de 23,00 euros HT le m² soit environ 152 628 euros HT, ainsi que le lot n° 1 ter d'une superficie d'environ 15.231 m² portant sur les parcelles AA 93, AA 94 et A 846 au prix de 23,00 euros HT le m² soit environ 350.313 euros HT.

Il vous est demandé :

D'autoriser le futur acquéreur à :

- Pénétrer sur le terrain afin d'y effectuer les études et sondages de sols nécessaires à la construction du bâti ;
- Déposer une demande de permis de construire,

D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant Monsieur Marc BONDIL Vice-Président en charge du foncier, finances, commande publique, assurance et contrôle de gestion, ou tout autre vice-président qui se substituerait à eux :

- A signer le compromis (valable 12 mois à compter de la délibération) et l'acte de vente rédigé par Me DEGIOANNI, notaire à LES MEES, avec la Société DUCLOS SA représentée par Monsieur Jacques MARGNAT son président ou toute autre personne morale qui se sera substituée à lui, pour la cession de portion

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application écrite E-localite.com

99_DE-004-201067457-20220407-26_07042022

des parcelles AA 90 et AA 91 au prix de 23,00 HT le m2 (superficie non définitive d'environ 6.636 m2 en fonction du document modificatif parcellaire cadastral non établi à ce jour), pour la cession du lot n° 1 ter parcelles AA 93, AA 94, A 846 au prix de 23,00 € HT le m2 (superficie non définitive d'environ 15.231m2 en fonction du document modificatif parcellaire cadastral non établi à ce jour),

- A signer tous documents et tous actes relatifs à ce dossier.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (M. VIVOS Patrick ne prend pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Appréciation agréée E. Dupont

99_DE-004-20007437-2 022 04 07-26_07 042 022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 27

Objet : Parc d'Activités de la
Cassine à Peyruls
Projet de Cession à la SAS
ALTEA
Lot n°31 d'environ 36 017m² -
parcelle AA 90

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à Digne Les Bains, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHRZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article L.300 du Code de Commerce

95_DE-004-200007437-2 0220407-27_07042022

Monsieur Bruno ACCIAI, rapporteur, expose ce qui suit :

La société ALTEA, spécialisée dans la fabrication de menuiseries et structures aluminium a sollicité la Communauté d'agglomération pour acquérir un terrain d'environ 30 017 m² sur le Parc d'Activités de la Cassine à Peyruis représentant le lot 31 sur les parcelles AA 90 et AA 91.

La société ALTEA prévoit d'y édifier un ensemble bâti d'environ 10 800 m² de surface de plancher.

Cette installation serait susceptible de créer 30 emplois à 3 ans.

L'acquisition du lot s'effectuerait par la SAS ALTEA représentée par son Président Monsieur DESPRES Didier et son Directeur Général, Monsieur Anthony SARACCO.

Afin de poursuivre la constitution du dossier nécessaire au projet de cession, le futur acquéreur sollicite les autorisations suivantes :

De pénétrer sur le terrain afin d'y effectuer les études et sondages de sols nécessaires à la construction du bâti ;

De déposer une demande de permis de construire pour l'édification d'un ensemble bâti de 10 800 m² de surface de plancher.

Le service France Domaine a été saisi le 04/03/2022, aucune réponse à ce jour n'a fait l'objet d'un retour.

En cohérence avec les ventes précédentes, il est proposé de céder le lot au prix global de 690 391 € H.T pour une surface d'environ 30 017 m² soit un prix de commercialisation de 23 € H.T. le m².

Il vous est demandé :

D'autoriser le futur acquéreur à :

- Pénétrer sur le terrain afin d'y effectuer les études et sondages de sols nécessaires à la construction du bâti ;
- Déposer une demande de permis de construire pour l'édification d'un ensemble bâti de 10 800 m² de surface de plancher.

D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant Monsieur Marc BONDIL, Vice-Président en charge du foncier, finances, commande publique, assurance et contrôle de gestion, ou tout autre vice-président qui se substituerait à eux :

- A signer le compromis de vente (d'une durée de 12 mois à compter de la décision du conseil communautaire), et de l'acte de vente rédigé par l'étude de Maître LEON, notaire à Oraison avec la SAS ALTEA représentée par Monsieur Didier DESPRES, ou toute autre personne morale qui se sera substituée à lui, pour la cession du Lot n°31, portions des parcelles AA 90 et AA91 (avant découpage parcellaire) sur la commune de Peyruis, zone de la Cassine au prix de 23 € HT le

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-legalpro.com

98_DE-104-200467437-20220407-27_07042022

m² selon la superficie qui sera définitivement arrêtée suite au document modificatif parcellaire cadastral établi.

- A signer tous documents et tous actes relatifs à cette cession.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (M. VIVOS Patrick ne prend pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée L'egalite.com

99_DE-004-200067457-2 022 04 07-27_17 04 2022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 28

Objet : Adhésion de Provence
Alpes Agglomération à la
Fédération Nationale de
Boutiques à l'Essai

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvia, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wandy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOÎT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DBORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application, copie F-legalise.com

99_DE-004-200007457-20220407-20_07042022

Monsieur Francis KUHN, rapporteur, expose ce qui suit :

Dans le cadre de sa compétence développement économique et pour face aux conséquences de la crise sanitaire sur l'activité commerciale, Provence Alpes Agglomération se doit d'accompagner les communes par la mise en place d'actions spécifiques favorables à l'attractivité et au dynamisme des cœurs de ville. Dans cet objectif, PAA en partenariat avec la plateforme Initiative Alpes Provence, propose d'adhérer à la fédération Nationale des Boutiques à l'essai.

La Fédération Nationale des Boutiques à l'Essai accompagne les territoires dans la mise en œuvre d'une Opération « Ma Boutique à l'Essai ». Plus de 130 villes et intercommunalités ont déjà été séduites par le concept, dont la Ville de Digne-Les-Bains dans le cadre du dispositif Cœur de Ville et grâce à l'aide du contrat de Ville. La Fédération leur apporte un appui technique et opérationnel qui assure la réussite de l'opération.

Le concept repose sur l'idée de proposer à des personnes qui souhaitent ouvrir un commerce de tester leur projet au sein d'une boutique pilote pendant plusieurs mois. Le futur commerçant bénéficie d'un loyer minoré et du soutien d'un réseau de partenaires locaux. L'intérêt d'adhérer est multiple, il permet de bénéficier de la communication de la fédération apposée sur les vitrines (il s'agit d'un label, c'est une marque déposée), d'un accompagnement technique étape par étape, de la caution et l'appui d'un réseau national (retours d'expériences).

Le dispositif a fait ses preuves à plusieurs titres dans la mesure où au-delà des boutiques ouvertes, dès la mise en place de la communication visuelle sur les locaux identifiés, une dynamique commerciale est constatée à l'échelle nationale dans toutes les rues concernées par l'opération. D'autres boutiques fermées aux alentours des boutiques à l'essai ont effectivement été réouvertes rapidement et de manière pérenne.

A l'échelle de Provence Alpes Agglomération, les Petites Villes de Demain ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt. D'autres communes pourront également bénéficier du dispositif si cela s'avère opportun. L'accompagnement sera proposé par la fédération et la plateforme Initiative Alpes Provence qui sont les relais du dispositif sur les territoires. Pour information, si chaque commune adhère individuellement le montant de l'adhésion est de 3000 euros.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'adhérer à la fédération nationale des Boutiques à l'essai,
- De dire que 6000 euros seront affectés à l'adhésion de l'Agglomération à la Fédération des Boutiques à l'Essai, et que les crédits seront inscrits au budget 2022 et suivants,
- D'autoriser Madame la Présidente à signer les documents afférents.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 1 vote contre

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Registre.com

98_DE-004-200067407-20220407-20_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 29

Objet : Participation à l'action
« Fabrique de Territoire »

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FLAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENTIER Jean, SOLTANI Boularea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient absentes :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application article 6-1 du décret

98_DE-004-20067437-2 02204 07-29_07042622

Monsieur Patrick VIVOS, rapporteur, expose ce qui suit :

Par délibération N°29 du 10 avril 2019, Provence Alpes Agglomération, au titre de sa compétence Développement Economique, votait une aide pluriannuelle (d'avril 2019 jusqu'en avril 2022) d'un montant de 8000 euros pour participer au financement de la Fabrique à Entreprendre, projet qu'elle porte en partenariat avec la Plateforme Initiative Alpes Provence chargée de sa mise en œuvre opérationnelle. Il est rappelé que la Plateforme est un acteur et partenaire économique incontournable et essentiel au développement du territoire.

Pour mémoire, la plateforme a recruté un agent chargé du développement du projet dans les locaux de Diniapolis mis à disposition par la collectivité à cet effet. La fabrique répond à plusieurs enjeux : la lisibilité du parcours de la création d'entreprise, le partage de bonnes pratiques, la mise en réseau et l'innovation, l'accès à des professionnels de l'accompagnement et du financement. La fabrique propose tout au long de l'année un programme d'animations et de formations spécifiques dédiés aux porteurs de projet de tous horizons. Labellisée Fabrique de territoire en 2021, le projet s'engage vers de nouveaux objectifs pour les années à venir l'ancrant d'autant plus dans l'environnement économique et social du territoire.

Le projet de Fabrique intègre également la création d'un espace de coworking au rez de chaussée du bâtiment qui doit permettre à terme de contribuer au financement de son fonctionnement. PAA bénéficie à ce titre d'une subvention européenne pour la réalisation des travaux. Le lancement de l'action et les travaux prévus en 2020 n'ont pu être lancés en raison notamment des contraintes sanitaires. Les plans ont été dessinés par un architecte designer spécialisé dans la création de Tiers Lieux durant l'été 2021. Les travaux seront ainsi livrés en juin 2022 et l'espace de coworking mis en service dans la foulée. Cet espace viendra compléter les offres de location déjà existantes du bâtiment Diniapolis dédié à l'entrepreneuriat.

Au vu des perspectives de développement de la fabrique de territoire, il est proposé de renouveler ce partenariat pour une nouvelle période de 3 ans à compter d'avril 2022. D'autres partenaires tels que L'ANCT, la Région SUD et BPI seront également sollicités.

Le plan de financement prévisionnel est annexé au présent rapport.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'approuver le principe du renouvellement de la participation au financement du fonctionnement de la Fabrique à hauteur de 8000 euros pendant 3 ans,
- De dire que les crédits seront inscrits aux budgets, et versés à l'association Initiative Alpes Provence

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 4 votes et 1 abstention

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



[Signature]

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

date E

99_DE-004-2-0057437-20220407-29_07042022

**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION**

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

Nº 30

Objet : Financement de l'évènement « de Ferme en Ferme » pour l'année 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNÉ LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvia, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (À partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIARRT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REDNAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSANT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

RECU EN PREFECTURE

16 11/04/2022

Application ngr44-F-bu@ic.com

99 DE-004-20067497-20220407-00 07042022

Monsieur Bruno ACCIAI, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération est engagée depuis 2020 dans une stratégie agricole et alimentaire, qui valorise les produits et les producteurs de son territoire. Le déploiement de cette stratégie s'appuie sur une dynamique partenariale, avec les acteurs locaux qui développent notamment la commercialisation en circuits courts, les productions agricoles de qualité et les pratiques de consommation durable.

Considérant que la coopérative agricole AgriBio04 est un des partenaires de l'Agglomération sur le Projet Alimentaire Territorial pour le déploiement de l'agriculture biologique sur le territoire, et que le Groupement Régional des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (GR CIVAM) est un de ses partenaires sur le projet agroécologique de Marathon de la Biodiversité ;

Considérant que ces deux acteurs pilotent, sur le département et depuis 2015, un événement national de connaissance des fermes locales et de promotion des savoir-faire des agriculteurs engagés dans un développement durable, organisé chaque année, « De Ferme en Ferme » ;

Considérant que la sensibilisation et la pédagogie auprès du grand public, et la promotion des initiatives vertueuses sont deux leviers pertinents pour mettre en œuvre la transition écologique dans l'agriculture, enjeu du Projet Alimentaire Territorial ;

Il vous sera proposé de répondre à la sollicitation pour un soutien financier, à hauteur de 1000€, pour l'organisation de l'événement « De Ferme en Ferme » dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Cet événement de portes-ouvertes dans les fermes a pour objectif de développer les liens entre producteurs et consommateurs à l'échelle locale, et bénéficie d'une certaine notoriété dans le département : 2400 visiteurs ont été recensés dans l'édition précédant la crise sanitaire.

La participation financière de Provence Alpes agglomération permettra à terme de renforcer le déploiement de l'événement sur le territoire et ainsi de mieux valoriser nos entreprises agricoles.

Il vous est demandé :

- D'approuver l'attribution d'un soutien financier de 1000€ à l'association GR CIVAM sur le budget 2022

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

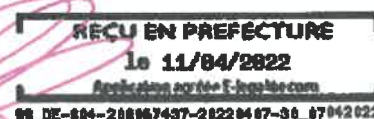
Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



99_DE-004-202207437-20220407-30_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 31

Objet : Reconduction de
l'adhésion à l'association des
Communes Forestières pour
l'année 2022

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Chloé
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 6-1 de la loi n° 2015-912

99_DE-104-290067407-20220407-31_07042022

Monsieur Benoît CAZERES, rapporteur, expose ce qui suit :

Par délibération n°27 du 10 avril 2019, n°26 du 15 octobre 2020 et n° 10 du 23 novembre 2021, Provence Alpes Agglomération a adhéré à l'association des communes forestières.

Pour rappel, cette association fait partie d'une fédération nationale qui regroupe plus de 6000 collectivités adhérentes. Ce sont, principalement des communes propriétaires de forêts mais aussi de syndicats de gestion forestière, des Régions, des départements ou des intercommunalités.

Considérant les problématiques forestières comme un enjeu majeur d'aménagement et de développement territorial de Provence Alpes Agglomération ;

Considérant que les Communes Forestières sont un partenaire de la Charte Forestière Ubaye-Serre-Ponçon/Provence Alpes Agglomération rédigée en 2021 et dont le plan d'action doit être décliné en 2022 ;

Considérant qu'une adhésion à l'échelle intercommunale permet d'obtenir une réduction de 15 % sur le montant total de l'adhésion des communes,

Il vous est proposé de reconduire l'adhésion à l'association des communes forestières des Alpes de Haute-Provence en 2022 pour un montant de 13 906 €.

Cette adhésion permet de bénéficier de :

- La représentation des intérêts des communes adhérentes aux échelles départementale régionale et nationale par le réseau des communes forestières
- L'accès à l'ensemble des services proposés par l'association : formations, visites...
- Un appui individualisé sur demande
- L'adhésion à la lettre d'information mensuelle de l'observatoire régional de la forêt méditerranéenne et à la lettre d'information de la fédération nationale des communes forestières ;

Il vous est demandé :

- D'approuver l'adhésion 2022 à l'association des communes Forestières pour un montant de 13 906 €

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

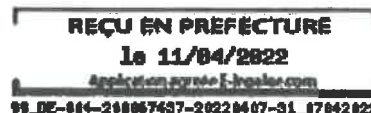
Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (Mme COSSERAT Sandrine ne prend pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 32

Objet : Subvention
complémentaire à l'Office de
Tourisme Provence Alpes
Digne-les-Bains

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, BYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application de la loi n° 2011-791 du 7 juillet 2011

99_DE-004-201007437-2 0220407-02_07042022

Monsieur Bernard TEYSSIER, rapporteur, expose ce qui suit :

Il est rappelé que conformément aux dispositions de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (loi Notre), la compétence en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » est exercée par Provence Alpes Agglomération.

A cet effet a été créé en 2017 l'Office de Tourisme Provence Alpes – Digne-les-Bains issu des dissolutions absorptions de l'EPCI de la Blanche, de l'association portant l'office de tourisme du Val de Durance et de l'évolution de l'office de tourisme de Digne-les-Bains.

La commune de Moustiers Sainte Marie s'appuyant sur la spécificité des marques territoriales a conservé la gestion communale de son office de tourisme.

L'office de tourisme Provence Alpes – Digne-les-Bains est constitué sous la forme associative conformément aux dispositions des articles L 133-1 et L 133-2 du code du tourisme. Le classement en Catégorie I lui a été attribué par arrêté préfectoral.

Les missions d'accueil, d'information, de promotion, de commercialisation et d'observation touristiques ont été confiées à l'office de tourisme Provence Alpes – Digne-les-Bains au travers d'une convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec Provence Alpes Agglomération pour les années 2021, 2022 et 2023.

Cette convention prévoit dans son article 7 que les travaux sur les bâtiments mis à disposition d'un montant supérieur à 500 € soient pris en charge par l'agglomération.

L'office de tourisme ayant pris en charge des dépenses relatives à des travaux d'aménagement réalisés en 2021 sur le bureau d'information touristique de Seyne pour un montant de 4 114,40 €, il convient de lui allouer une subvention complémentaire du montant correspondant.

Il vous est proposé :

- D'allouer à l'Office de tourisme Provence Alpes – Digne-les-Bains une subvention complémentaire d'un montant de 4 114,40 € pour l'année 2022 ;
- D'autoriser la Présidente ou son représentant à engager toutes les démarches afférentes à cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (M. CAZERES Benoît ne prend pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Inclus.com

99_DE-004-201067137-20220407-92_07042022

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 33

Objet : Etude de faisabilité et de programmation architecturale et scénographique de restructuration du Musée Promenade, réalisation des diagnostics techniques complémentaires
Demande de subvention au titre du Contrat Départemental de Solidarité Territoriale

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application en ligne F-jedite.com

99_DE-004-200067437-20220407-33_07042022

Monsieur Bernard TEYSSIER, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération exerce la compétence « Gestion des équipements du géotourisme en lien avec la promotion touristique ».

Elle assure à ce titre la gestion du Musée Promenade, situé au parc Saint Benoît à Digne-les-Bains, qui est un lieu majeur d'attraction touristique, culturelle et pédagogique.

Aménagé progressivement à partir du centre de géologie créé en 1982, le Musée Promenade est aujourd'hui l'équipement muséographique le plus visité de Digne-les-Bains et figure parmi les cinq monuments et musées les plus fréquentés au niveau départemental, avec plus de 16 000 visiteurs accueillis chaque année du 1er avril au 31 octobre et une fréquentation en hausse depuis 2019.

La restructuration du Musée promenade étant une des actions prioritaires inscrite dans la stratégie de développement touristique de Provence Alpes Agglomération (Axe C : « structurer et mettre en place une offre d'exception ») une étude de faisabilité et de programmation architecturale et muséographique a été lancée à l'automne 2021.

- A l'issue de la phase 1 de cette étude qui permis d'établir un diagnostic général de l'équipement de valider une orientation de positionnement futur autour du concept de « centre d'interprétation », les phases suivantes seront consacrées à la définition de scénarios d'aménagement et à la rédaction du programme technique détaillé.
- A ce stade de l'étude, un certain nombre de diagnostics techniques complémentaires doivent être réalisés, à savoir :
 - diagnostic de repérage amiante et plomb ;
 - diagnostic parasitaire des charpentes ;
 - suivi des principales fissures et diagnostic structure pour identifier les murs porteurs, les modes constructifs et les éventuelles pathologies ;
 - relevé des réseaux sur le site ;
 - composition et calcul de la portance des planchers et évaluation de leur résistance au feu ;
 - levé topographique de l'ensemble du site, parc et bâtiments.

La réalisation de l'ensemble de ces diagnostics est estimée à 25.000 € H.T, soit 30.000 € TTC.

L'étude de faisabilité et de programmation architecturale et scénographique de restructuration du Musée Promenade de Digne-les-Bains est inscrite dans le Contrat Départemental de Solidarité Territoriale 2021 – 2023 pour un montant de 50.000 € H.T. et bénéficie à ce titre d'une subvention du 10.000 € du département.

Dans la continuité de ce financement, il apparaît cohérent d'inscrire la réalisation des diagnostics complémentaires dans la seconde phase du Contrat de Départemental de Solidarité Territoriale.

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application article 1. Insee.com

95_02-004-201067437-20220407-93_07142922

Il vous est demandé :

- **D'approuver la réalisation des diagnostics techniques complémentaires à entreprendre dans le cadre étude de faisabilité et de programmation architecturale et scénographique de restructuration du Musée Promenade de Digne-les-Bains pour un montant de 25.000,00 € H.T. ;**
- **D'approuver ainsi qu'il suit le plan de financement prévisionnel de l'opération :**

Dépenses H.T.....	25.000,00 €
Recettes H.T.....	25.000,00 €
Dont :	
- Subvention Département des AHP CDST (50%).....	12.500,00 €
- Autofinancement PAA (50%).....	12.500,00 €
- **D'autoriser Madame la Présidente à engager toutes les démarches afférentes à cette décision.**

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO


REÇU EN PREFECTURE**le 11/04/2022**

Application e-sigle E. legale.com

99_DE-104-200067437-2022 04 07-99_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 34

Objet : Programme
d'investissement 2022 de
l'UNESCO Géoparc de Haute
Provence
Demande de subvention au titre
du Contrat Départemental de
Solidarité Territoriale

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, RHINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENNETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article L-2131-1 du Code de l'urbanisme

99_02-004-201007437-2 022 04 07-04_07042 022

Monsieur Bernard TEYSSIER, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération exerce la compétence « Gestion des équipements du géotourisme en lien avec la promotion touristique ».

Cette compétence est mise en œuvre à travers les actions de l'UNESCO Géoparc de Haute-Provence dont le territoire de 67 communes s'étend à la fois sur Provence Alpes Agglomération, qui en assure le portage et la gestion administrative, sur la Communauté de communes du Sisteronais-Buëch (avec laquelle une convention d'Entente Intercommunale a été signée le 26 octobre 2018) et sur les communes de Claret et Curbans.

Le développement et la mise en tourisme de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence est un axe majeur de la stratégie touristique de Provence Alpes Agglomération établie dans le cadre de l'exercice de la compétence « Promotion du tourisme » dévolue par la loi NOTRe.

Le programme d'investissement 2022 du Géoparc porte sur l'acquisition de deux véhicules qui sont indispensables pour renouveler et renforcer son parc roulant vieillissant, ainsi que de petit matériel technique d'entretien :

- un véhicule utilitaire polyvalent de type camion plateau 3,5 t, en remplacement de deux véhicules datant de 2002 et 2004 qui ne passent plus au contrôle technique (30.000 € H.T.) ;
- un minibus hybride 9 places hybride qui fait actuellement défaut (30.000 H.T.) ;
- du matériel technique de maintenance : broyeur de végétaux, scie radiale et aspirateur de chantier (4.000 € HT.).

L'acquisition des deux véhicules contribuera au maintien et à l'amélioration de la qualité des aménagements, de l'offre et des animations proposés par le Géoparc sur l'ensemble de son territoire :

- le véhicule technique est essentiel pour assurer la maintenance des sites aménagés afin de garantir un bon niveau de qualité des aménagements dédiés à l'accueil du public ;
- le minibus 9 places hybride permettra de développer les sorties de découverte, les séjours commercialisés, les accueils de groupes, de partenaires ou de journalistes, tout en améliorant l'expérience touristique proposée et en réduisant l'empreinte carbone du Géoparc (les Géotours et les séjours commercialisés se font actuellement avec les véhicules individuels des participants, faute de prestations de transport privées adaptées au modèle économique de ces propositions de découverte conçues pour être accessible au plus grand nombre).

L'ensemble de ces investissements représente un montant total estimé à la somme de 64.000 € H.T.

Le programme d'investissement de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence pour la période 2022-2023 est inscrit dans le Contrat Départemental de Solidarité Territoriale 2021 – 2023 pour un montant total de 150.000 € H.T. et bénéficie à ce titre d'une subvention du 36.700 € du Département des Alpes de Haute Provence.

Les nouvelles priorités d'investissement amènent à revoir une partie des postes de dépenses initialement prévus dans ce programme pluriannuel et à inscrire pour l'année

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application série F-impôts-mun

99_DE-004-200067437-2622 04 07-94_07 042 022

2022 les dépenses exposées plus haut qui contribueront à l'amélioration de l'offre du Géoparc.

Il vous est demandé :

- **D'approuver le programme d'investissement 2022 de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence pour un montant de 64.000,00 € H.T. ;**
- **D'approuver ainsi qu'il suit le plan de financement prévisionnel de l'opération :**

Dépenses H.T.....64.000,00 €

Recettes H.T.....64.000,00 €

Dont :

- Subvention Département des AHP CDST (25 %).....16.000,00 €

- Autofinancement PAA (75%).....48.000,00 €

- **D'autoriser Madame la Présidente à engager toutes les démarches afférentes à cette décision.**

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-justice.com

99_DE-004-200007407-20220417-04_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 35

Objet : Programme pluriannuel
d'aménagement d'un réseau de
sites de l'UNESCO Géoparc de
Haute-Provence, aménagement
du site du Bois Noir à Turriers
Demande de subvention au titre
du dispositif Espace Valléen
2021 - 2027

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à Digne Les Bains, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

le 11/04/2022

Application article 6 de la loi n° 2011-105

99_DE-804-200067437-2 (2204 07-36_07 042 022

Monsieur Bernard TEYSSIER, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération exerce la compétence « Gestion des équipements du géotourisme en lien avec la promotion touristique ».

Cette compétence est mise en œuvre à travers les actions de l'UNESCO Géoparc de Haute-Provence dont le territoire de 67 communes s'étend à la fois sur Provence Alpes Agglomération, qui en assure le portage et la gestion administrative, sur la Communauté de communes du Sisteronais-Buëch (avec laquelle une convention d'Entente Intercommunale a été signée le 26 octobre 2018) et sur les communes de Claret et Curbans.

Le développement et la mise en tourisme de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence est un axe majeur de la stratégie touristique de Provence Alpes Agglomération établie dans le cadre de l'exercice de la compétence « Promotion du tourisme » dévolue par la loi NOTRe.

L'UNESCO Géoparc de Haute-Provence a pour vocation de valoriser l'ensemble des patrimoines de son territoire en les reliant à sa géologie. Cette valorisation s'exerce aussi bien en direction des habitants que des visiteurs.

Un programme pluriannuel d'aménagement de sites de découverte structurants répartis sur le territoire du Géoparc a été défini dans le cadre de son plan de gestion 2021 – 2026 et inscrit dans la candidature Espace Valléen 2021 – 2027 de Provence Alpes Agglomération, « Terres d'émotions pures » et celle de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch « « Terres de Provence, Terres de rencontres ».

Il est prévu dans le cadre de ce programme d'aménager en 2022 un site sur la commune de Turriers, au lieu-dit le Bois Noir, non loin du col des Sagnes.

L'aménagement comprendra :

- ✓ la signalétique d'accès depuis la route départementale ;
- ✓ l'aménagement d'une zone de stationnement ;
- ✓ la création d'une plateforme de découverte et l'installation de dispositifs d'observation ;
- ✓ la pose de dispositifs d'interprétation le long du sentier.

Un maître d'œuvre sera recruté pour définir et coordonner le programme de travaux. Cette opération sera réalisée en partenariat et en concertation avec la commune, les particuliers riverains et une association locale environnementale.

Le projet a été inscrit dans l'axe opérationnel n°1 « Qualifier, diversifier et adapter l'offre aux nouveaux enjeux du tourisme durable » de la candidature Espace Valléen 2021-2027 de Provence Alpes Agglomération « Terre d'émotions pures », et dans l'axe stratégique n°1 « Protéger et valoriser le cadre naturel du territoire » de l'Espace valléen de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch « « Terres de Provence, Terres de rencontres ».

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application écrite E-logisto.com

99_DE-004-201967497-20220407-35_07 042 022

Afin de pouvoir réaliser l'opération dont le coût prévisionnel s'élève à 50.000,00 € HT, il est proposé de solliciter le soutien du dispositif Espace Valléen selon le plan de financement suivant :

Dispositif Espace Valléen (80%)	40.000,00 €
Autofinancement PAA*	10.000,00 €

* N.B. : En vertu des dispositions de l'article 7 de la convention d'entente intercommunale relative à la gestion, la valorisation et l'aménagement de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence, Provence Alpes Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération et la communauté de Communes du Sisteronais Buëch lui reversera la totalité de l'autofinancement de l'opération, soit 10.000 €.

Il vous est demandé,

- D'approuver l'opération et son plan de financement pour un montant total de 50.000 € H.T. ;
- D'autoriser la Présidente à solliciter une subvention de 40.000 € au titre du dispositif Espace valléen et à engager toutes les démarches afférentes à cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application prévue E-Inquiere.com

99_DE-004-200657437-2022 04 07-35_07 04 2022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 36

Objet : Etude d'une Réserve
Internationale de Ciel Étoilé
Demande de subvention au titre
du dispositif Espace Valléen
2021 - 2027

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZBRES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Bouleares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée V.legalbox.com

09_DE-804-200867437-20220407-06_07042022

Monsieur Bernard TEYSSIER, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération exerce la compétence « Gestion des équipements du géotourisme en lien avec la promotion touristique ».

Cette compétence est mise en œuvre à travers les actions de l'UNESCO Géoparc de Haute-Provence dont le territoire de 67 communes s'étend à la fois sur Provence Alpes Agglomération, qui en assure le portage et la gestion administrative, sur la Communauté de communes du Sisteronais-Buëch (avec laquelle une convention d'Entente Intercommunale a été signée le 26 octobre 2018) et sur les communes de Claret et Curbans.

Le développement et la mise en tourisme de l'UNESCO Géoparc de Haute Provence est un axe majeur de la stratégie touristique de Provence Alpes Agglomération établie dans le cadre de l'exercice de la compétence « Promotion du tourisme » dévolue par la loi NOTRe.

La Haute-Provence et donc le territoire du Géoparc mondial UNESCO bénéficie d'une qualité atmosphérique exceptionnels qui a valu l'implantation d'observatoires astronomiques comme celui de Saint-Michel ou du Chiran. Néanmoins le développement de l'éclairage (public et privé) induit une pollution lumineuse dommageable tant aux espèces sauvages qu'aux astronomes.

Il s'agit par cette opération de développer des actions de sensibilisation des élus et du public, de mettre en œuvre des mesures de réduction de l'éclairage adaptées permettant au territoire d'être candidat au label de Réserve Internationale de Ciel Etoilé (RICE) afin d'augmenter la cadre de vie et l'attractivité du territoire (astro-tourisme, écotourisme).

Le projet comprendra le recrutement de compétences externes pour :

- ✓ réaliser un diagnostic de l'existant et des possibilités (15.000 €) ;
- ✓ assurer l'animation et la concertation (20.000 €) ;
- ✓ organiser un éducteur dans un territoire français disposant du label RICE (10.000 €).

En outre, le projet prévoit d'expérimenter la mise en œuvre d'équipements concourant à la diminution de l'éclairage public avec une finalité démonstrative (20.000 €).

Le projet a été inscrit dans l'axe opérationnel n°3 « Ingénierie touristique et intelligence collective » de la candidature Espace Valléen 2021-2027 de Provence Alpes Agglomération « Terre d'émotions pures », et dans l'axe stratégique n°1 « Protéger et valoriser le cadre naturel du territoire » de l'Espace valléen de la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch « « Terres de Provence, Terres de rencontres ».

Afin de pouvoir réaliser cette opération dont le coût prévisionnel s'élève à 65.000,00 € HT, il est proposé de solliciter le soutien du dispositif Espace Valléen selon le plan de financement suivant :

Dispositif Espace Valléen (80%).....	52.000,00 €
Autofinancement PAA*	13.000,00 €

* N.B. : En vertu des dispositions de l'article 7 de la convention d'entente intercommunale, la communauté de Communes du Sisteronais Buëch prendra en charge 19,59% de l'autofinancement de l'opération, soit 2.547,00 €.

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F.fregalre.com

99_DE-004-200867407-20220407-06_07 04 2022

Il vous est demandé :

- D'approuver l'opération et son plan de financement pour un montant total de 65.000 € H.T. ;
- D'autoriser la Présidente à solliciter une subvention de 52 000 € au titre du dispositif Espace valléen et à engager toutes les démarches afférentes à cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés pour 5 abstentions

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-juriste.com

99_DE-004-200067457-2 0220407-08_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 37

Objet : Manifestation Fête de la
Randonnée Provence Alpes
Agglomération
Demande de financement auprès
du Conseil Départemental des
Alpes-de-Haute-Provence

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à Digne les Bains, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTIE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FLAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulearea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Mario José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Agglo. région agroparc F-Joye/fo.com

99_DE-004-200067457-20220407-57_07042022

Madame Nathalie ESCLAPEZ, rapporteur, expose ce qui suit :

Provence Alpes Agglomération organisera les 24 et 25 septembre 2022 la 18^{ème} édition de la Fête de la Randonnée, manifestation se déroulant sur l'ensemble du territoire communautaire visant à animer et à promouvoir la pratique de la randonnée, l'offre d'itinéraires et la découverte du territoire. Le succès de la manifestation, de portée régionale, en fait un rendez-vous incontournable de l'automne.

Après une édition 2021 sur le thème de la transhumance et du pastoralisme, cette année la manifestation sera sur le thème de l'eau. Elle permettra de valoriser notamment les nouveaux équipements communautaires réalisés en 2022 en lien avec cette thématique (Tour du lac de l'Escale et sa passerelle himalayenne, spa thermal de Digne-les-Bains...). En concertation avec le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre et nos différents partenaires (associations de randonnée et naturalistes, ONF, Parc naturel régional du Verdon...) le programme permettra de proposer une quarantaine de randonnées autour des lacs, gorges, cascades, rivières, sources, fontaines, ... de notre territoire. Des randonnées de tous niveaux, avec plus de soixante accompagnateurs, seront proposées aux randonneurs sur l'ensemble du territoire : randonnées à thème, randonnées familiales et sportives, randonnées gourmandes, randonnées à la journée ou sur le week-end... En complément, des sorties à la découverte d'autres activités de pleine nature seront intégrées au programme (via ferrata, VTT et VTT à assistance électrique, canoé, paddle...).

Cette manifestation permet de :

- Promouvoir un fort potentiel en termes d'itinérance, de randonnée et d'activités de pleine nature mais aussi d'hébergements et d'activités connexes,
- Contribuer au développement touristique du territoire de Provence Alpes Agglomération,
- Favoriser l'étalement de la fréquentation touristique notamment en automne.

Le coût de l'organisation de cette manifestation s'élève à la somme de 25 000 € HT. Le plan de financement proposé est le suivant :

- Conseil Départemental	2 500 € (10%)
- Autofinancement PAA H.T.	22 500 € (90%)

Il est à noter que les inscriptions des participants, estimées à 5 000 € TTC, viennent en déduction de l'autofinancement de Provence Alpes Agglomération.

Il vous est proposé :

- D'approuver le principe de l'opération et son plan de financement,
- D'autoriser la Présidente à engager toutes les démarches nécessaires auprès des partenaires financiers.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Inkplate.com

09_DE-004-200067437-20220407-07_07042022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 38

Objet : Site de pleine nature du
Fanget

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, BYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEBORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Chloé
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application article 15 de la loi n° 2015-1718

99_DE-004-200887437-20220417-38_07042022

Madame Nathalie ESCLAPEZ, rapporteur, expose ce qui suit :

Le site de pleine nature du Fanget fait partie des équipements touristiques de compétence additionnelles de Provence Alpes Agglomération. Il est implanté sur les communes de Seyne et d'Auzet.

Le site regroupe une partie bâtiment (lieu de location et de restauration, un appartement à l'étage), des itinéraires de ski de fond et de raquettes à neige (6 parcours balisés l'hiver) ainsi que des itinéraires de randonnée inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

La convention de gestion existante, confiant la gestion du bâtiment, la vente des forfaits et la location du matériel à l'Union Sportive de la Blanche contre une redevance annuelle de 10500 € versée à l'USB, est arrivée à terme en 2021. L'USB a fait part à PAA, par courrier en date du 9 juin 2021, de son souhait de ne pas renouveler la convention.

Avec un déficit structurel de plus de 200 000 euros sur les quatre dernières années pour PAA (frais de fonctionnement, investissement et masse salariale), le bâtiment est resté fermé cet hiver, les 2 pistes de ski de fond n'ont pas été damées.

Les itinéraires de raquette à neige sont restés balisés et ouverts au public.

Face aux demandes des communes de pouvoir disposer d'un service d'accueil au public au col du Fanget, il est proposé de mettre à la location à l'année, sous la forme de bail commercial le bâtiment du Fanget (local en rez de chaussée comprenant une partie accueil, une partie restauration, une partie location ainsi qu'un appartement T3 à l'étage). Le matériel (un scooter des neiges, un traceur, raquettes skis de fond et chaussures, pourra être mis à disposition, loué ou cédé au locataire.

Le locataire pourra exercer à son compte sur ce lieu, à l'année, des activités de restauration, location à la nuitée, location de matériel, ainsi que des animations. Il fera son affaire du damage des piste de fond en accord avec les propriétaires des parcelles.

Il vous est demandé :

- De mettre un terme à l'entretien et la gestion des 2 pistes de ski de fond, ainsi qu'à la location du matériel (raquettes à neige, skis de fonds et chaussures)
- D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents et engager toutes les démarches afférentes à cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote


Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

**Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO**



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F. Ingalta.com

99_DE-004-200667437-20220407-38_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 39

Objet : Appel à manifestation
d'intérêt « Contrats stations
2030 »

Positionnement de Provence
Alpes Agglomération et des
stations de montagne de son
territoire

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boularea, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martina, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martina
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Agglomération Provence Alpes Agglomération

99_DE-004-200067437-20220407-39_07042022

Monsieur Benoît CAZERES, rapporteur, expose ce qui suit :

La région SUD-PACA accompagne financièrement les stations de montagne et leurs bassins de vie afin de maintenir et développer leurs activités.

Dès 2015, la Région s'est engagée dans une politique de la montagne comprenant un volet spécifiquement dédié à l'accompagnement des stations. Ce volet s'est structuré notamment autour des Contrats « Stations de demain » sur la période 2016-2020, destinés à relancer les dynamiques d'investissements en stations de montagne.

En 2021 ce dispositif a été reconduit par la Région de façon transitoire pour une année en parallèle de la réalisation d'une vaste étude prospective sur le devenir des stations des Alpes du Sud.

En octobre 2021, l'étude régionale prospective a rendu ses conclusions, lesquelles ont fait l'objet d'un échange avec les acteurs des stations de montagne, fortement impliqués dans la conduite de l'étude au côté de la Région.

Les conclusions de l'étude justifient la poursuite de l'action régionale par un soutien à l'investissement en faveur de l'innovation énergétique et de la neutralité carbone à l'horizon 2030 des domaines skiables. La Région souhaite ainsi renouveler son accompagnement financier des stations et de leur écosystème valléen et participer à la diversification de leurs activités touristiques à l'année, au travers du dispositif « Contrat Stations 2030 ». Ce dernier se matérialise par un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) en direction des territoires de projet des Alpes du Sud.

Lors du conseil d'agglomération du 9 février 2022, il a été débattu du positionnement de Provence Alpes Agglomération vis-à-vis de cet Appel à Manifestation d'Intérêt. Deux hypothèses ont été retenues :

- celle de porter une candidature à l'échelle de Provence Alpes Agglomération ;
- celle de porter une candidature collective au côté du Département des Alpes-de-Haute-Provence et des communautés de communes Alpes Provence Verdon (CCAPV) et Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon (CCVUSP).

Cette seconde hypothèse, qui apparaissait la plus opportune pour notre agglomération et nos stations de montagne, car cohérente et dans la continuité de la candidature portée en commun pour le dispositif Avenir Montagne Ingénierie, est aujourd'hui remise en question par le positionnement de la CCVUSP qui a décidé de déposer une candidature isolée. Pour autant, le Conseil départemental nous propose de poursuivre la démarche collective avec la CCAPV.

Il vous est proposé :

- De poursuivre la dynamique engagée au côté du Conseil départemental et de la CCAPV et de finaliser avec ces deux partenaires une réponse commune à l'appel à manifestation d'intérêt régional « Contrat stations 2030 » ;
- D'autoriser la Présidente à engager toutes les démarches afférentes à cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNEL

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-Invalia.com

99_DE-104-201067437-20220407-99_07042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 40

Objet : Convention de mise à
disposition de service entre PAA
et le SYDEVOM 04 2022-2024

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à Digne Les Bains, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francoise, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Chldéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Appréciation agréée - J. Bouclet - 04 87 04 2022
04_DE-04-20220407-20220407-40_07042022

Monsieur René VILLARD, rapporteur, expose ce qui suit :

Par la délibération du 12 avril 2017, le Conseil d'agglomération de Provence Alpes Agglomération (PAA) a adhéré au Syndicat mixte départemental d'élimination et de valorisation des ordures ménagères de Haute-Provence (SYDEVOM 04).

Cette adhésion implique de confier au SYDEVOM 04 la gestion du transport et du traitement des ordures ménagères.

La gestion de la collecte des ordures ménagères est assurée par PAA sur le secteur Dignois et la gestion du quai de transfert du site de la Colette à Digne les Bains, d'où partent les ordures ménagères pour le site de traitement, est confiée au SYDEVOM 04.

Le fonctionnement du quai de transfert des ordures ménagères de la Colette, à savoir le tassage dans les bennes et la préparation pour le transport, implique du personnel et des équipements dédiés à cette activité.

Pour la bonne organisation du service public de gestion et d'élimination des déchets, une première convention de mise à disposition de service a été conclue entre PAA et le SYDEVOM pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020. Elle a été renouvelée pour l'exercice 2021. Il convient de procéder à sa prolongation pour une période de 3 ans de 2022 à 2024 inclus.

En conséquence, il est proposé au conseil d'agglomération :

- D'approuver la mise à disposition de service entre PAA et le SYDEVOM pour 2022-2024,
- D'approuver la convention de mise à disposition annexée et d'autoriser la Présidente à la signer.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité des suffrages exprimés (M. PAUL Gérard ne prend pas part au vote)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-legalite.com

99_DE-004-200067437-20220407-40_07042022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 41

Objet : Agrandissement de la
déchèterie de SEYNE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application écrite E-boutique.com

99_DE-004-200867457-20220407-41_07042022

Monsieur René VILLARD, rapporteur, expose ce qui suit :

A l'occasion des dernières intempéries, le Syndicat Mixte Asse Bléone (SMAB) a été sollicité afin de procéder à une expertise de l'érosion des berges de la rivière « La blanche de Fau » à SEYNE. La déchèterie de SEYNE, propriété de Provence Alpes Agglomération et d'une surface de 4 750 m², se situe au bord de cette dernière.

Le rapport du SMAB fait apparaître que toute la zone de la déchèterie jouxtant la rivière, d'une surface de 890m², est située en zone rouge du PPRI. Actuellement y sont installés des bennes, des colonnes, divers matériels d'exploitation et, de plus, trois alvéoles y sont implantées.

Selon la réglementation, la zone rouge est une zone très exposée où les inondations sont redoutables en raison notamment des hauteurs de submersion et de la vitesse du courant. De ce fait, toute occupation d'une zone rouge PPRI est interdite et le non-respect de cette réglementation implique l'encourt de sanctions pénales pour le responsable.

De plus, ce site fait actuellement face à plusieurs autres problématiques :

- Le manque de place en raison de l'augmentation des apports de déchets verts (stockage, broyage etc.).
- Les conditions de stockage des déchets verts non conformes (emplacement contraint entre deux bâtiments induisant des risques de propagation en cas d'incendie et des difficultés d'interventions pour les pompiers).
- L'absence d'une aire de lavage des Bennes à Ordures Ménagères conformément à la réglementation en vigueur.
- L'absence de garage pour l'entrepôt des véhicules notamment en période hivernal (gel, neige).
- L'impossibilité d'adapter la déchèterie aux nouvelles filières en préparation (3 flux au moins).
- La non-conformité de l'espace vestiaire actuel comme précisé dans le rapport du CHSCT.
- L'absence d'un véritable bureau pour le responsable de secteur (local faisant office de vestiaire, d'espace de convivialité et de bureau).

Afin de répondre à l'ensemble de ces sujets et, en particulier l'interdiction d'utilisation de la zone de stockage, deux options sont envisageables :

- le déplacement de la déchèterie avec ce que cela implique en termes de coûts (au moins 1.5 Millions d'euros pour la création d'une nouvelle déchèterie avec un pôle ordures ménagères conforme sans compter l'acquisition du terrain),
- l'agrandissement de la déchèterie actuelle par l'acquisition du terrain mitoyen et des locaux associés.

Pour des raisons de pragmatisme et de maîtrise des dépenses, ce dernier scénario est privilégié. Le terrain, actuellement en vente par la société SPHERE, est constitué :

- d'une emprise de 2 384 m² (dont seulement 150m² sont dans la zone PPRI),
- d'un bâtiment de garage, d'une surface utile totale de 235 m², qui permettra de mettre trois véhicules à l'abri,
- d'un bâtiment de bureaux d'une surface utile de 65 m² incluant des vestiaires et une douche,
- d'une aire de lavage de véhicule.

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Inquête.com

99_DE-004-200067437-20220407-41_07042022

Les négociations sont en cours. Le vendeur demande actuellement 245 000€. Le service des domaines estime la valeur du bien à 206 000€ TTC plus ou moins 10% (186 000€ à 226 000€).

Pour information, l'aire de lavage des véhicules est une obligation réglementaire dont le coût de construction est estimé à 60 000€ ttc. C'est un investissement qui ne sera plus nécessaire grâce à l'acquisition du terrain mitoyen.

Une fois le terrain acquis, des travaux d'aménagement seraient engagés afin d'adapter la déchèterie à cette nouvelle configuration :

- Création de quatre alvéoles de réception des déchets verts (ligneux et non ligneux), de compost et de gravats (actuellement dans la zone PPRI).
- Création et mise à niveau d'emplacements de bennes contre le mur Est de la déchèterie avec ouverture du mur concerné (non porteur et en parpaing). Cette opération permettra le transfert des flux actuellement situés en zone PPRI contre le mur de la déchèterie.
- Ouverture du mur Sud (non porteur et en parpaings) afin de permettre un nouvel exutoire des véhicules des usagers et ainsi ajouter un flux supplémentaire dans la déchèterie en anticipation des flux prochainement prévus par le législateur.
- Déplacement du portail.
- Réduction des bureaux et du garage actuels pour permettre l'agrandissement du quai afin d'aménager un espace de stockage pour les D3E et créer un local de stockage dans la continuité du bureau du gardien.
- Création d'une couverture sur les façades Est et Sud afin de protéger de la neige la rampe de sortie des véhicules des particuliers et les bennes qui seront disposées contre la déchèterie.

L'ensemble de ces travaux est estimé à 113 000€ ttc. Il est possible d'échelonner ces chantiers afin de commencer uniquement par les travaux indispensables dans le cadre du premier exercice. Les travaux de couverture évalués à 61 000€ ttc pourraient être réalisés partiellement ou pendant l'exercice budgétaire suivant.

La SAMSE, entreprise également mitoyenne du terrain en vente, souhaite se porter acquéreur de 570 à 600 m² de terrain. Une réunion avec le SPPGD s'est tenue afin de s'entendre sur la zone que souhaite acquérir la SAMSE. Cette opération permettra de diminuer le coût d'achat sans impacter notre besoin d'agrandissement. Le coût pour la SAMSE est estimé entre 25 000€ et 45 000€ et vient en déduction pour PAA du prix négocié avec le vendeur. La valeur vénale du terrain sera déterminée en fonction du métrage précis qui sera réalisé par un géomètre et le retour de France domaine concernant la valeur du terrain nu.

Il vous est demandé,

D'APPROUVER l'achat du terrain de la société SPHERE afin de procéder à l'agrandissement de la déchèterie de SEYNE.

D'APPROUVER que cet achat soit partagé avec l'entreprise SAMSE qui se portera acquéreur d'une part du terrain en accord avec PAA.

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application portail F-Inspire.com

98_DE-014-201067487-2 022 04 07-41_07042 022

D'APPROUVER le plan de financement prévisionnel suivant :

Acquisition du terrain : entre 190 000€ et 215 000€ ttc

Travaux Phase 1 : 52 000€ ttc

Travaux Phase 2 61 000€ ttc

D'AUTORISER Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents et engager toutes les démarches afférentes à cette décision.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 1 vote contre et 4 abstentions

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée E-Jump.com

99_DE-004-200067487-20220407-41_07 042022

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 42

**Objet : Conventionnement avec
les partenaires du « Marathon
de la biodiversité »**

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Étaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvia, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMTERRA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Étaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Étaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Étaient excusés :

BOURIJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-brest.fr.com

99_DE-004-210067497-2022 04 07-42_07 042 022

Madame Sandrine COSSERAT, rapporteur, expose ce qui suit :

PAA a été retenue par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, dans le cadre de l'appel à projet intitulé « Marathon de la biodiversité » suite à la délibération n°34 du 21 avril 2021 approuvant la candidature de PAA. Pour mémoire, ce plan sur 4 ans vise à créer un réseau bocager à l'échelle du territoire, avec pour objectif la plantation de 10 km de haies et la création de 10 mares d'ici 2025.

En date du 16 décembre 2021, l'Agence de l'eau a accordé à PAA une subvention de 187 464 € pour un budget global de 265 065 € soit un financement à hauteur de 70 %.

La part d'autofinancement de PAA sur 4 ans s'établit à 49 450 €, soit 12 362 €/an fonctionnement et investissement confondus. La part d'autofinancement des partenaires de l'opération que sont le CEN PACA, la Chambre d'agriculture, la SAFER, le GR CIVAM et Agroof s'établit à 28 150 €.

Le rôle de PAA : coordination générale de l'opération, portage politique auprès des élus communaux, des agriculteurs, suivi de l'opération et valorisation à travers le PCAET et le SCOT. Dans un second temps, en année N2 et N3, PAA fera l'acquisition de 10 000 plants. Ces plants rigoureusement sélectionnés (d'origine locale et non envahissants) seront distribués aux attributaires (agriculteurs, communes...), lesquels s'engageront à travers une convention à participer financièrement à l'achat à hauteur de 10 %.

Le rôle de la SAFER : construit le cadre et incite les attributaires (agriculteurs ou autres) à s'engager sur la base du volontariat en leur fournissant l'environnement technique et financier pour replanter (contexte parcellaire, objectifs du propriétaire). Indépendamment d'une rétrocession de la SAFER (2000 hectares sur PAA), une animation en direction des agriculteurs déjà installés est prévue pour qu'ils plantent des haies sur les secteurs identifiés comme prioritaires dans la future stratégie.

Le rôle du Conservatoire des Espaces Naturels : réalise le diagnostic, l'expertise corridor écologiques (trame verte et turquoise), joue le rôle interface avec les attributaires, accompagnement scientifique, étude de contractualisation à travers des O.R.E. (Obligation réelle environnementale).

Le rôle de la Chambre d'agriculture : participe à la réalisation du diagnostic et l'animation auprès des agriculteurs, elle assure également le suivi et l'évaluation de l'opération sur le volet agricole.

Le Groupe régional des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (GR CIVAM) et la Scop Agroof interviendront sur la partie formation et accompagnement sur les plantations.

Afin de formaliser les partenariats, PAA doit conclure des conventions avec chacun des organismes cités ci-dessus en établissant le descriptif des missions prévues et en précisant le budget prévisionnel et les modalités financières relatifs à la prestation de chaque partenaire.

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F-jogalor.com

99_DE-004-201067437-2022 04 07-42_07 04 2022

Il vous est proposé,

- D'autoriser Madame la Présidente à signer les conventions jointes en annexe et celles à venir dans le cadre de cette opération.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO



**Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION**

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

Nº 43

Objet : Demandes de subventions complémentaires dans le cadre de rénovations de chaudières sur le patrimoine de PAA

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoît, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoît, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FIAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francis, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PELESTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERA Geneviève, PROUST Brigitte, REINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient supplées :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Iñaki a donné pouvoir à SECOND Yann

Etaient représentés:

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Mario José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENNETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

RECU EN PREFECTURE

10 11/04/2022

Applications for the E-Journal are:

89 DE-04-310067437-20220407-13 07142022

Madame Sandrine COSSERAT, rapporteur, expose ce qui suit :

Il vous sera rappelé que notre Plan Climat Air Energie territorial adopté le 28 février 2020 prévoit entre autres deux actions :

- Établir un programme pluriannuel sur le patrimoine de PAA
- Développer les chaufferies bois en cohérence avec la structuration de la filière.

Lors de notre conseil d'agglomération du 15 octobre 2020, nous avons approuvé à l'unanimité un projet d'investissement visant à améliorer les chaudières et circuits de chauffage de huit bâtiments de Provence Alpes Agglomération et la sollicitation de la DSIL afin de financer ces travaux à hauteur de 80%.

Par délibération du 17 février 2021 le plan de financement a été modifié en sollicitant également la DETR.

Le plan de financement actuel prévisionnel est :

	dépenses	recettes		%
travaux et honoraires ht	414 288,00 €	124 286,40 €	Etat DSIL	30%
		165 715,20 €	Etat DETR	40%
		124 286,40 €	autofinancement PAA	
montant global ht	414 288,00 €	414 288,00 €		

Les remplacements de la chaudière gaz du Conservatoire de Digne-les-Bains, des chaudières fioul du Château des Sieyès et de la Ferme de Font Robert ont été réalisées.

La consultation des entreprises est en cours pour les travaux sur Diniapolis et les bureaux/logements de l'abattoir de Digne les Bains,

Pour les travaux sur Seyne et à l'IDBL en concertation avec notre AMO et en référence aux fiches actions du PCAET il apparaît opportun et compte tenu de la situation actuelle sur les tarifs fioul et gaz de réaliser des chaudières bois.

Cela en remplacement d'une solution pompe à chaleur pour Seyne et uniquement gaz pour l'IDBL

Le plan de financement pour ces 2 éléments thermiques doit être modifié avec recherche de subvention supplémentaire de l'ADEME tout en conservant les subventions déjà obtenues de l'Etat.

REÇU EN PREFECTURE

Le 11/04/2022

Application agréée F. legation.com

99_DE-004-2020067457-2022 04 07-43_07 04 2022

Lieux et travaux	dépenses	recettes		%
Pôle proximité/ Régle des eaux Seyne				
Chaudière	48 780 €	7 380 €	Etat DSIL	13%
Complément têtes thermostatiques	4 670 €	9 840 €	Etat DETR	17%
honoraires	4 356 €	12 800 €	ADEME	22%
		27 786 €	PAA	48%
total ht	57 806 €	57 806 €	0 €	
IDBL Digne Les Bains				
Chaudière	150 000 €	28 710 €	Etat DSIL	17%
Complément ECS électrique	12 500 €	38 280 €	Etat DETR	23%
honoraires	7 200 €	44 480 €	ADEME	26%
		58 230 €	PAA	34%
total ht	169 700 €	169 700 €	0 €	

Il vous est demandé :

- D'approuver la modification du plan de financement pour les éléments thermiques mentionnés ci-dessus ;
- De solliciter l'ADEME pour des aides complémentaires spécifiques liées à la mise en place de chaudières bois.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A la majorité pour 1 vote contre

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme

La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F-legal.com

99_DE-004-200067457-20220407-43_07042022

DEPARTEMENT
Alpes-de-Haute-Provence

Communauté d'Agglomération
PROVENCE ALPES
AGGLOMERATION

Année 2022
Séance du 7 avril 2022

N° 44

Objet : Demandes de subvention
dans le cadre des appels à projet
2022 de la Caisse d'Allocations
Familiales

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
D'AGGLOMERATION

L'an deux mille vingt-deux et le sept du mois d'avril à dix-sept heures trente, le conseil d'agglomération Provence Alpes Agglomération, régulièrement convoqué le trente du mois de mars 2022, s'est réuni au Palais des Congrès à DIGNE LES BAINS, sous la présidence de Madame Patricia GRANET BRUNELLO, Présidente

Est nommé secrétaire de séance : PEREIRA Georges

Etaient présents :

ACCIAI Bruno, ARNOUX-TROMEL Corinne, ARENA Antoine, AUDRAN Michel, AUZET Guy, BAILLE Denis, BARDIN Chantal, BASSET Françoise, BELMONTIE Sylvie, BERTRAND Philippe, BLANC Michel, BONDIL Marc, BOGHOSSIAN Alex, BOYER Christian, CAZERES Benoit, CHABALIER Sandrine, CHALVET Gilles (à partir du rapport n° 6), COCHET Brigitte, COSSERAT Sandrine, DECROIX Hugo, DE SOUZA Benoit, ESCLAPEZ Nathalie, ESTIENNE Claude, EYMARD Max, FLAERT Claude, FONTAINE Sonia, GONCALVES Gilles, GRANET-BRUNELLO Patricia, GRAVIERE Remy, HONNORAT Michelle, ISOARDI Delphine, JOUVES Marc, KUHN Francois, MOULARD Damien, MULLER Emmanuel, OBELISCO Francine, PAIRE Marie Claude, PAUL Gérard, PAUL Gilles, PRELSTOR Michel, PEREIRA Georges, POURCEL Simone, PRIMITERRA Geneviève, PROUST Brigitte, RHINAUDO Gilbert, SANCHEZ Pierre Bernard, SAVORNIN Béatrice, SEGOND Claude, SEVENIER Jean, SOLTANI Boulares, TEYSSIER Bernard, TEYSSIER Eliane, THIEBLEMONT Martine, TOUSSAINT Carole, UGHETTO Wendy, VILLARD René, VIVOS Patrick

Etaient suppléés :

AILLAUD Jean Pierre a donné pouvoir à MENS Jacques
BALIQUE François a donné pouvoir à BAYLE Roland
MAGAUD Marie José a donné pouvoir à MAYENC Christelle
PIERRISNARD Jacqueline a donné pouvoir à CORTES Guy
URQUIZAR Danièle a donné pouvoir à DONNIER Luc
ZANARTU HAYER Italo a donné pouvoir à SEGOND Yann

Etaient représentés :

BENOIT Gérard a donné pouvoir à VILLARD René
CHABAL CALVI Nadia a donné pouvoir à VIVOS Patrick
COMTE Jean Paul, a donné pouvoir à GRAVIERE Remy
DEORSOLA Jean Paul a donné pouvoir à VIVOS Patrick
FIGUIERE Marie José a donné pouvoir à PROUST Brigitte
FLORES Sylvain a donné pouvoir à TOUSSAINT Carole
ISOARD Christian a donné pouvoir à SAVORNIN Béatrice
LAQUET Laura a donné pouvoir à VILLARD René
OGGERO BAKRI Céline a donné pouvoir à THIEBLEMONT Martine
PIERI Bernard a donné pouvoir à TEYSSIER Bernard
QUENETTE Pascale a donné pouvoir à GRANET BRUNELLO Patricia
TRABUC Nicolas a donné pouvoir à PAUL Gérard

Etaient excusés :

BOURJAC Jean Marie
CROZALS Florent
REBOUL Childéric
RISSO Gilbert
VOLLAIRE Nadine

REÇU EN PREFECTURE

le 11/04/2022

Application agréée F-1000000000

98_DE-004-200867437-20220407-44_07042022

Madame Sonia FONTAINE, rapporteur, expose ce qui suit :

La communauté d'agglomération exerce la compétence enfance, petite enfance, et à ce titre, la gestion des Etablissements d'Accueil des Jeunes enfants sur une partie de son territoire.

Le développement et le maintien d'une offre d'accueil de qualité et adaptée aux besoins des familles représentent une ambition commune de la caisse d'Allocations Familiales et de Provence Alpes Agglomération.

La CAF du 04 soutient financièrement les Etablissements d'Accueil de Jeunes enfants. Depuis plusieurs années, notre collectivité perçoit des aides pour les projets qu'elle développe dans ses structures Petite Enfance.

Dans le cadre des appels à projets 2022 de la Caisse d'Allocations Familiales, quatre dossiers de demandes de subventions peuvent être présentés et seront étudiés par la Commission d'action sociale de la CAF du jeudi 2 juin 2022.

- Analyse de pratiques pour les Accueils Collectifs de Mineurs de PAA.

Coût total de l'opération	Montant subvention sollicitée	Autofinancement PAA
3 000 € HT	2 400€ HT	600€ HT

- Mise en place d'interventions d'une psychologue clinicienne, à destination des familles, au sein de la crèche « les premiers pas ».

Coût total de l'opération	Montant subvention sollicité	Autofinancement PAA
13 200 € HT	10 560 € HT	2 640 € HT

Ceci exposé, il vous est demandé :

- D'approuver les plans de financement et les demandes de subvention telles qu'exposées ci-dessus,
- D'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer l'ensemble des documents s'y rapportant.

LE CONSEIL D'AGGLOMERATION

Après en avoir délibéré et procédé au vote

Approuve les propositions présentées

A l'unanimité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme
La Présidente Patricia GRANET-BRUNELLO

